



**CONSEIL**

**Conseil**

**COMPTE RENDU SUCCINCT DE LA 982ème SESSION**

**tenue au niveau des Ministres, au Château de la Muette, à Paris,  
les lundi 26 et mardi 27 juin 2000**

**JT00105351**

**Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format**

**TABLE DES MATIERES**

196.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....	3
197.	DECLARATIONS INTRODUCTIVES .....	4
198.	MESURES EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA COHESION SOCIALE .....	14
199.	PRINCIPES DIRECTEURS A L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES .....	15 et 17
200.	LES PROGRES DE LA TECHNOLOGIE : DEFIS POUR LA GOUVERNANCE.....	15
201.	RENFORCER LE SYSTEME MULTILATERAL.....	19
202.	APPROBATION DU PROJET DE COMMUNIQUE.....	21
203.	AUTRES QUESTIONS .....	22
	ANNEXE 1 COMMUNIQUE .....	23
	ANNEXE 2 DECLARATIONS ECRITES.....	34
	ANNEXE 3 LISTE DES PARTICIPANTS.....	78

**196. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le Président, le Ministre des finances de l'Australie, M. Peter Costello, ouvre la réunion par l'allocution suivante :

"Mesdames et Messieurs, c'est pour moi un honneur de présider cette session du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres. Je suis très heureux de vous y accueillir. Je voudrais dire un mot particulier de bienvenue aux Vice-Présidents, nos collègues du Canada et de la Finlande. Je voudrais également souhaiter la bienvenue à la République slovaque qui prend part pour la première fois aux travaux du Conseil de l'OCDE.

Notre réunion ministérielle de cette année a pour thème "Maîtriser la mondialisation". Comme nous le savons tous, notre monde est en pleine mutation. En raison des progrès des technologies de la communication et de l'information, les marchés des biens et des services ont aujourd'hui une dimension mondiale. Les pays ne sont plus à même de s'isoler derrière leurs frontières, et les changements vont en s'accéléralant.

La société civile et les institutions non gouvernementales demandent à participer aux débats. Elles veulent être entendues, et être associées à cette évolution. "Maîtriser la mondialisation" signifie trouver le moyen de la gérer au mieux des intérêts de nos concitoyens. Au lendemain de Seattle, nous devons être très attentifs aux moyens de faire participer la société civile et les institutions non gouvernementales à ce processus.

Au cours de cette première session et de la suivante, nous examinerons l'état de l'économie mondiale. Plus particulièrement la notion de « nouvelle économie » : ce qu'elle signifie pour nous qui avons des responsabilités nationales, et comment assurer la cohésion sociale dans le cadre de nos travaux sur le développement économique, le commerce électronique et la fiscalité. Nous évoquerons bien sûr aussi le projet de l'OCDE sur la croissance, qui nous donne l'occasion d'aborder un large éventail de questions, nouvelles ou non, ayant trait à la macro-économie, au changement structurel et à la micro-économie.

Plus tard cet après-midi, nous parlerons des progrès de la technologie et des problèmes qu'ils posent pour la gouvernance. Nous évoquerons la sécurité alimentaire, question qui, avec la biotechnologie, fera certainement l'objet d'un débat très animé.

Demain, nous serons rejoints par les Ministres du commerce, qui considéreront les moyens de renforcer le système commercial multilatéral pour mettre clairement en lumière la nécessité d'organiser un nouveau cycle de négociations, ouvert à tous les groupes et tous les pays.

L'organisation de la réunion ministérielle de cette année comporte un certain nombre d'innovations importantes. Premièrement, la totalité de cette session plénière va être télévisée. Des caméras retransmettront nos débats aux médias. Étant donné le prix que nous attachons à la transparence et à l'ouverture, nous avons pensé qu'il était souhaitable de prêcher par l'exemple. Mais il est évident que la télévision sera absente lors de nos sessions restreintes, afin d'encourager des échanges de vues francs et ouverts.

Deuxièmement, parallèlement au présent Conseil des Ministres, est organisé le Forum 2000 au site de La Défense. Nous avons, le Secrétaire général, le Ministre François Huwart et moi-même, ouvert cette rencontre plus tôt ce matin. Le Forum réunit des institutions non gouvernementales ainsi que des organisations salariales et patronales pour leur permettre de faire entendre leur avis.

Je vous invite à respecter un certain protocole au cours de notre rencontre de ce matin. Une fois les présentations faites, je vous incite à faire preuve de spontanéité dans vos interventions. Si vous devez

intervenir lors du discours d'un autre orateur, levez les deux mains ou agitez votre pancarte ; vous aurez alors le droit de faire valoir votre point de vue pendant soixante secondes. Le dîner plus informel de ce soir sera aussi, j'espère, une occasion d'échanges de vues spontanés.

Je vais inviter le Secrétaire général à définir ses objectifs et priorités pour la réunion ministérielle, ensuite je vous rendrai compte de notre dîner de travail d'hier au soir avec les membres du BIAC et du TUAC. Enfin, nous demanderons au Président du Comité de politique économique de l'OCDE, M. Baily, d'introduire la discussion macro-économique.

Au cours de nos délibérations des deux prochains jours, nous devrions tous avoir conscience que nos échanges de vues sur certains des points inscrits à l'ordre du jour peuvent non seulement infléchir les politiques nationales mais aussi la politique internationale, nous permettant ainsi de veiller à ce que nos concitoyens bénéficient des fruits des modifications intervenant dans le monde. J'espère que nous pourrions poser un certain nombre de principes qui marqueront durablement la politique internationale.

Enfin, je voudrais proposer une petite modification à l'ordre du jour, avec l'adjonction d'un point spécifique consacré aux Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, qui pourrait être examiné à la fin de notre déjeuner de travail d'aujourd'hui."

Sur proposition du Président,

LE CONSEIL

adopte le projet d'ordre du jour C/MIN(2000)1, avec l'adjonction du point "Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales".

°  
° °

## 197. DECLARATIONS INTRODUCTIVES

Sur invitation du Président, le Secrétaire général, M. Johnston, fait la déclaration suivante :

"Je voudrais tout d'abord vous souhaiter très chaleureusement la bienvenue. Cette importante réunion ministérielle, dont l'ordre du jour est très chargé, a mobilisé un grand nombre de Ministres. Je voudrais faire quelques remarques générales sur les objectifs et les priorités de l'Organisation tels que je les vois aujourd'hui.

Le titre "Maîtriser la mondialisation" est tout à fait approprié ; c'est en effet un sujet qui a été au premier plan de nos discussions au cours des trois dernières années et sur lequel nous avons beaucoup appris. Les pays Membres ont compris comme nous que l'essentiel était de trouver le moyen de faire fructifier les échanges et la libéralisation des investissements pour un minimum de coûts, et de veiller à ce que leurs fruits soient équitablement répartis. Cette double préoccupation a été au cœur de la quasi-totalité de nos travaux.

Un certain nombre de questions peuvent sembler très spécifiques, telles que celle des prix de transfert pour des raisons fiscales, ou celle de la concurrence fiscale dommageable. Elles n'en relèvent pas moins toutes du rôle que doit jouer cette Organisation pour maîtriser la mondialisation et unifier les règles du jeu en vue d'assurer une concurrence loyale. L'OCDE n'est cependant là que pour faciliter cette tâche, dont la responsabilité vous incombe au premier chef.

L'OCDE ne ressemble à aucune autre organisation internationale. Elle est essentiellement constituée de représentants de chacun des gouvernements Membres. De plus en plus bon nombre de nos comités accueillent des observateurs et des participants d'économies non membres. Nos travaux, dont vous avez la responsabilité, occupent à l'OCDE plus de 150 Comités et groupes de travail. L'an dernier, quelque 50 000 experts sont venus ici travailler sur un volume important de questions diverses auxquelles l'Organisation est confrontée. Certains disent que l'Organisation s'occupe de trop de choses et se demandent comment elle parvient à gérer toutes ces tâches. Si elle y parvient, c'est grâce à un processus de travail en Comité que gère le Secrétariat. Ces Comités sont constitués d'experts qui sont essentiellement les vôtres, et qui apportent leur concours aux experts du Secrétariat.

Je voudrais évoquer certains des travaux que je considère comme fondamentaux pour la maîtrise de la mondialisation. La nouvelle économie n'est pas un phénomène strictement national. Le rôle de l'Organisation est de déterminer si l'on peut parler effectivement de nouvelle économie, quelles en sont les caractéristiques, pourquoi certains pays obtiennent de meilleurs résultats que d'autres, comment faire pour diffuser les pratiques exemplaires et transférer une partie du savoir-faire qui a été acquis afin que tous les pays, Membres et non membres, bénéficient de notre expérience et de nos analyses.

J'ai évoqué la concurrence fiscale mais je pourrais aussi mentionner nos travaux sur le commerce électronique, la biotechnologie et la sécurité des aliments. Le gouvernement d'entreprise est un autre domaine très important, notamment du point de vue des investissements en dehors de la zone de l'OCDE. Les gouvernements Membres nous ont demandé de coopérer plus étroitement avec les organisations internationales. Il y a un mois, j'ai signé un accord de coopération avec James Wolfensohn de la Banque mondiale. Nos travaux sont complémentaires dans de nombreux domaines. Les Principes de gouvernement d'entreprise, dont les grandes lignes ont été mises au point par un groupe de travail au sein de l'OCDE, sont actuellement développés en coopération avec la Banque mondiale. A présent, le but est de les diffuser plus largement. En Chine par exemple, les principes ont été traduits en chinois et sont considérés comme la norme mondiale. C'est là le genre de tâches pour lesquelles l'OCDE est irremplaçable.

Autre défi continu auquel nous sommes naturellement confrontés : réduire au minimum les coûts. Dans nos propres pays, des ajustements ont dû être apportés à nos systèmes de santé, à nos systèmes éducatifs, à la formation de notre main-d'œuvre qualifiée, à nos activités concernant la jeunesse. Se pose également la question du suivi de l'Etude sur l'emploi. Toutes ces questions restent prioritaires, et des avancées très positives ont été faites dans tous ces domaines. Ces aspects doivent aussi compter dans le cadre de la mondialisation pour veiller à ce que les avantages de cette dernière soient ressentis non seulement par les marchés boursiers mais aussi par l'homme de la rue.

De même, il me semble que nous devons continuer de défendre et d'expliquer les effets positifs de la mondialisation, non seulement pour les pays industrialisés mais aussi pour les pays en développement. Nous avons préparé une étude pour Seattle à cet effet, afin d'expliquer aux pays non membres, aux ONG et à d'autres groupes encore opposés à la mondialisation, les avantages qu'ils peuvent en attendre. Ceci exige bien évidemment une meilleure communication avec la société civile. Au cours du Forum 2000, des questions nous ont été posées par des ONG qui y sont très largement représentées. L'expérience nous a appris qu'il faut les impliquer dès le début des travaux, et pas seulement à la fin, ce qui permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Je donnerai simplement un exemple concernant la biotechnologie et la sécurité des aliments, et plus particulièrement les organismes génétiquement modifiés. Nous avons démarré nos travaux sur ce sujet ici, dans cette salle, le 20 novembre 1999 dans le cadre d'une consultation générale avec des ONG, y compris celles qui, comme Greenpeace, Les Amis de la Terre et d'autres, ont manifesté une grande résistance aux produits alimentaires génétiquement modifiés.

Non seulement le débat a été très fructueux mais chacun en a tiré des enseignements. Nous avons établi de meilleures relations avec toutes les ONG qui avaient pris part à ce travail et qui ont participé au second forum organisé à Edimbourg. Les résultats de ces consultations ont été publiés sur le site internet où ils peuvent faire l'objet de nouvelles consultations virtuelles avec ces mêmes ONG. L'un de mes objectifs est de développer davantage ce genre d'activité.

La maîtrise de la mondialisation est un problème qui ne se limite pas aux seuls pays Membres de l'OCDE. C'est l'un des principaux défis que ceux-ci devront relever, à l'image de ce qui a déjà été fait avec la Banque mondiale à propos du gouvernement d'entreprise.

La question est de savoir comment porter les travaux de l'OCDE, dont on sait l'importance pour la définition de normes mondiales aussi bien dans le domaine du commerce électronique que dans ceux de la sécurité des aliments, de la concurrence fiscale dommageable ou de la corruption, à la connaissance de l'univers plus vaste des pays qui ne sont pas représentés ici autour de cette table.

Nous avons aujourd'hui des programmes qui intéressent quelque 70 gouvernements non membres. Certains de ces programmes, très intensifs, comme par exemple avec la Russie et la Chine, portent sur la mise en place d'institutions, domaine dans lequel notre Organisation dispose de compétences particulières grâce à l'expérience des pays représentés ici. Ces programmes portent sur des domaines prioritaires et d'autres pays souhaiteraient y être associés, bien que les travaux de l'OCDE portant sur d'autres domaines soient aussi largement appréciés. Les travaux de l'OCDE présentent en effet la particularité d'être réalisés dans le cadre de comités où les participants discutent sur un pied d'égalité. Ce processus fondé sur l'examen mutuel est la caractéristique majeure des travaux de l'OCDE depuis de nombreuses années. Beaucoup craignent cependant qu'en s'ouvrant à de nouveaux Membres, l'Organisation n'affaiblisse sa spécificité.

Comment progresser néanmoins dans ce domaine ? Il n'est pas de mon rôle de répondre aujourd'hui à cette question. J'ai soumis à l'attention des pays Membres deux ou trois notes sur ce sujet. J'espère qu'au cours de l'année à venir, nous réglerons cette très importante question. Nous devons soutenir les efforts menés pour maîtriser la mondialisation tout en dépassant les préoccupations immédiates des pays Membres de l'OCDE.

Un autre de nos objectifs est de poursuivre le processus de réforme que nous avons engagé. Vous serez heureux d'apprendre que nous sommes finalement parvenus à la stabilité budgétaire. Nous avons réduit le budget de 10 pour cent en termes nominaux, ce qui correspond à une baisse d'environ 18 pour cent des ressources internes sur trois ans. Ce faisant, nous avons dû supprimer quelque 250 postes au sein de l'Organisation. Cette expérience a été à de nombreux égards positive, même si elle a été indéniablement difficile à vivre pour le personnel de l'OCDE.

Nous devons désormais tourner notre attention vers d'autres domaines comme l'amélioration du caractère horizontal de nos travaux. Les principales activités de l'Organisation ont pour l'essentiel un caractère multidisciplinaire. Aujourd'hui, nous pouvons difficilement aborder une question sans mettre en cause toute une série de Directions au sein de l'Organisation. Et, à l'instar des gouvernements qui ont parfois du mal à travailler avec plusieurs ministères pour assurer la cohérence de leurs politiques, nous connaissons des problèmes de coordination. Je pense que nous avons déjà obtenu certains résultats, mais il reste encore beaucoup à faire.

Enfin, il est essentiel que nous fassions en sorte que les recommandations que nous formulons soient opérationnelles pour les autorités politiques. La plupart des responsables politiques connaissent les problèmes. Ce qu'ils recherchent, c'est la façon de les régler. Dans toutes nos activités, nous devons nous attacher à faire un travail moins descriptif et plus normatif, en nous inspirant de l'expérience de chacun

d'entre nous. Pour ce faire, nous devons mettre en commun nos méthodes les plus performantes et réaliser les analyses complémentaires dont vous nous confiez la responsabilité.

Lors d'une consultation avec le TUAC, l'un des représentants de cette organisation a déclaré "nous voulons des recommandations d'action qui soient applicables et donnent véritablement de bons résultats". C'est là le rôle de l'OCDE. On parle parfois de cette Organisation comme du "think-tank" économique du monde, et nous le sommes peut-être dans une certaine mesure. Mais c'est un "think-tank" qui s'occupe de science économique appliquée et non de science économique fondamentale. C'est ce qui nous permet de dégager des conclusions et de réaliser des travaux directement utilisables par les responsables de la politique économique.

Nous allons discuter de nombreuses questions, en continuant de mettre l'accent sur les solutions réellement efficaces et sur celles qu'il faut éviter. Je pense par exemple au fossé numérique, qui pose un sérieux problème dans chacun de nos pays mais aussi au plan international. Nous connaissons la nature de ce problème, mais la question est de savoir comment y remédier. C'est ce type de préoccupation que je souhaite privilégier ici à l'OCDE.

Merci encore à tous de votre présence. Je tiens à remercier spécialement M. le Ministre Costello qui a accepté de présider notre rencontre, ainsi que les représentants du Canada et de la Finlande qui ont accepté les rôles de Vice-Présidents. J'attends avec un vif intérêt le début de nos délibérations."

Le Président rend ensuite brièvement compte des consultations habituelles avec le BIAC et le TUAC qui ont eu lieu avant l'ouverture de la réunion du Conseil au niveau ministériel :

"Nous avons eu hier soir un dîner avec les représentants du BIAC et du TUAC et notre discussion a été très intéressante. Nous avons constaté des points d'accord mais aussi de désaccord, et les parties concernées y reviendront dans un instant.

Une large partie de la discussion a porté sur la nouvelle économie, sur les nouveaux moteurs de la croissance, notamment l'amélioration de la productivité, que l'on observe non seulement aux Etats-Unis mais aussi en Australie et dans certains des pays nordiques, ainsi que sur le raffermissement de la croissance en Europe. Le rôle de la politique monétaire a été aussi longuement évoqué du point de vue de la poursuite des cycles conjoncturels et de l'amélioration de la situation de l'emploi.

Malgré le raffermissement actuel de l'économie mondiale, un certain nombre de participants ont fait observer que la mondialisation était encore jugée préoccupante par beaucoup, et ce pour plusieurs raisons. La première est que la mondialisation est un facteur de changement, et que ce changement est si rapide qu'il entraîne des perturbations sur le plan humain. De l'avis de certains, les fruits de la mondialisation sont inégalement répartis, ce qui fait naître de sérieuses inquiétudes. Je pense cependant que nous reconnaissons tous que la mondialisation est une réalité, pour le meilleur et pour le pire, et que nous devons nous efforcer d'aider les employeurs et les salariés à en tirer le meilleur parti.

Le BIAC a essentiellement centré ses propos sur ce qu'il considère comme un défi lancé aux employeurs sur les marchés de produits de la nouvelle économie. Le TUAC a fait état de la crainte que les retombées positives de la mondialisation ne soient pas équitablement partagées et a demandé que l'on accorde une plus large place à l'enseignement, au recyclage et à l'analyse des conséquences sociales de la mondialisation, ainsi qu'aux normes de travail. Nous avons discuté assez longuement des effets redistributifs de la mondialisation. Et nous avons également discuté des dangers inhérents à l'existence du fossé numérique, non seulement entre les pays mais aussi à l'intérieur de chacun d'eux, des risques qui pourraient en résulter, et de la façon d'y remédier.

L'état de l'économie mondiale a fait l'objet de longues discussions, essentiellement optimistes, le TUAC déclarant même en introduction qu'il était désormais possible de se rapprocher du plein emploi – affirmation que bon nombre de pays auraient jugée irréaliste il y a seulement trois ou quatre ans."

Le Président du BIAC, M. Jaakko Ihamuotila, fait ensuite la déclaration suivante :

"Le BIAC, qui représente les milieux d'affaires des pays Membres, est heureux de participer à nouveau à cette consultation annuelle au moment où se définissent les objectifs de l'Organisation qui guideront tous nos efforts au cours des années à venir. L'OCDE a pour mission de formuler à l'intention de ses Membres et du monde entier des lignes d'action concrètes. Nous attachons beaucoup de prix à notre objectif commun – celui d'un développement durable. Nous attachons beaucoup de prix à cette institution où les réalités des pesanteurs économiques rejoignent la dynamique du marché.

Nous apprécions de pouvoir participer à vos travaux de prévision. Vous avez sous les yeux une note de synthèse du BIAC qui traite du principal thème de la présente réunion ministérielle. Ses auteurs considèrent que l'économie est désormais dotée d'un turboréacteur et que, du seul fait de la rapidité avec laquelle l'investissement progresse sur l'ensemble du cycle conjoncturel, l'innovation a été dopée, tandis que les progrès de la technologie créaient de nouveaux marchés et soutenaient la croissance.

Les atouts dont dispose l'OCDE sont particulièrement recherchés aujourd'hui, où nous devons renforcer les ressources nécessaires pour préserver la qualité des données et de l'analyse et où nous devons redoubler d'efforts pour diffuser les résultats des travaux de l'Organisation. Notre principale mission a été de vous tenir régulièrement informés des préoccupations des milieux d'affaires des pays Membres de l'OCDE, en vous fournissant des données concrètes, utilisables par les responsables de la politique économique, données qui peuvent être de plus en plus facilement obtenues partout dans le monde.

Ces éléments concrets d'information et la formulation de politiques économiques sur cette base peuvent profondément affecter le marché sur lequel nous opérons. S'il est facile de constater l'évolution des modèles qui sous-tendent le fonctionnement micro-économique, il est moins facile de la comprendre. Du fait même du rapide développement de l'investissement dont j'ai parlé plus tôt, toute politique – qu'elle soit publique ou privée – qui n'est pas conçue dans une optique prospective est condamnée à l'échec, ou risque tout au moins de ne porter que partiellement ses fruits.

De nouveaux investissements sont nécessaires pour comprendre l'évolution de la productivité, notamment dans le secteur des services. Les liens entre l'offre de capital, d'origine intérieure ou extérieure, l'innovation et la création de marchés doivent être examinés plus avant. L'accélération des travaux de l'OCDE sur la biotechnologie, demandés par le G8, serait facilitée par la réalisation de nouvelles analyses des politiques économiques, scientifiques et réglementaires, ainsi que par un renforcement de la coordination entre les organisations intergouvernementales. Une analyse plus poussée des liens entre l'éducation d'une part et les réactions du marché du travail au changement, notamment au commerce électronique et à la création de nouveaux marchés de l'autre, serait extrêmement positive.

Le lancement d'un nouveau cycle de négociations à l'OMC reste l'un des objectifs prioritaires du BIAC. Malgré les fortes divergences de vues des membres de l'OMC sur certaines des principales questions, les citoyens des pays Membres de l'OCDE pourraient parvenir à un nouveau consensus, fondé sur les retombées positives du développement durable, de la croissance économique, et de l'ouverture du système commercial sous l'égide de l'OMC. L'OCDE a fait du très bon travail dans le passé, avec notamment l'étude intitulée "Pour l'ouverture des marchés". Il faut que l'OCDE et le BIAC redoublent leurs efforts dans ces domaines et que des initiatives politiques soient prises au plus haut niveau pour veiller à ce que ce message ait le maximum d'impact sur le long terme. Le BIAC estime que se sont des opportunités qu'il faut saisir.



Une question qui a été longuement étudiée à l'OCDE est celle du coût que la gestion publique impose aux chefs d'entreprise et hommes d'affaires et qu'ils doivent intégrer dans leur budget alors même qu'ils affrontent le marché mondial. Les normes définies à l'OCDE constituent d'importants instruments pour contenir ces coûts. Ainsi, le Modèle de convention fiscale et les principes applicables en matière de prix de transfert vont dans la bonne direction. On pourrait de la même façon envisager la mise au point de normes communes concernant la communication d'informations et l'amélioration de la transparence entre autorités fiscales, le souci majeur étant d'alléger la charge qu'impose au contribuable le respect de ces textes.

Les travaux de l'OCDE sur la réforme réglementaire, les examens mutuels et la mise au point d'indices comparatifs sont essentiels pour faire comprendre et rendre plus crédible la contribution que peut apporter l'Organisation à une bonne gouvernance. Dans ce dernier domaine, il existe des risques aussi bien que des chances et il reste encore fort à faire. Les Principes de gouvernement d'entreprise, les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales et la Convention sur la corruption s'adressent tous aux entreprises, mais chacun de ces instruments, par certains de ses aspects, s'adresse aussi aux gouvernements.

Pour que le gouvernement d'entreprise soit optimal, il doit s'inscrire dans le cadre de textes législatifs clairs et de normes transparentes. Pour que les investisseurs gèrent correctement les entreprises, il faut que les pouvoirs publics leur assurent un climat politique sain et un traitement non discriminatoire. L'incrimination de l'auteur d'un acte de corruption devrait s'accompagner de mesures équivalentes du côté du bénéficiaire. Et si l'OCDE ne parvenait pas à faire avancer ces questions, c'est la crédibilité de la bonne gouvernance en général qui se trouverait compromise.

Le BIAC vous a parlé dès hier soir des Principes directeurs, mais je voudrais souligner ici les responsabilités exceptionnelles qu'assument les gouvernements en proposant de mettre en œuvre une version révisée et ambitieuse de Principes directeurs. Ces Principes sont intrinsèquement volontaires. Ce que l'on attend des entreprises multinationales, c'est qu'elles adoptent une conduite citoyenne et que, par leur exemple, elles encouragent l'application effective des Principes directeurs. L'effort engagé par les gouvernements s'inscrira dans le contexte d'avis et de jugements de valeur dont beaucoup ne sont pas formalisés par des textes législatifs et réglementaires. Pour que ce processus reste équitable, il faut que vous soyez politiquement convaincus qu'il doit le rester et que vous veillez à ce qu'il ne soit pas détourné de son objectif. Les risques qui menacent l'économie de marché n'émanent pas seulement des opérateurs sur le marché.

Après deux années de réexamen des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, nous espérons sincèrement pouvoir revenir à la Déclaration et à l'objectif plus fondamental qui est de promouvoir et de préserver les retombées positives de l'investissement. Il est tout autant de l'intérêt des milieux d'affaires que des autorités chargées de faire respecter les textes qu'un travail de grande envergure soit consacré à la politique de la concurrence. Le commerce électronique au niveau mondial posera nécessairement des problèmes dans la mesure où de nouveaux marchés seront créés, où nombre de marchés traditionnels deviendront obsolètes, l'échelle planétaire devenant la norme pour les produits comme pour les intervenants.

Enfin, il n'est aucun domaine dans lequel une coopération entre les pouvoirs publics et les entreprises soit aussi impérieuse que celui de la gestion efficiente et prudente des ressources naturelles. Les travaux consacrés par l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie à l'énergie, au changement climatique et au développement durable sont fondamentaux pour la croissance à long terme. La réunion du Conseil au niveau ministériel de l'an prochain marquera une étape décisive et nous sommes très désireux de la préparer en coopération avec vous.

Au début de mon intervention, j'ai parlé de la mission de l'OCDE. Les très importants travaux de cette Organisation prennent une dimension supplémentaire lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre d'action des marchés émergents et des pays en développement. Les travaux du Centre pour la coopération avec les non-membres ainsi que du Centre de développement revêtent, à nos yeux, une importance capitale pour la préparation à l'ouverture du marché. Ces deux Centres peuvent largement contribuer à traduire dans les faits les mesures proposées par l'OCDE pour répondre aux besoins des économies et des pays en développement engagés sur la voie de la réforme et qui seront tous, nous l'espérons, nos nouveaux clients de demain.

Ce sont là d'importants aspects de la dynamique qu'exerce l'Organisation, dynamique que nous apprécions tout particulièrement sur le triple plan intellectuel, analytique et pratique."

Le vice-président du TUAC, M. Luc Cortebeek, fait la déclaration suivante :

"Je vous remercie de me donner la possibilité d'exposer aux participants à cette réunion ministérielle le point de vue des travailleurs et de leurs familles que nous représentons au TUAC. La décision de l'OCDE d'entendre le TUAC et le BIAC - "les partenaires sociaux" - montre bien que l'Organisation ne veut pas donner le sentiment d'être indifférente aux préoccupations des citoyens ordinaires mais qu'elle souhaite engager un dialogue sérieux avec les deux principales composantes de la société civile. Comme c'est le cas avec la plupart des "partenaires", nos points de vue divergeront nécessairement sur certains points, mais nous sommes déterminés, au nom du TUAC, à vous communiquer notre message et à engager un débat avec vous.

La présente réunion ministérielle a pour thème "Maîtriser la mondialisation". C'est un sujet particulièrement important dans la mesure où certains en sont venus à considérer que l'on ne pouvait désormais que subir la mondialisation. Le changement est trop rapide pour être correctement assimilé, parce que l'on a laissé les marchés s'emballer, sans réelle gouvernance. Pour nombre de gens, la mondialisation a pour corollaire une aggravation des inégalités, l'exclusion sociale et l'insécurité grandissante. Ceci tient au fait que l'on ignore la dimension sociale de la mondialisation. Il faut veiller à ce que ce sentiment dangereux ne gagne pas du terrain parce qu'il entraîne des réactions défensives et peut nourrir des tentations nationalistes.

Cette réunion est l'une des premières occasions données aux pays Membres de montrer la façon dont ils entendent répondre aux préoccupations de l'opinion concernant l'orientation prise par la mondialisation, préoccupations qui se sont clairement exprimées dans les rues de Seattle.

Il ne faut pas que les gouvernements se contentent de dire, s'agissant de la libéralisation des échanges, des investissements ou de la poursuite de la déréglementation des marchés financiers, "c'est le cours normal des choses" si les évolutions dans ces différentes directions semblent compromettre d'autres objectifs légitimes de leur politique. Ils ne peuvent pas davantage dire "il suffit que nous expliquions plus clairement les avantages de la mondialisation, et le problème sera réglé". Il ne s'agit pas de donner une image systématiquement positive de la mondialisation.

Il faut en revanche que les gouvernements repensent fondamentalement l'opportunité de la non réglementation ou de la déréglementation du marché mondial. Il faut soumettre le jeu des marchés mondiaux à une forme ou une autre de gouvernance internationale. Une régulation adéquate s'impose pour renforcer à la fois la stabilité financière et la justice sociale. Nous devons aller vers un système multilatéral fondé sur un certain nombre de valeurs, et l'OCDE doit s'interroger sur sa contribution à un tel système.

La déclaration écrite du TUAC définit certaines des priorités d'action qui, nous l'espérons, se dégageront de cette réunion. J'en citerai simplement trois :

Premièrement, nous avons le devoir de travailler à la réalisation du plein emploi – lequel, pour la première fois depuis une génération, pourrait devenir une réalité dans les pays de l'OCDE. Il est clairement nécessaire que les Banques centrales et les Ministres des finances soient invités à soutenir une croissance plus rapide que l'on observe actuellement et ne l'étouffent pas par des mesures restrictives inspirées par des craintes inflationnistes non fondées. Nous devons ensuite veiller à ce que cette croissance crée des emplois corrects. L'OCDE doit aller au-delà de la notion simpliste de la "flexibilité" du marché du travail, qui implique que les travailleurs abandonnent protection sociale, salaires décentés ou sécurité d'emploi. Dans l'économie fondée sur le savoir, ce sont les pays où existe une forte cohésion sociale, grâce aux investissements réalisés dans l'éducation et la formation et grâce à l'existence de relations professionnelles solides donnant aux travailleurs la possibilité de s'exprimer réellement et de disposer d'instruments pour influencer le changement. Ce sont ces pays qui disposeront d'un avantage compétitif. Il faut que ce message soit repris dans le cadre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi et dans le nouveau Projet de l'emploi sur la croissance.

Deuxièmement, nous devons faire en sorte que les pauvres et le monde en développement reçoivent une part équitable des avantages de la "nouvelle économie" et nous devons veiller à ce que le fossé numérique ne vienne pas s'ajouter au fossé social. L'aide au développement a diminué – elle doit être accrue. La dette augmente – elle doit être effacée. Les politiques des institutions financières internationales doivent être réformées pour répondre à l'objectif de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE doit incorporer le respect des droits fondamentaux du travail dans son partenariat pour la lutte contre la pauvreté.

Troisièmement, nous devons agir de manière résolue pour faire en sorte que les systèmes mondiaux d'échanges et d'investissement auxquels participe l'OCDE renforcent les travaux entrepris par l'OIT pour garantir le respect des droits fondamentaux du travail. Il faut faire en sorte que la mondialisation ne soit pas «à deux vitesses». Si la globalisation des marchés signifie que les travailleurs ont les mêmes employeurs, utilisent les mêmes technologies, et que la politique nationale est dictée par les mêmes marchés financiers à l'échelle mondiale, il faut alors que, partout dans le monde, les travailleurs aient le même droit de constituer des syndicats, le même droit de négocier, et que l'interdiction du travail des enfants soit respectée.

Les nouveaux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales devraient être une importante composante des nouvelles règles de l'économie mondiale. Mais, pour être crédibles, il faut que ces Principes directeurs s'accompagnent de mécanismes de mise en œuvre transparents et efficaces et que les gouvernements montrent leur volonté politique de veiller à ce que ces mécanismes soient respectés. Nous travaillerons avec les entreprises qui respectent les Principes directeurs pour veiller à ce que ceux-ci soient appliqués partout dans le monde, mais nous devons pouvoir dénoncer les entreprises et les pays qui ne les appliquent pas.

En conclusion, il s'agit essentiellement que les gouvernements acceptent leurs responsabilités concernant l'élaboration de règles pour l'économie mondiale. Au seuil de ce nouveau siècle, nous avons la possibilité et le devoir de mettre sur pied un système global qui soit équitable. Nous sommes disposés à travailler en partenariat pour faire appliquer les propositions avancées. Combien d'autres Seattle devons-nous connaître avant que nos préoccupations soient prises au sérieux ? Au nom du TUAC, je vous remercie."

Le Président remercie les deux derniers orateurs de leurs déclarations et du travail accompli par le TUAC et le BIAC. Il invite ensuite le Président du Comité de politique économique à évoquer la situation économique actuelle.

Le Président du Comité de politique économique, M. Martin Baily, fait la déclaration suivante :

"Le Comité de politique économique de l'OCDE s'est réuni à deux reprises depuis la dernière réunion du Conseil au niveau des Ministres. Lors de notre toute dernière réunion, à la fin du mois de mai, nous avons très longuement discuté des perspectives économiques présentes, des risques qui les entourent et des impératifs de politique économique dans les trois grandes régions de l'OCDE.

On s'est largement accordé à reconnaître que les résultats économiques et les perspectives pour l'avenir étaient plus favorables qu'ils ne l'avaient été depuis un certain temps. La croissance est accélérée, des emplois sont créés, le chômage recule progressivement, et l'inflation reste modérée. Globalement, le Secrétariat de l'OCDE estime la croissance dans l'ensemble de la zone à 4 pour cent en 2000 – taux le plus rapide depuis une décennie – et à 3 pour cent en 2001. L'inflation devrait rester en dessous de 2½ pour cent au cours de chacune de ces deux années. A l'extérieur de la zone de l'OCDE, les perspectives de croissance semblent également favorables.

Bien que des risques continuent d'entourer les perspectives mondiales, le Comité de politique économique a noté l'existence d'un fort potentiel de dépassement des prévisions. Bien que les avis aient divergé sur l'ampleur du durcissement des conditions de l'offre et de la demande et sur l'ampleur de la réduction des capacités excédentaires, un certain nombre de pays ont estimé que les améliorations de leur appareil productif, associées à la généralisation des nouvelles technologies, pourraient avoir effectivement élargi leur potentiel de croissance non inflationniste.

Les délégués ont noté que les performances économiques restaient très différentes selon les pays de la zone de l'OCDE. Ils ont examiné les conséquences à en tirer pour la politique économique. Un certain nombre d'opinions divergentes ont par ailleurs été exprimées concernant le point de savoir si la croissance devenait plus équilibrée et mieux synchronisée, ou si les économies convergeaient simplement vers leurs taux respectifs de croissance potentielle, mais à des rythmes de croissance différents dans le temps. A cet égard, on a noté que les déséquilibres des balances des opérations courantes restaient importants et continuaient parfois même de se creuser, et qu'une croissance mieux équilibrée de la demande intérieure contribuerait au processus d'ajustement.

L'essentiel de la discussion consacrée à l'économie des Etats-Unis a porté sur l'évolution de la productivité et sur les facteurs expliquant sa récente augmentation avec les conséquences qu'il fallait en tirer pour la politique économique. On a noté que des facteurs tant structurels que conjoncturels avaient contribué à accélérer la croissance de la productivité et que la forte composante structurelle affectait puissamment les conditions de l'offre comme de la demande. Certains ont exprimé la crainte que la demande ne dépasse l'offre, mais on a également noté que l'inflation restait maîtrisée. On a également évoqué le creusement du déficit de la balance des opérations courantes des Etats-Unis et les mécanismes qui permettraient de corriger ce déséquilibre. Commentant l'évolution récente de leur économie, les Etats-Unis ont noté que la réduction et la suppression des déficits des budgets publics avaient largement contribué à libérer des capitaux pour des investissements privés, tandis que la politique monétaire avait permis d'éviter un ralentissement prématuré de la croissance.

Les délégués se sont félicités du raffermissement de la croissance dans la zone euro, et plus généralement en Europe. La discussion a principalement porté sur le moyen de transformer cette croissance plus forte en une expansion économique durable. Certains ont exprimé la crainte que, les écarts conjoncturels disparaissant, des pressions inflationnistes ne s'accroissent partout en Europe, ce qui exigerait de modifier l'orientation de la politique monétaire. D'autres ont estimé qu'il existait encore une importante marge de ressources inutilisées et que, du fait des améliorations récemment apportées à l'appareil productif des économies européennes, le taux de croissance potentielle non inflationniste de l'Europe s'était élevé. Des avis légèrement divergents ont par ailleurs été exprimés sur le meilleur moyen d'utiliser les dividendes budgétaires résultant de l'accélération de la croissance, bien que l'on se soit largement accordé à

reconnaître qu'il était souhaitable de réduire encore les déficits des budgets publics et d'éviter des politiques budgétaires "pro- conjoncturelles".

La situation du Japon constitue une exception importante. Les délégués ont reconnu qu'ils avaient quelques difficultés à interpréter les indicateurs économiques récents, certains laissant présager une reprise tandis que d'autres incitent à plus de prudence quant à la vigueur et à la durabilité de la reprise. Ils se sont largement accordés à penser que les mesures budgétaires de soutien de l'activité ne devraient pas être prématurément supprimées et que la politique monétaire devait conserver son orientation accommodante. Certains délégués ont été d'avis que des mesures plus vigoureuses s'imposeraient si la reprise attendue manquait de vigueur. Les délégués japonais ont indiqué que leur toute première priorité était d'assurer une reprise économique durable, tirée par la demande privée. Etant donné l'augmentation du niveau d'endettement du Japon, les délégués ont reconnu qu'à un moment ou à un autre un effort d'assainissement budgétaire serait nécessaire pour assurer la bonne santé future de l'économie.

Le Comité de politique économique a également eu son premier échange de vues sur les travaux réalisés jusqu'à présent par l'OCDE dans le cadre de son «projet sur la croissance». La discussion a essentiellement porté sur l'expérience des Etats-Unis et sur le point de savoir si l'amélioration récente de la productivité correspondait à une modification sans lendemain du niveau de la productivité (donc simplement à une accélération temporaire de la croissance), ou si elle reflétait une nouvelle tendance plus soutenue de la productivité. Un certain nombre de délégués ont noté qu'en raison de limitations de données, il n'était guère possible de répondre à cette question. Dans le même temps, on s'est largement accordé à reconnaître qu'un changement fondamental paraissait s'être produit et que la "nouvelle économie" modifiait le fonctionnement de l'économie traditionnelle. Même dans le cadre de ce scénario optimiste, où la nouvelle économie s'accompagne d'une accélération de la productivité, d'une augmentation de la croissance potentielle du PIB et d'une baisse du taux naturel de chômage, les lois de l'offre et de la demande n'ont pas été supprimées. Comme l'a rappelé au Comité de politique économique M. Meyer, Gouverneur de la U.S. Federal Reserve Bank, la demande ne peut pas augmenter plus vite que l'offre sans créer de déséquilibres au sein de l'économie. En particulier, la très forte progression de la demande aux Etats-Unis au cours des derniers trimestres n'est probablement pas tenable même si les Etats-Unis sont désormais passés au stade de la nouvelle économie.

Dans ce contexte, on a longuement discuté de l'environnement politique nécessaire pour mettre en place une nouvelle économie. Outre le rôle des technologies de l'information proprement dites, on a évoqué l'importance de la flexibilité des marchés du travail et des marchés financiers, de la politique de la concurrence, et des investissements en capital humain.

L'apparition d'une nouvelle économie et les conséquences qui en découlent sur les plans économiques, sociaux et politiques sont un problème important sur lequel j'espère revenir plus tard aujourd'hui."

#### LE CONSEIL

- a) prend note de la déclaration introductive du Secrétaire général ;
- b) prend note du rapport du Président sur les consultations conjointes qui ont eu lieu le 25 juin 2000 entre le bureau du Conseil réuni au niveau des Ministres et le BIAC et le TUAC [cf. C/MIN(2000)12] ;
- c) prend note des déclarations du Président du BIAC, du vice-président du TUAC et du Président du Comité de politique économique.

◦  
◦ ◦

## 198. MESURES EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA COHESION SOCIALE

Le Président, introduit le sujet dans les termes suivants :

"Les premiers résultats du Projet de l'OCDE sur la croissance ont fait apparaître que la croissance sur l'ensemble des années 90 avait été moins spectaculaire qu'au cours des précédentes décennies. Certaines économies ont obtenu de bons résultats pendant les années 90 : les Etats-Unis, l'Australie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark. Mais, considérées globalement, les années 90 n'ont pas été marquées par une forte croissance jusqu'aux dix ou douze derniers mois. Et il semble que l'on puisse prévoir une accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone à l'avenir.

Au cours de ce déjeuner de travail, nous examinerons les questions suivantes que soulève le rapport de l'OCDE : les Ministres constatent-ils dans leur propre pays l'apparition d'une nouvelle économie ? Quelles sont les principales orientations à donner à l'action gouvernementale pour permettre à la nouvelle économie de prendre racine ? Quel est le rôle de l'entrepreneuriat ? Quel rôle jouent les marchés du travail et l'entrepreneuriat dynamiques ? Quelles sont les conséquences pour la politique sociale et pour la cohésion sociale de l'apparition de la nouvelle économie ?

Nous traitons donc ici de la croissance, de ses sources, de la façon dont nous tirons parti de la nouvelle économie, et de ce que celle-ci signifie au double plan économique et social. »

Un certain nombre d'intervenants principaux choisis par le Président prennent la parole. Un tour de table est organisé ensuite. [Voir les déclarations écrites figurant à l'annexe 2, pp. 35-52.]

\* \* \*

A l'issue de la discussion, le Président conclut en ces termes :

« Le débat que nous avons eu au cours de ces deux dernières heures a été très fructueux. Je ne tenterai pas d'en faire la synthèse sauf pour dire qu'il a été reconnu que la croissance économique pouvait s'accompagner d'un mouvement de création d'emplois sans inflation, situation que nous n'avons pas connue depuis longtemps. Comme cela a été souligné, si cette croissance perdure dans l'avenir, les gouvernements se trouveront dans une conjoncture favorable.

Les travaux de l'OCDE jouent un rôle fort utile et les participants à la réunion vous ont demandé à vous, M. le Secrétaire général, de faire en sorte qu'ils se poursuivent et de nous rendre compte de la façon dont nous pouvons accélérer ces évolutions dans l'intérêt des populations de nos pays. Il est certain que chacun a à l'esprit la façon dont il peut utiliser et exploiter au mieux les retombées positives de ces évolutions et c'est aux gouvernements nationaux qu'il revient d'en décider. Cependant, je relève ce qui a été dit ici : ce changement est bénéfique et il pourrait avoir des effets durables. Espérons-le. »

## LE CONSEIL

prend note des déclarations et commentaires des membres du Conseil et des conclusions du Président.

◦  
◦ ◦

## 199. PRINCIPES DIRECTEURS A L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES

Les Ministres se retrouvent après le déjeuner de travail pour une session élargie afin d'examiner la question des Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, qui a été ajoutée à l'ordre du jour du Conseil au niveau des Ministres. Répondant à l'invitation du Président, M. Blanco, Ministre du Commerce et de l'Industrie du Mexique, fait la déclaration suivante :

« Nous avons le sentiment d'avoir fait du très bon travail à propos des Principes directeurs. La référence faite à l'ensemble du cycle de vie des procédés, biens et services de l'entreprise à propos de leurs effets sur l'environnement nous pose cependant un problème. Je n'en considère pas moins que c'est un document très satisfaisant auquel le Mexique est prêt à adhérer.

Il est le résultat d'une année de travail, sinon plus. Néanmoins, la Décision et ses annexes n'ont fait l'objet que de trois réunions au niveau technique à Paris, sans la participation de hauts responsables nationaux. Nous estimons que ce travail n'est pas achevé. Nous sommes préoccupés par l'existence de lacunes et d'ambiguïtés qui poseront des problèmes à l'Organisation et qui créent un climat de controverse au sein d'une institution fondée sur la coopération.

Nous sommes tout à fait disposés à discuter précisément la Décision et ses annexes au cours des prochaines heures, en faisant tout pour résoudre ces problèmes simples et spécifiques qui n'entraîneront que des révisions mineures au texte. Et nous espérons que nous pourrons y parvenir dans les heures à venir. Nous sommes véritablement déterminés à parvenir à un tel résultat. »

Après une courte discussion, le Président rappelle qu'un groupe de travail, sous présidence de l'Australie, est saisi de cette question depuis le début de la matinée. Il propose que ce groupe de travail continue ses travaux en vue de parvenir à une solution et suggère que les Ministres reviennent sur ce sujet, pour décision, le lendemain [voir pp. 17 et 18 infra].

°  
° °

## 200. LES PROGRES DE LA TECHNOLOGIE : DEFIS POUR LA GOUVERNANCE

A l'invitation du Président, le Secrétaire général, M. Johnston, présente ce point dans les termes suivants :

« L'OCDE travaille depuis un an à la préparation de rapports sur la biotechnologie et d'autres aspects de la sécurité des aliments. Ces rapports ont été maintenant reçus par les Ambassadeurs réunis en Conseil à l'OCDE et transmis au G-8 pour sa délibération lors du Sommet d'Okinawa des 21-23 juillet.

Au cours de ces travaux, nous avons eu d'intenses consultations avec des ONG, tant ici à l'OCDE que lors de la conférence d'Edimbourg. Le rapport du Président de cette conférence, Sir John Krebs, est l'un de ceux qui ont été transmis pour discussion au sommet du G-8.

Le G-8 a demandé à l'OCDE d'entreprendre cette étude parce qu'il existait déjà au sein de l'Organisation depuis une dizaine d'années deux groupes de travail spécialisés dans les questions de biotechnologie et de sécurité des aliments. Il semblait donc logique de nous confier cette tâche. Je pense que nous avons répondu à cette requête de manière très satisfaisante. J'insisterai cependant sur le fait que si je considère que le Secrétariat a fait un très bon travail, force est de reconnaître que la substance lui a été

fournie par vos pays, vos gouvernements, vos services de sécurité alimentaire, et autres spécialistes. Ces rapports ont également traité différents problèmes environnementaux.

Mais au-delà des travaux en cours sur la sécurité des aliments et autres aspects de la biotechnologie, il est clairement apparu qu'il existait un désir de voir les gouvernements jouer aussi un rôle un peu plus actif, notamment à l'OCDE, à l'égard des problèmes posés par les nouvelles technologies en cours de développement dans les laboratoires. Ce qui a amené l'un de nos experts à poser la question de savoir qui jugeait les progrès dans ces domaines ?

Dans la documentation qui a été préparée à votre intention, vous trouverez une note intitulée «la gestion des risques», qui dépasse le problème de la biotechnologie proprement dite. Je rappellerai également les questions suivantes qui figurent dans la brochure générale qui vous a été remise.

- La coordination des politiques est-elle suffisante au niveau international pour faire face aux risques inhérents à la mise au point de nouvelles technologies au potentiel considérable ?
- Les gouvernements considèrent-ils que les systèmes nationaux existants et la coopération internationale permettent de traiter efficacement les questions relatives à la sécurité des produits alimentaires et de répondre rapidement aux préoccupations de l'opinion publique ?
- Les gouvernements considèrent-ils que la coopération internationale actuelle est suffisante pour favoriser la compréhension et le soutien à l'évolution des technologies agricoles et alimentaires et la façon de les gérer ?
- Les gouvernements et les institutions internationales devraient-ils s'efforcer de rechercher une plus large participation du public à cet égard ?
- Au-delà de la sécurité alimentaire, y aurait-il lieu de partager davantage les résultats des analyses concernant les conséquences environnementales des nouvelles technologies ?

Ces questions ont été élaborées dans le contexte que je viens de décrire pour aider à guider notre réflexion.

Le Président invite deux intervenants principaux à prendre la parole. Un débat s'engage ensuite. [Voir également les déclarations écrites à l'annexe 2, pp. 55-65.]

\* \* \*

A la fin de la discussion, le Président fait les remarques conclusives suivantes :

« Il m'apparaît que plusieurs grands principes se dégagent de ce débat fort intéressant. Le premier est que les aliments génétiquement modifiés offrent de grandes possibilités mais peuvent aussi s'accompagner de risques. Il est donc très important qu'au plan national comme au plan international, nous parvenions à cibler nos travaux sur ces questions.

Le deuxième principe est qu'il existe, semble-t-il, un consensus sur la nécessité de traiter ces problèmes sur une base scientifique et à partir d'un certain nombre de règles.

Un troisième principe est que nous devons informer nos opinions et nos consommateurs des risques et des avantages, et que nous devons les associer à nos travaux.



Autre principe : ces problèmes ne concernent pas uniquement les pays développés mais bien l'ensemble du monde, et les pays en développement en particulier. Et bien que certains progrès importants aient été faits, des mesures supplémentaires doivent être prises pour faire passer ce message au monde en développement.

Nous avons longuement discuté des enceintes dans lesquelles ces travaux seraient le plus judicieusement menés et pourraient se révéler les plus productifs. Je ne suis pas certain que nous sommes parvenus à un consensus sur ce point, mais je rappellerai une observation faite par l'un des orateurs : ce sont les résultats qui comptent, bien plus que les instances dans lesquelles ces questions sont examinées. Il est clair que les travaux doivent être poursuivis sur ce point.

Nos échanges de vues ont été positifs et intéressants, et je remercie ceux qui sont intervenus et qui ont clairement exposé leurs points de vue ».

#### LE CONSEIL

prend note des remarques liminaires du Secrétaire général, des déclarations et commentaires des membres du Conseil et des remarques faites en conclusions par le Président.

\* \* \*

#### ***Projet de Communiqué (point 202) - Adoption des sections se rapportant à la première journée***

Le Secrétaire général adjoint, M. Schlögl, rend compte de l'état d'avancement des travaux du Groupe de négociation du Communiqué. Il y a consensus sur les paragraphes 1, 3 à 15 ainsi que sur le paragraphe 27 concernant les pratiques fiscales dommageables [voir document de séance n°1 en date du 26 juin].

Le Président note qu'il y a accord sur le texte du projet de communiqué ayant trait aux points évoqués au cours de la première journée.

#### LE CONSEIL

approuve les paragraphes 1, 3 à 15 et 27 du projet de communiqué.

***La réunion est suspendue et reprend le jeudi 27 juin à 8h30.***

°  
° °

#### **199. PRINCIPES DIRECTEURS A L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES (suite)**

Le Président fait savoir que les travaux du groupe de travail et les consultations informelles qui ont eu lieu depuis hier sur la question des Principes directeurs ont abouti à un document de deux pages incorporant des modifications grâce auxquelles le Mexique devrait pouvoir apporter son soutien. Ce document, diffusé en tant que *Document de séance n°2*, apporte des réponses possibles aux inquiétudes du Mexique concernant le projet de Décision du Conseil et son Annexe concernant sa mise en œuvre. M. Costello note que les six modifications figurant sur la première page sont acceptables pour le Mexique et que les 28 autres pays Membres ont accepté ces six modifications si l'accord pouvait se faire sur la page suivante. Cette deuxième page présente deux options, l'une rédigée par la délégation mexicaine, et l'autre

reflétant la position des autres pays. Le Président note que de très importants progrès ont été faits avec la volonté d'aboutir, et il espère qu'un accord pourra se faire à présent. [Voir aussi les déclarations écrites à l'annexe 2, pp. 52-55.]

\* \* \*

Les Ministres parviennent à un consensus sur le texte reproduit au Document de séance n°2/FINAL\* et, sur proposition du Président :

#### LE CONSEIL

- a) prend note des déclarations et commentaires des membres du Conseil ;
- b) approuve le rapport du Secrétaire général « *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales : Réexamen 2000* » [C(2000)96/REV1, et convient de sa mise en diffusion générale, ainsi que de celle des commentaires s'y rapportant, sous la cote C(2000)96/ADD1/REV1]\*\* ;
- c) se félicite de l'initiative des gouvernements ayant souscrit à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales de se réunir à l'occasion de la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres des 26 et 27 juin 2000 pour modifier la Déclaration :
  - i) en révisant le corps du texte de la Déclaration conformément à l'appendice 1 au rapport sus-mentionné ;
  - ii) en révisant les *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales* conformément à l'appendice 2 au rapport sus-mentionné ;
- d) adopte la Décision sur les *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales* et les Lignes directrices de procédure, qui figurent à l'appendice 3 au dit rapport\*\*\* et qui prendront effet à la même date que les amendements à la Déclaration mentionnée sous b) ci-dessus ;
- e) note que les Lignes directrices de procédure sont destinées aux Points de contact nationaux (PCN) et au Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales mais ne constituent pas des règles juridiquement contraignantes.

o  
o o

---

\* Ce document de séance a été par la suite diffusé sous la cote DAF/IME/RD(2000)15.

\*\* Une Conférence diplomatique ministérielle s'est tenue aussitôt après la réunion du Conseil, au cours de laquelle les Ministres des pays Membres de l'OCDE et les Ministres des trois pays non membres (Argentine, Brésil et Chili) adhérant aux Principes directeurs ont modifié la déclaration de 1976 sur l'investissement international et les entreprises multinationales de manière à refléter les résultats de ce réexamen, notamment la révision des Principes directeurs [voir CES(2000)17 et CES(2000)23].

\*\*\* La Décision du Conseil sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales a été diffusée par la suite sous la cote C(2000)96/FINAL. Le texte complet des Principes directeurs est disponible sur le site internet suivant : <http://www.oecd.org/daf/investment/guidelines/mnetextf.htm>.

## 201. RENFORCER LE SYSTEME MULTILATERAL

A l'invitation du Président, le Directeur général de l'OMC, M. Mike Moore, est invité à ouvrir le débat.

Le Directeur général de l'OMC fait la déclaration suivante :

« Il est de tradition depuis plusieurs années que les Directeurs généraux de l'OMC viennent prendre la parole à l'OCDE. Effectivement, ce sont deux organisations qui ont noué des liens étroits de collaboration. Par les travaux qu'elle a réalisés au fil des années, ses recherches, son dynamisme et son rayonnement intellectuels, l'OCDE a influé les courants de pensée. J'espère qu'elle pourra, avec la rigueur qui la caractérise, contribuer encore davantage ces quelques prochains mois à façonner et sensibiliser l'opinion publique.

Votre Communiqué enverra un message clair. Cela est important. Je suis convaincu que le programme de travail de l'OCDE qui sera mis en oeuvre au cours de l'année permettra de réaliser des travaux plus solides pour étudier et faire connaître les avantages que présenterait un cycle de négociations pour les pays en développement comme pour les pays développés. A mon avis, des négociations qui donneraient la possibilité d'aider les pays en développement dans des domaines comme le commerce électronique seraient réellement bénéfiques. Les travaux menés à cet égard doivent faire l'objet d'une plus large diffusion.

J'ai certainement beaucoup appris depuis ma nomination en tant que Directeur général. Je comprends aussi qu'il est beaucoup plus difficile d'être un Ministre du Commerce aujourd'hui que dans les années 80. Le commerce est désormais au centre de l'actualité. Tout le monde a une opinion sur la question. Il y a quelques années, les seuls à s'occuper des problèmes de commerce international étaient les experts et les magazines spécialisés. Aujourd'hui, les hommes politiques sont confrontés à d'énormes pressions de la part de la société civile. Il faut se féliciter de l'intérêt que le public porte à ces problèmes, car nous réalisons un travail important et les décisions que les Ministres du Commerce prennent à l'OMC ont une incidence sur la vie de chacun.

Nous n'avons pas grand chose à cacher et nous devons défendre de façon plus active et plus vigoureuse notre bilan. Les gains pour l'économie mondiale du cycle d'Uruguay ont représenté environ 240 milliards de dollars par an, ce qui est une bonne rentabilité pour un investissement de 75 millions de dollars environ que les gouvernements consacrent à notre budget.

Nous avons tous nos propres explications concernant la réunion de Seattle. Je suis persuadé, néanmoins, que la vérité est simplement que nous n'avons pas pu nous entendre et qu'il ne devrait être surprenant pour personne qu'il n'y ait pu y avoir accord dans la mesure où il n'y avait pas entente. Les positions étaient beaucoup trop éloignées. Cela ne veut pas dire que certains avaient tort et d'autres avaient raison. Les divergences ne se situaient pas seulement entre le Nord et le Sud et ne concernaient pas seulement l'agriculture. Les deux côtés de l'Atlantique s'opposaient aussi de façon marquée sur des questions comme l'investissement, la concurrence, l'antidumping, l'agriculture, les problèmes de mise en oeuvre, les difficultés d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés et les problèmes sociaux. Nous n'avons pas été en mesure, avec les Ministres du Commerce, de rapprocher les points de vue. De fait, j'ai averti les Ministres à plusieurs reprises avant la réunion de Seattle que ce n'était ni de plus de temps dont nous avions besoin à Seattle et à Genève, ni même de plus d'argent. En réalité, les Ambassadeurs, suivant les instructions de leurs capitales, avaient déjà eux-mêmes travaillé en privé et, même si nous avions disposé d'un mois supplémentaire de réunions de trois heures et tenu des réunions le dimanche à Genève, nous n'aurions pas été en mesure de présenter aux Ministres un texte plus consensuel.

On me pose toujours des questions sur les perspectives d'un nouveau cycle. Il y a une petite chance d'aboutir, même si la voie est très étroite. La volonté politique est à cet égard un élément déterminant, de même que la marge de manœuvre dont disposent les uns et les autres. Mais si je demande aux Ministres qui pensent disposer aujourd'hui d'une plus grande souplesse qu'à Seattle de lever la main, je ne suis pas sûr que je verrais beaucoup le faire. Les positions sont un peu moins tranchées. Grâce au travail réalisé par les Ministres et leurs collaborateurs, les relations transatlantiques se sont améliorées. Un dialogue solide s'est engagé, mais je ne peux encore rendre concrètement compte de rien.

Dans ces conditions, que fait-on à Genève ? Je pense pouvoir dire que le programme d'instauration de la confiance que nous avons lancé a fait la preuve de son efficacité. Le climat à Genève s'est nettement amélioré. Appuyés par leurs Ministres, les Ambassadeurs s'efforcent véritablement, je le crois, d'aller encore de l'avant. Si nous comparons la situation à celle du début de 2000, lorsque les critiques disaient que nous n'étions même pas en mesure d'organiser une réunion, de nettes avancées ont été faites. Nous avons réussi à engager les grandes négociations sur l'agriculture et les services, qui représentent ensemble 60 à 70 pour cent de l'économie mondiale. Des programmes de travail et des calendriers ont été arrêtés pour chacun de ces secteurs. Des documents constructifs sont présentés par les principaux acteurs, qui ont, bien entendu, des points de vue très différents dans le domaine agricole.

Des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne l'adhésion de nouveaux membres et je voudrais remercier quelques amis autour de cette table qui ont contribué à débloquer des situations difficiles.

Grâce à la bonne volonté de tous ceux réunis ici aujourd'hui, nous avons établi un mécanisme pour étudier et approfondir les problèmes de mise en œuvre qui ont donné lieu à beaucoup de confrontations avant Seattle. Il s'agit des problèmes que certains pays en développement ont rencontrés pour appliquer certains des accords du cycle d'Uruguay. L'objectif n'est pas une renégociation. Il s'agit d'aider à la mise en œuvre et de voir quelles évolutions pourraient être raisonnablement envisagées. Etant donné que nous avons passé plus de temps sur les problèmes de mise en œuvre avant Seattle que nous n'en avons consacré à l'agriculture, un effort notable est consenti des deux côtés.

Nous disposons aujourd'hui d'un mécanisme, d'un calendrier et d'un plan de travail dans le domaine de la mise en œuvre. Nous avons pu élaborer un ensemble important de mesures pour aider les pays les plus pauvres du monde à avoir accès aux marchés. Là encore, il faut remercier ceux qui ont été en mesure de faire adopter des législations difficiles par leur Parlement ainsi que d'autres pays - plus de vingt - qui s'efforcent d'accroître l'accès des pays les moins avancés à leurs marchés. Parmi eux figurent certains pays développés et certaines économies en transition. Je voudrais encourager les collègues qui n'ont pas passé beaucoup de temps à réfléchir à cette question à s'interroger sur les propositions qu'ils pourraient faire.

Pour que l'OMC et le système multilatéral puissent avoir une autorité morale, ils doivent agir dans la moralité et la rectitude. Il est difficile de faire valoir aux pays les moins avancés, qui entrent pour seulement 1/2 pour cent dans les échanges mondiaux, qu'ils ne peuvent avoir de débouchés dans les pays les plus riches dans les secteurs où ils sont bien placés.

Il est un domaine où nous faisons des progrès substantiels. Il s'agit d'un programme appelé «Cadre intégré» établi en 1996 à la demande des Ministres. Ceux-ci, réunis à Singapour, n'avaient été en mesure de faire aucune proposition de fond concernant l'accès aux marchés des pays les moins avancés. L'idée générale était que les pays les moins avancés devaient établir une évaluation de leurs besoins dans le domaine des échanges et du développement et présenter cette évaluation à toutes les institutions internationales, qui auraient alors cherché à résoudre certains des problèmes de développement des échanges. Depuis février, il semble que nous ayons un peu progressé, en collaboration avec les autres

institutions concernées. Nous avons revu, contrôlé et analysé longuement cette évaluation, de sorte qu'il faut espérer que nous serons en mesure de faire des avancées substantielles. Dans le cas contraire, je n'aurai aucun scrupule à être le premier représentant d'une institution internationale à dire que le dispositif ne fonctionne pas. Je suis persuadé qu'il peut, et que nous devons pouvoir, le faire fonctionner.

Nous avons parcouru aussi un peu de chemin dans d'autres domaines, comme le commerce électronique, le programme incorporé concernant l'utilisation des ADPIC et des MIC, le commerce électronique et les marchés publics. Ces travaux commencent. Il ne s'agit en rien de préjuger de ce que les Ministres pourront décider d'inclure dans un cycle à une date ultérieure. Le Sommet de Lisbonne entre l'UE et les Etats-Unis a été très utile. Je suis persuadé que la déclaration des Ministres du Commerce de l'APEC sur le commerce électronique, prononcée à Darwin, de même que le conseil selon lequel nous devrions travailler sur les droits de douane industriels, ont présenté un grand intérêt. L'OCDE, pour sa part, a toujours joué un rôle majeur dans le débat sur la politique commerciale et ses rapports font souvent référence. L'OCDE et l'OMC sont, à maints égards, complémentaires. Il est donc important de prononcer une déclaration sans ambiguïté qui réaffirme la volonté de faire progresser les négociations dans le domaine commercial de façon équilibrée.

Je suis naturellement optimiste et je pense que nous pouvons y arriver. Sans anticiper sur quoi que ce soit ni sur la position de quiconque, nous avons encore beaucoup à faire pour préparer le terrain, pour mener à bien les tâches centrales du programme incorporé que les Ministres nous ont confiées et réaliser de nouveaux travaux. Nous aurons un nouveau cycle, la seule question est de savoir quand. »

Un certain nombre d'intervenants principaux choisis par le Président prennent ensuite la parole avant que ne s'engage un tour de table [*Voir aussi les déclarations écrites à l'annexe 2, pp. 65-77.*]

\* \* \*

A la fin de la discussion, le Président constate que l'interruption des discussions en vue du lancement d'un nouveau cycle de négociations lors de la réunion ministérielle de Seattle a manifestement tenu au désaccord des gouvernements eux-mêmes. C'est donc à eux qu'il incombera de décider la reprise de ces travaux. S'adressant à ses collègues et à Mike Moore en particulier en sa qualité de Directeur général de l'OMC, M. Costello souhaite à cette organisation tout le succès possible dans ses efforts pour relancer le processus. Il ajoute que l'OCDE joue aussi un rôle dans ce domaine, et qu'en particulier le Forum 2000 organisé en ce moment même au site de La Défense, a pour but de permettre aux ONG de prendre part au dialogue sur l'action à mener.

## LE CONSEIL

prend note de la déclaration introductive du Directeur général de l'OMC, des commentaires des membres du Conseil, ainsi que des remarques faites en conclusion par le Président.

°  
° °

## 202. APPROBATION DU PROJET DE COMMUNIQUE

Le Secrétaire général adjoint, M. Schlögl, explique que trois points du projet de Communiqué n'ont pas encore été réglés. Il s'agit du paragraphe 23 sur l'agriculture, du paragraphe 27 sur les politiques d'investissement et du paragraphe 40 sur l'aide au développement [voir document de séance n°3]. A la suite d'une courte discussion des options possibles pour chacune de ces sections [voir document de séance n°4], et, sur proposition du Président,

LE CONSEIL

approuve le Communiqué de sa réunion au niveau des Ministres [Annexe 1, jointe].

*[Le Communiqué a été reproduit sous forme du communiqué de presse PAC/COM/NEWS(2000)70.]*

°  
° °

**203. QUESTIONS DIVERSES**

Le Mexique remercie le Président, M. Costello, de l'impartialité et de l'objectivité avec lesquelles il a présidé cette réunion du Conseil au niveau des Ministres. M. Costello est parvenu à obtenir un consensus sur des points difficiles et à régler des problèmes qui auraient pu se révéler critiques pour l'Organisation. La Belgique se joint au Mexique pour remercier chaleureusement, au nom des membres du Conseil, M. Costello, pour avoir conduit les travaux de cette réunion avec tant de compétence et d'efficacité. Le succès de cette rencontre contribuera à renforcer l'OCDE. Le Secrétaire général à son tour exprime au Président et à la délégation australienne auprès de l'OCDE sa gratitude pour le remarquable travail qu'ils ont effectué en particulier en vue de préparer cette rencontre.

Le Président adresse également ses remerciements aux intervenants pour leurs aimables propos et exprime à son tour sa gratitude à l'égard des Vice-Présidents, les Ministres du Canada et de la Finlande, pour leur assistance et leur amitié. Il clôt la réunion en remerciant tous les participants ainsi que le Secrétariat.

## ANNEXE 1

## COMMUNIQUE

## MAITRISER LA MONDIALISATION

1. Le Conseil de l'OCDE s'est réuni au niveau des Ministres les 26 et 27 juin 2000 sous la présidence de M. Peter Costello, Ministre des finances de l'Australie, la vice-présidence étant assurée pour le Canada par M. Pierre Pettigrew, Ministre du commerce international, et M. Jim Peterson, secrétaire d'Etat (institutions financières internationales), et pour la Finlande par M. Kimmo Sasi, Ministre du commerce extérieur. Des consultations ont eu lieu avec le Comité consultatif économique et industriel (BIAC) et la Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE.

2. Les Ministres se félicitent de la participation de la *République slovaque* à leur réunion en qualité d'observateur. Ils reconnaissent qu'elle a la volonté et la capacité de devenir Membre de l'OCDE. Ils conviennent que la procédure d'adhésion de la République slovaque devrait s'achever dès que possible.

3. Les pays de l'OCDE sont engagés dans un processus de transition sans précédent depuis des décennies, qui les conduit vers un monde de plus en plus fondé sur le savoir et de plus en plus interdépendant. La *mondialisation* et les retombées des progrès rapides des technologies offrent de nouvelles opportunités et posent de nouveaux défis à tous les pays, toutes les régions, tous les peuples et tous les citoyens. L'évolution rapide des technologies de l'information et des communications (TIC) transforme les marchés, notamment les marchés de capitaux, et exige la mise en place de nouvelles méthodes d'organisation du travail, des entreprises et des échanges afin de tirer parti des bienfaits de la mondialisation. Les Ministres sont néanmoins conscients des profondes préoccupations que beaucoup ressentent devant les changements économiques et technologiques en cours, et de la nécessité de répondre à ces inquiétudes sur le plan local, national et international.

4. La mondialisation fait naître de nouvelles interrogations en matière de *gouvernance*. A tous les niveaux, la gouvernance établit les conditions dans lesquelles les individus s'efforcent, seuls ou collectivement, de réaliser leurs aspirations au sein du corps social. Une gouvernance publique judicieuse et efficace contribue à renforcer la démocratie et les droits de l'homme, à favoriser la prospérité économique et la cohésion sociale, à réduire la pauvreté, à améliorer la protection de l'environnement et l'utilisation durable des ressources naturelles et à raffermir la confiance dans l'action gouvernementale et la gestion publique. Instaurer un climat de confiance à l'égard des institutions publiques est essentiel pour la bonne gouvernance. Le rapport de l'OCDE *Renforcer l'éthique dans le service public : les mesures des pays de l'OCDE* donne un aperçu complet des mesures de gestion de l'éthique dans tous les pays Membres. L'amélioration de l'ouverture, de la transparence et de la responsabilisation, grâce à un renforcement des mécanismes de consultation et à une meilleure connaissance de l'évolution des relations entre les pouvoirs publics et la société civile, est un élément fondamental de la gouvernance. Les technologies de l'information et des communications offrent aux gouvernements d'importants moyens nouveaux d'interaction avec les citoyens.

**Développement durable et cohésion sociale**

5. Assurer le *développement durable* reste l'un des objectifs primordiaux des gouvernements des pays de l'OCDE. En 2001, le *Rapport de l'OCDE sur le développement durable* sera complété par l'analyse présentée dans *l'Etude sur la croissance* et dans *Stratégie et perspectives de l'environnement*, afin de définir un ensemble d'orientations qui se renforcent mutuellement et soient cohérentes pour mieux intégrer les considérations économiques, sociales et environnementales. Le changement climatique, la préservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles demeurent des défis majeurs à

l'échelle planétaire, et l'OCDE continuera de conseiller les gouvernements sur les moyens les plus efficaces de mettre en œuvre les engagements souscrits dans le cadre du Protocole de Kyoto. Elle contribuera grandement à faire avancer les travaux internationaux sur le développement durable en vue de la réunion « Rio+10 » de 2002 et jouera un rôle essentiel à cet égard en proposant aux gouvernements des analyses et des recommandations.

6. Les économies de l'OCDE ont entrepris de s'adapter à toute une série de changements qui ont de profondes répercussions sur le travail et la société. Une *amélioration de la cohésion sociale*, favorisée par le plein emploi, facilitera cet ajustement. Des mesures de nature à enrichir le *capital humain et social* sont nécessaires pour renforcer la capacité des économies et des individus de s'adapter à ces mutations et en faire bénéficier tous les groupes de la société, en particulier les défavorisés. Les travaux de l'OCDE dans les domaines qui suivent aideront les gouvernements à promouvoir l'inclusion sociale :

- *Emploi* : Les évolutions observées récemment dans plusieurs pays montrent que le plein emploi est réalisable, dès lors que les désincitations au travail sont supprimées et les possibilités d'emploi élargies par des mesures micro et macro-économiques se renforçant mutuellement. Une mise en œuvre complète, adaptée aux différents pays, des recommandations formulées dans la *Stratégie de l'OCDE pour l'emploi* reste essentielle.
- *Education et formation* : Les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et des communications, qui occupent une place grandissante dans l'environnement professionnel, exigent une mise à jour permanente des compétences. Des stratégies d'investissement dans l'éducation et de réelles possibilités de renouvellement des connaissances et des compétences tout au long de la vie conditionnent l'épanouissement individuel et la réussite économique. Les Ministres de l'éducation des pays de l'OCDE formuleront des recommandations sur ces points à leur réunion d'avril prochain.
- *Inclusion sociale* : Le maintien de la cohésion sociale par des politiques qui favorisent un degré élevé d'inclusion est un élément essentiel dans une société fondée sur le savoir. Des stratégies adéquates d'aide aux familles et aux collectivités peuvent contribuer à renforcer encore la cohésion sociale ; elles peuvent aussi être source d'avantages à long terme pour l'économie et le marché du travail.
- *Vieillesse* : Les Ministres se félicitent des suites données au rapport de l'OCDE *Préserver la prospérité dans une société vieillissante*. Ils renouvellent leur engagement à créer un environnement dans lequel les personnes âgées peuvent jouer un rôle actif dans la société et disposer d'une plus grande latitude pour leurs décisions de départ à la retraite. Les réformes devraient tendre à éliminer progressivement les incitations à une retraite anticipée.
- *Santé* : Chacun devrait pouvoir accéder à des soins de santé de qualité pour un prix abordable. Tous les pays se doivent d'améliorer la performance de leurs systèmes de santé afin que ceux-ci atteignent leurs objectifs d'équité et d'efficacité. Le coût et l'impact du vieillissement et le financement de la santé appellent une plus grande attention dans tous les pays de l'OCDE. Les Ministres approuvent l'importance stratégique accrue que l'OCDE accorde aux questions de santé et attendent avec intérêt les résultats de ses travaux.
- Les *migrations internationales* revêtent une importance croissante : des mesures sont nécessaires pour faciliter une meilleure intégration des migrants dans les pays d'accueil. Les migrations contribuent aussi à répondre aux besoins nouveaux sur le marché du travail.



## Perspectives économiques

7. *L'économie mondiale* évolue désormais plus favorablement. La quasi-totalité des pays de l'OCDE connaissent des taux de croissance plus élevés – globalement les plus rapides depuis 1988 – en même temps qu'un faible taux d'inflation et une décrue du chômage. A l'extérieur de la zone de l'OCDE, bon nombre d'économies de marché émergentes et d'économies en transition se redressent vigoureusement après les crises de 1997-98 et leur croissance devrait demeurer soutenue ; les réformes macro-économiques et micro-économiques opérées dans ces pays, une croissance vigoureuse chez leurs partenaires commerciaux, en particulier aux Etats-Unis, et la préservation de l'ouverture des marchés mondiaux y ont été pour beaucoup. Néanmoins, des incertitudes considérables entourent les perspectives d'évolution des marchés de produits de base et de capitaux et leurs conséquences pour l'économie mondiale, et on peut s'interroger sur la durabilité de la croissance dans certains pays. Un certain nombre de pays parmi les moins avancés ne bénéficient pas encore de la mondialisation.

8. Les *Etats-Unis* connaissent la plus longue période d'expansion de leur histoire. Les gains de productivité se sont accélérés, le chômage a fortement reculé et les revenus réels ont connu une progression générale. Les nouvelles technologies et les changements structurels ont amélioré le potentiel de croissance non inflationniste de l'économie. Toutefois, malgré quelques signes récents de ralentissement, la demande continue peut-être d'augmenter plus vite que l'offre, au risque d'une accélération de l'inflation. Le déficit de la balance des opérations courantes s'est fortement creusé, sous l'effet principalement de la vigueur particulière de l'économie américaine. Toute la difficulté pour les autorités monétaires est de maintenir un rythme viable de progression de la demande, compatible avec une faible inflation. Il ne faudrait pas assouplir la politique budgétaire et il convient d'accroître l'épargne nationale.

9. Dans la *zone euro* et dans les autres *pays européens*, les perspectives à court terme pour la croissance et l'emploi sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été depuis la fin des années 80. Dans l'ensemble de la région, le chômage a régulièrement diminué sans que cela crée d'inflation. Toutefois, malgré la récente évolution positive de l'offre sur les marchés du travail, des produits et des capitaux, il existe un risque limité d'apparition de tensions inflationnistes. La politique monétaire devrait continuer d'être axée sur la stabilité des prix afin de contribuer à la préservation de conditions propices à une expansion économique durable et non inflationniste. Etant donné les perspectives actuelles d'évolution de la production, il convient d'éviter tout assouplissement de la politique budgétaire dans les pays de la zone euro et d'affecter les excédents imprévus de recettes à la réduction de la dette publique. Dans les pays à lourde fiscalité, les allègements d'impôts devraient viser à renforcer la capacité d'offre et s'accompagner de compressions des dépenses en vue de prévenir toute détérioration des situations budgétaires sous-jacentes. Il s'agit maintenant d'inscrire l'expansion actuelle dans la durée. La poursuite des réformes structurelles aiderait les économies européennes à s'acheminer vers une croissance plus soutenue, en leur permettant d'accroître la productivité et l'emploi et de tirer un meilleur parti de l'innovation et des opportunités offertes par les nouvelles technologies.

10. Au *Japon*, l'économie présente les signes positifs d'une reprise dont la durabilité est toutefois incertaine. Les autorités devraient s'employer à soutenir le redressement de l'activité à court terme sans compromettre la santé de l'économie à long terme. Il convient de maintenir des conditions monétaires accommodantes. La consolidation des finances publiques n'est pas souhaitable à court terme, mais il faut élaborer une stratégie à moyen terme crédible pour remédier aux niveaux élevés et rapidement croissants de la dette publique brute, et la mettre en œuvre une fois que l'économie sera sur la voie d'une véritable reprise tirée par la demande privée. Il faut mener à bien rapidement d'amples réformes structurelles, et notamment poursuivre la réforme en cours du secteur bancaire et la restructuration des entreprises, pour dynamiser l'économie. La réforme de la réglementation reste importante pour l'économie.

## La « nouvelle économie » et les sources de la croissance

11. L'OCDE a entrepris une vaste étude sur les *sources de la croissance*, qui doit être achevée en 2001, notamment pour déterminer si une « nouvelle économie » prend forme et comment l'action des pouvoirs publics doit s'y adapter. On a pu observer ces dernières années de grandes disparités dans les performances de croissance des pays Membres. L'amélioration est particulièrement frappante aux Etats-Unis, où la croissance du PIB par habitant dépasse la moyenne de l'OCDE. D'autres économies de l'OCDE (notamment l'Australie, le Danemark, l'Irlande, la Norvège et les Pays-Bas) sont citées dans le premier rapport sur le projet de l'OCDE consacré à la croissance comme ayant affiché une accélération de la croissance tendancielle de leur PIB par habitant au cours des années 90 par rapport à la décennie 80. Ces pays ont relativement bien réussi à mobiliser les ressources potentielles de main-d'œuvre dans les années 90. Certains nouveaux Membres, dont la Pologne, ont également enregistré une croissance économique vigoureuse durant cette période. Ces derniers temps, certaines autres économies de l'OCDE ont aussi obtenu des résultats très satisfaisants. L'amélioration de leurs performances a des causes différentes, mais l'une de leurs caractéristiques communes est d'avoir de bons antécédents en matière de réformes économiques.

12. Il apparaît de plus en plus que l'innovation, la recherche, le savoir et les *technologies de l'information et des communications (TIC)* constituent des moteurs de productivité, d'emploi et de croissance. C'est aux Etats-Unis qu'une « nouvelle économie » se manifeste le plus clairement, avec une forte croissance non inflationniste, liée au rôle grandissant des TIC, et une forte augmentation de la productivité du travail à la fin des années 90. Les indices des effets positifs de l'expansion des investissements dans les TIC se sont multipliés au cours des années 90 dans un grand nombre d'autres pays de l'OCDE.

13. Les travaux de l'OCDE aideront les pays Membres à mieux comprendre les très bonnes performances économiques de ces pays, le rôle grandissant des TIC et la possibilité de voir se former une « nouvelle économie », et donc à mieux définir leurs politiques. Les Ministres soulignent que des politiques macro-économiques saines, axées sur la croissance et la stabilité, des marchés nationaux et internationaux ouverts et flexibles et des cadres réglementaires et administratifs propres à encourager l'esprit d'entreprise sont essentiels pour obtenir de bons résultats économiques. Tous les pays Membres et non membres sont à même de tirer parti des possibilités offertes par la dynamique de la « nouvelle économie » dans leur propre contexte social. Il convient d'envisager sérieusement le risque d'une « fracture numérique », aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, en particulier en ce qui concerne l'accès des pays en développement aux technologies.

14. Le *commerce électronique* accroît rapidement son impact sur la productivité et la croissance. Une coopération internationale est indispensable pour formuler des approches cohérentes de ce phénomène mondial. Il est vital que les consommateurs aient confiance dans le commerce électronique si l'on veut tirer pleinement parti des possibilités qu'il offre. Les *Lignes directrices de l'OCDE régissant la protection des consommateurs*, adoptées en décembre 1999, contribuent grandement à ce processus ; il convient donc d'assurer un suivi de leur mise en œuvre. L'OCDE co-parrainera en décembre 2000 une conférence sur les modes alternatifs de règlement des différends applicables au commerce électronique. Il faut aussi instaurer une plus grande confiance dans le domaine de l'authentification et de la protection de la vie privée. L'OCDE poursuivra ses travaux à cet égard et collaborera avec le secteur privé et les autres acteurs pour mettre au point des mesures efficaces face à d'autres problèmes urgents concernant la sécurité de l'Internet tels que le piratage et les virus. En janvier 2001, l'OCDE organisera une conférence sur les principaux enjeux du commerce électronique, y compris les risques d'une « fracture numérique », qui accueillera un large éventail d'économies non membres ainsi que des représentants des entreprises, des travailleurs et de la société civile.

15. Les *petites et moyennes entreprises* sont fondamentales pour la vitalité de nos économies. Les Ministres se félicitent de l'adoption de la *Charte de Bologne* à la Conférence des 14 et 15 juin 2000,

laquelle souligne la nécessité d'un environnement de politique économique qui permettra aux PME de s'épanouir et de contribuer ainsi à l'emploi, à la cohésion sociale et au développement local. L'OCDE s'efforcera d'approfondir l'analyse, à l'intention des pays Membres, des questions évoquées dans la Charte et de leurs conséquences pour l'action des pouvoirs publics et diffusera les résultats de ces travaux auprès des pays n'appartenant pas à l'Organisation.

### **Maintenir la dynamique de la libéralisation des échanges**

16. Le *système commercial multilatéral fondé sur des règles* offre le meilleur cadre pour assurer la croissance et la prospérité mondiale. A cet effet, l'intensification de la libéralisation multilatérale, fondée sur des règles multilatérales renforcées et conjuguées à des institutions et des politiques nationales bien conçues, aidera à réaliser les promesses de la « nouvelle économie » et favorisera le recul de la pauvreté et le développement durable. Les Ministres sont déterminés à œuvrer en vue du lancement à l'OMC, dès que possible, d'un cycle de négociations commerciales multilatérales ambitieux, équilibré et de large portée reflétant les besoins et les aspirations de tous les Membres de l'OMC. Les leçons de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle sont claires. Les Ministres conviennent qu'une ferme volonté politique et une plus grande flexibilité de toutes parts sont nécessaires si l'on veut qu'un consensus se dégage en faveur d'un nouveau cycle de négociations ; il faut faire davantage pour répondre aux préoccupations particulières et diverses des pays en développement et une interaction plus large s'impose avec nos sociétés pour instaurer un dialogue constructif sur les avantages et les défis de la libéralisation des échanges. A cet égard, les Ministres soulignent la nécessité d'accélérer le processus en cours dans le cadre de l'OMC en vue d'améliorer son fonctionnement.

17. Les Ministres réaffirment leur engagement en faveur de négociations constructives dans le cadre du programme incorporé et s'efforceront de faire progresser ces négociations. Au-delà de ce programme incorporé sur l'agriculture et les services, ce nouveau cycle doit aussi viser à renforcer encore le système de l'OMC et à permettre de mieux prendre en compte les intérêts de tous les membres de l'OMC dans le souci de répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Les Ministres confirment leur volonté de poursuivre les travaux préparatoires dans cette optique.

18. Les *intérêts et préoccupations des pays en développement* seront particulièrement prioritaires lors des préparatifs et du déroulement d'un nouveau cycle de négociations. Il faut mettre en œuvre sans délai les mesures à court terme récemment décidées en vue d'instaurer un climat de confiance pour l'application des engagements du cycle d'Uruguay, l'extension de l'accès aux marchés pour les pays les moins avancés et l'assistance technique au renforcement des capacités. Les Ministres reconnaissent la nécessité d'aller plus loin dans ce domaine. Ils se félicitent des travaux réalisés par l'OCDE sur les questions qui concernent les échanges et le développement.

19. Les Ministres se félicitent de l'élargissement de la composition de l'OMC et des progrès des nouvelles adhésions, notamment celle de la *Chine* et, par là même, de l'intégration plus complète de nouveaux membres au système commercial multilatéral.

20. *L'intérêt manifesté par l'opinion publique à l'égard de la mondialisation* s'est focalisé sur le système multilatéral. Il est donc crucial, pour démontrer les avantages qui découlent du libre accès aux marchés, d'accroître l'ouverture et la transparence de ce système. Il faut faire mieux comprendre à l'opinion publique les liens et complémentarités entre la libéralisation des échanges et l'ensemble des problèmes qui se posent dans d'autres domaines d'intervention des pouvoirs publics si l'on veut renforcer le système commercial multilatéral et susciter un large soutien de l'opinion. Une coopération plus étroite entre les organisations internationales compétentes – OMC, FMI, Banque mondiale, CNUCED, OIT, OMS, PNUE – et l'OCDE est essentielle. Les travaux analytiques de l'OCDE à l'appui du système commercial multilatéral, notamment sur l'investissement, les échanges et l'environnement, les échanges et

les normes fondamentales du travail, et les échanges et la concurrence, ainsi que ses contributions à l'analyse internationale des questions de gouvernance, gardent tout leur intérêt.

21. Les Ministres regrettent vivement que les Participants à *l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation* ne soient pas parvenus à conclure un accord régissant l'agriculture conformément aux décisions prises lors du cycle d'Uruguay. Ils appellent à reprendre les négociations et à les mener à bien d'ici la fin juillet, si possible, et au plus tard la fin 2000. Les travaux sur les aspects financiers de l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation devraient examiner ces disciplines au regard des pratiques commerciales et sous l'angle de leur application cohérente, compte tenu notamment des développements récents à l'OMC. Des progrès substantiels ont été accomplis au sein du Groupe de l'OCDE sur les crédits à l'exportation dans le sens d'un renforcement des approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation. Les Ministres demandent instamment que le Plan de travail soit achevé d'ici à la fin de 2001 et souhaitent qu'un rapport d'étape leur soit soumis à leur prochaine réunion. Il faudrait également que le Groupe sur les crédits à l'exportation adopte des mesures plus vigoureuses pour faire en sorte que le soutien accordé aux pays pauvres très endettés (PPTÉ) au titre des crédits à l'exportation ne soit pas utilisé à des fins improductives.

22. Les Ministres constatent avec préoccupation que *l'Accord de l'OCDE sur la construction navale* n'est pas encore entré en vigueur et que ce secteur reste confronté à de graves difficultés dans certaines régions. L'OCDE poursuivra ses travaux sur la construction navale, notamment pour améliorer la transparence, compte tenu en particulier de la nécessité d'instaurer des conditions normales de concurrence dans ce secteur. L'OCDE resserrera ses contacts avec les pays non membres qui ont des activités importantes de construction navale.

23. Le *soutien aux agriculteurs* dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, tel que mesuré par l'estimation du soutien aux producteurs, est revenu à des niveaux aussi élevés qu'il y a une décennie. La faiblesse des prix mondiaux des produits de base et les tensions qui en résultent pour les revenus agricoles ont conduit de nombreux pays à prendre de nouvelles mesures ou à octroyer des aides supplémentaires aux agriculteurs. Dans de nombreux cas, ces mesures ont été mises en œuvre selon des modalités incompatibles avec les principes de la réforme des politiques agricoles, tandis que d'autres pays ont adopté des mesures de soutien découplées compatibles avec ces principes. Les Ministres réaffirment, conformément à l'article 20 de l'Accord du cycle d'Uruguay sur l'agriculture, leur attachement à l'objectif à long terme d'une réduction progressive et substantielle du soutien et de la protection, débouchant sur une réforme fondamentale. Ils conviennent de poursuivre leurs efforts pour concrétiser l'ensemble des objectifs et des principes de réforme des politiques agricoles et admettent les caractéristiques multifonctionnelles de l'agriculture et la nécessité de veiller à ce que des politiques soient ciblées, transparentes et efficaces par rapport à leur coût, tout en maximisant les avantages et en évitant de fausser la production et les échanges. L'innocuité des produits alimentaires, la sécurité alimentaire, la viabilité des zones rurales et la protection de l'environnement ainsi que l'efficacité économique du secteur agro-alimentaire sont des préoccupations communes. Les politiques visant à répondre à ces préoccupations doivent respecter les principes et critères notés ci-dessus, adoptés à l'OCDE. Les travaux de l'OCDE présentent un grand intérêt, pour la réforme des politiques agricoles et pour étayer les négociations commerciales en cours à l'OMC.

24. Une *gestion efficace et durable des ressources halieutiques* et les interactions entre la gestion des ressources et les échanges sont des domaines importants de l'action internationale. Les stocks de poisson surexploités doivent être reconstitués jusqu'à des niveaux viables. Les mesures prises à cet effet devraient s'attaquer aux causes de la surpêche et aux coûts d'ajustement sociaux et économiques à court terme sans pour autant fausser les échanges ou compromettre l'objectif d'utilisation durable des ressources à l'échelle planétaire. L'étude récente de l'OCDE, *La transition vers une pêche responsable*, de même que les nouveaux travaux sur la libéralisation du marché de la pêche, les coûts de gestion des pêcheries et les indicateurs de viabilité de la pêche, y compris les questions liées aux transferts financiers publics,

apporteront une contribution précieuse à l'élaboration des politiques. Les questions concernant l'aquaculture doivent faire partie intégrante de ces travaux.

## Gouvernance

25. De plus en plus, des *questions communes de gouvernance* se posent dans les pays de l'OCDE et les pays non membres. Les approches de la gouvernance doivent être adaptées, pour que les bienfaits de la mondialisation se concrétisent pleinement et soient largement partagés, et elles doivent tenir compte de la situation de chaque pays. Les Ministres demandent à l'OCDE qu'elle continue d'apporter sa contribution essentielle à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques en matière de gouvernance, par un dialogue avec les économies n'appartenant pas à l'Organisation dans le cadre de l'*Initiative sur la gouvernance* qu'elle met actuellement au point, en partenariat avec d'autres organisations internationales et régionales et à travers des consultations larges et ouvertes avec la société civile. L'OCDE rendra compte de l'avancement de son *Initiative sur la gouvernance* en 2001.

26. Les Ministres se félicitent de l'adoption de la version révisée des *Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales* par les gouvernements des pays Membres de l'OCDE ainsi que ceux de l'Argentine, du Brésil, du Chili et de la République slovaque. Les Principes directeurs fournissent un solide ensemble de recommandations pour un comportement responsable des entreprises dans le monde entier, en conformité avec les législations en vigueur. Ils font partie intégrante de la *Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales*, qui offre un cadre équilibré pour améliorer le climat de l'investissement international et encourager la contribution positive que les entreprises multinationales peuvent apporter aux objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Les Principes directeurs, élaborés dans le cadre d'un dialogue constructif avec les milieux d'affaires, les représentants des organisations syndicales et les organisations non gouvernementales, marquent une étape importante dans la prise en compte des préoccupations du public à l'égard de la mondialisation. Pour une mise en œuvre efficace, il faudra que toutes les parties concernées agissent de façon responsable et en toute bonne foi : les pouvoirs publics, les organisations patronales et syndicales et les autres acteurs ont tous un rôle à jouer.

27. L'OCDE poursuivra ses travaux analytiques dans le domaine de la *politique d'investissement*, notamment sur les moyens d'optimiser les avantages de la libéralisation de l'investissement en tenant pleinement compte de ses dimensions sociales et environnementales, et sur les formes dommageables de concurrence au niveau des mesures destinées à attirer les investissements. Elle encouragera les pays non membres à adhérer à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales.

28. L'OCDE a beaucoup progressé vers l'élimination des *pratiques fiscales dommageables*. Dans le prolongement de la Recommandation du Conseil de 1998 sur la concurrence fiscale dommageable, 47 régimes fiscaux préférentiels potentiellement dommageables ont été recensés dans les pays Membres de l'OCDE. Les Ministres ayant approuvé le Rapport de 1998 réaffirment l'engagement de leurs pays de supprimer d'ici à avril 2003 tous les éléments de leurs régimes fiscaux préférentiels dont il est établi qu'ils sont effectivement dommageables, une fois mises au point de nouvelles orientations pour l'application des critères de 1998. Concernant les paradis fiscaux, l'OCDE a entrepris l'examen d'un certain nombre de juridictions. Les Ministres se félicitent de l'engagement de six d'entre elles\* d'éliminer les pratiques fiscales dommageables ; leurs noms ne figurent pas dans le Rapport publié ce jour\*\* même si elles répondent actuellement aux critères qui caractérisent les paradis fiscaux. Sur les juridictions restantes, 35 ont été identifiées comme répondant aux critères techniques qui caractérisent les paradis fiscaux.

---

\* Bermudes, Chypre, Iles Caïmans, Malte, Maurice et Saint-Marin.

\*\* Etat d'avancement des travaux portant sur l'identification et la suppression des pratiques fiscales dommageables.

L'OCDE établira d'ici au 31 juillet 2001 une Liste des paradis fiscaux non coopératifs. Celle-ci devrait servir de base à l'élaboration de mesures défensives, comme prévu dans le Rapport de 1998. L'OCDE aidera les juridictions coopératives à se conformer aux normes internationales à mesure qu'elles renoncent à recourir à des pratiques fiscales dommageables, et entamera un dialogue avec les économies non membres pour éliminer ces pratiques.

29. Le *commerce électronique* soulève des problèmes nouveaux pour la *politique fiscale et l'administration de l'impôt*. La concrétisation de tous les avantages potentiels du commerce électronique nécessite un environnement prévisible pour les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics. Les Ministres confirment que l'OCDE a un rôle essentiel à jouer dans le règlement satisfaisant de ces problèmes : des progrès ont été accomplis dans l'application des *Conditions cadres pour l'imposition du commerce électronique* définies à Ottawa. Ils se félicitent de la contribution constructive qu'ont apportée à ces travaux les milieux d'affaires et divers pays non membres de l'OCDE et attendent pour la prochaine réunion un rapport d'étape sur les problèmes de fiscalité directe et indirecte soulevés par le commerce électronique. L'Organisation coparrainera en 2001 une conférence mondiale sur « Les administrations fiscales à l'ère de l'électronique ».

30. La lutte contre la *corruption* revêt une priorité élevée. De grands progrès ont été accomplis dans la ratification, l'application et le suivi de la *Convention sur la corruption*, entrée en vigueur en février 1999. Vingt-trois pays ont achevé leurs procédures internes et les textes d'application de vingt et un de ces pays ont été examinés par le Groupe de travail sur la corruption. Les Ministres félicitent ces pays et les invitent instamment à remédier dès que possible aux déficiences qui ont été recensées dans les textes actuels d'application. Ils constatent avec satisfaction qu'un certain nombre de pays sont sur le point d'achever leurs procédures internes ; il est urgent que tous les signataires ratifient et mettent en œuvre la Convention. Les Ministres demandent au Groupe de travail de commencer dès que possible le suivi de l'exécution des textes d'application. Il faut maintenant que la législation anticorruption soit efficacement appliquée dans la pratique et qu'on progresse dans l'examen des autres questions concernant la corruption.\*\* Pour renforcer cette action, il faut que la corruption d'agents publics étrangers devienne une infraction grave déclenchant l'application de la législation antiblanchiment. L'OCDE continuera à rechercher la participation de pays non membres à ses travaux. Il faut poursuivre les travaux sur les effets anticorruption potentiels des règles du commerce international conformément au mandat ministériel de 1999.

31. Le Groupe d'action financière a lui aussi grandement contribué à diffuser le message *antiblanchiment* dans le monde, en particulier par son rapport sur l'amélioration des politiques des pays et territoires non coopératifs.

32. Les *ententes injustifiables* privent l'économie mondiale de milliards de dollars. Il faut que les gouvernements démontrent aux consommateurs à travers le monde qu'ils seront efficacement protégés contre de tels abus. La Recommandation de l'OCDE de 1998 a joué un rôle de catalyseur dans le durcissement des lois anti-ententes et l'élaboration de nouveaux programmes d'application ; il faut maintenant que davantage de pays se joignent à cet effort. Il convient d'améliorer la coopération bilatérale et multilatérale pour l'application des lois et de s'efforcer d'éliminer les obstacles injustifiés à l'échange d'informations entre pays dans des conditions de sécurité appropriées.

33. De nouveaux progrès en matière de *réforme de la réglementation* sont nécessaires dans les pays Membres. Une réglementation de qualité, sur des marchés ouverts et concurrentiels, supprimera les

---

\*\*\* Les actes de corruption en liaison avec des partis politiques étrangers ; les avantages promis ou accordés à une personne par anticipation de sa désignation comme agent public étranger ; la corruption d'agents publics étrangers en tant qu'infraction principale pour la législation relative au blanchiment de capitaux ; et le rôle des filiales étrangères et des places offshore dans les mécanismes de corruption.

inefficiences sans nuire à des normes élevées dans des domaines tels que la santé, la sécurité et l'environnement. Les travaux multidisciplinaires de l'OCDE sur la réforme de la réglementation et les examens en cours des progrès réalisés dans les pays Membres contribuent utilement à promouvoir de bonnes pratiques réglementaires et devraient être poursuivis pour d'autres pays Membres.

34. L'OCDE et la Banque mondiale ont lancé conjointement des activités fructueuses pour promouvoir à travers le monde la réforme dans le domaine du gouvernement d'entreprise, en adoptant comme base de dialogue les *Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE*. Au cours des prochaines années, les deux institutions poursuivront leurs efforts avec une série de Livres blancs consacrés à des questions spécifiques de gouvernement d'entreprise en Russie, en Amérique latine et en Asie. Afin de favoriser davantage la stabilité financière et la transparence des entreprises, l'OCDE effectuera des travaux analytiques sur l'utilisation abusive de la structure sociétaire.

35. Les entreprises répondent aux préoccupations du public par l'adoption de *codes de conduite*. Il faut réaliser d'autres travaux analytiques pour mieux comprendre les conséquences de cette évolution.

36. Les *biotechnologies* revêtent une importance grandissante dans nos sociétés en raison de leurs répercussions considérables, notamment pour la santé humaine et les soins de santé, la production agro-alimentaire et le développement durable. Un approfondissement des connaissances et une intensification de la coopération pour la gestion des avantages et des risques qui en résultent sont indispensables à l'échelon international pour que se concrétisent tous les bienfaits économiques, environnementaux et sociaux qu'on peut en attendre, et pour résoudre les problèmes nouveaux qui en découlent sur le plan de la réglementation. Il faut en particulier maintenir et renforcer la confiance du public grâce à des politiques transparentes. L'OCDE continuera de contribuer à ce processus d'amélioration des connaissances dans tout l'éventail des questions liées aux biotechnologies et s'efforcera d'associer les pays non membres à ces travaux. Les Ministres invitent l'OCDE à envisager l'organisation en 2001 d'une conférence sur les effets environnementaux des organismes génétiquement modifiés.

37. La *sécurité des aliments* est un objectif fondamental pour tous les gouvernements. Les Ministres se déclarent attachés à une démarche scientifique et fondée sur des règles. Les modalités d'application de la précaution à la sécurité des aliments en situation d'incertitude scientifique sont actuellement examinées afin de favoriser une meilleure compréhension des différents points de vue à ce sujet et de parvenir, au niveau mondial, à un plus large consensus sur cette question, en particulier à la Commission du Codex Alimentarius. L'OCDE a engagé d'importants travaux sur les biotechnologies et d'autres aspects de la sécurité des aliments, notamment ceux demandés par le G-8, et a ainsi contribué à une meilleure connaissance internationale des différentes approches. Les consultations avec les parties intéressées, notamment avec les ONG, et la Conférence d'Edimbourg sur la sécurité des aliments génétiquement modifiés, qui a eu lieu en février de cette année, ont été très fructueuses. L'OCDE continuera de réaliser des analyses économiques et de jouer un rôle actif dans le dialogue international sur la sécurité des aliments, en poursuivant son action en direction de la société civile et en s'appliquant à partager les résultats de ses travaux dans ce domaine avec les pays non membres. S'appuyant sur ses avantages comparatifs, l'OCDE, par ses travaux, complètera efficacement, sans double emploi, les activités d'autres organisations internationales, en particulier la FAO et l'OMS.

### **Coopération pour le développement**

38. La *coopération pour le développement* a un rôle crucial à jouer pour promouvoir l'intégration des pays en développement au processus de mondialisation, afin de soutenir la croissance et de combattre la pauvreté. La déclaration du Comité d'aide au développement concernant le *partenariat au service de la lutte contre la pauvreté* souligne l'importance de cadres de développement intégré d'envergure nationale incorporant une stratégie de lutte contre la pauvreté. Les objectifs de développement convenus à l'échelon

international pour 2015 en matière de réduction de la pauvreté, de progrès social et de protection de l'environnement fournissent un point de référence et un instrument de suivi, aussi bien pour l'action menée au plan international que pour les stratégies nationales de développement. Des avancées réelles ont été obtenues dans la plupart des régions au cours des années 90 mais, dans de nombreux pays, en particulier les plus pauvres, les objectifs ne pourront pas être atteints sans un vaste effort national et sans le soutien de la communauté internationale. L'attachement au respect des droits de l'homme, y compris l'égalité des sexes et le renforcement du pouvoir des femmes, est un élément essentiel de la coopération pour le développement et revêt une importance vitale pour une réduction durable de la pauvreté.

39. *Les stratégies de lutte contre la pauvreté et le partenariat* sont à la base du net renforcement des efforts d'allégement de la dette des PPTÉ décidés l'année dernière. Les pays Membres doivent dégager dès que possible les contributions, fondées sur le principe d'un partage équitable du fardeau, pour le financement des réductions convenues de la dette multilatérale, afin d'éviter d'en retarder la mise en œuvre. Les ressources libérées par les allégements de la dette et l'aide extérieure doivent être utilisées de manière efficace au service du développement et de la lutte contre la pauvreté et il faut éviter les dépenses improductives. L'OCDE formulera des lignes directrices pour la lutte contre la pauvreté ainsi que des orientations complémentaires pour une application des principes du partenariat propre à améliorer la gouvernance publique dans les pays partenaires. Une plus grande cohérence des politiques dans les pays de l'OCDE est en outre indispensable pour que les pays en développement parviennent à tirer pleinement parti des opportunités que leur offre la mondialisation : l'OCDE établira une Liste des conditions essentielles à la cohérence des politiques afin d'aider ses pays Membres dans ce domaine. Elle approfondira également ses travaux analytiques sur les liens entre la libéralisation des échanges, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté.

40. *Les apports d'aide aux pays en développement* ont sensiblement augmenté pour la deuxième année consécutive. Les gouvernements des pays de l'OCDE se félicitent de cette évolution. Ils s'emploieront à ce que ce redressement perdure et accentueront leurs efforts pour fournir des fonds supplémentaires. A cet égard, la plupart des Membres sont inspirés par l'objectif de 0.7 pour cent fixé pour le rapport APD/PNB. Les gouvernements des pays de l'OCDE s'efforceront de mobiliser des ressources privées internes et externes comme le préconise le nouveau Programme d'action en matière de financement du développement. Les Ministres regrettent que les Membres du CAD ne soient pas encore en mesure de parvenir à un consensus sur une recommandation pour le déliement de l'aide aux pays les moins avancés, conformément au mandat donné à la réunion de haut niveau du CAD en 1998. Afin d'accroître l'efficacité de l'aide, ils demandent instamment que les discussions se poursuivent en vue de parvenir à un accord aussi rapidement que possible.

### **Coopération avec les non-membres**

41. Les Ministres approuvent le programme permanent de *coopération de l'OCDE avec les économies non membres*. Ils se félicitent du dialogue spécial pratiqué à haut niveau et reconnaissent la contribution importante que ces réunions apportent à l'enrichissement du dialogue sur les politiques à suivre, et à la compréhension commune des questions d'intérêt mondial, entre les pays de l'OCDE et les non-membres. La portée globale du programme de coopération de l'OCDE avec les non-membres reflète l'interdépendance croissante au sein de l'économie mondiale. L'Organisation doit approfondir et élargir ses relations avec les économies non membres, dans les domaines où elle détient un avantage comparatif, en vue de promouvoir le développement d'une économie mondiale fondée sur un ensemble de règles et de valeurs. Les Ministres rappellent en outre que l'OCDE doit rester ouverte, sur la base de l'intérêt mutuel, à l'adhésion de pays partageant les mêmes valeurs tout en étant sélective et en maintenant sa tradition de stricts critères d'adhésion ainsi que d'efficience et de pertinence pour ses Membres.



42. L'instauration de la démocratie, de la paix et de la prospérité dans l'*Europe du Sud-Est* nécessite, de la part des pays de la région, une entière détermination à réformer leur économie et leur société et, de la part des pays de l'OCDE, une ferme volonté de coopérer avec eux. Les Ministres s'engagent à ce que leurs pays continuent d'apporter un soutien actif aux travaux fructueux de l'OCDE concernant l'Europe du Sud-Est, en particulier à sa contribution à la conception et à la mise en œuvre, dans le cadre du Pacte de stabilité, de la Charte pour la réforme, l'investissement, l'intégrité et la croissance et de l'Initiative de lutte contre la corruption.

\* \* \*

43. Des progrès ont été accomplis vers la *stabilité financière* de l'OCDE, grâce en particulier à la décision de créer un fonds de pension pour ses agents. Les Ministres encouragent l'Organisation à renforcer ses travaux actuels sur les priorités et sur la réforme financière et de la gestion. La mise en œuvre d'une stratégie à long terme concernant le site du siège de l'OCDE est indispensable à un fonctionnement efficace et efficient de l'Organisation.

44. Les Ministres se félicitent du *Forum 2000 de l'OCDE*, qui marque un grand pas dans l'ouverture de l'Organisation vers les économies non membres et la société civile. Dans ce contexte, ils demandent au Secrétaire général d'élaborer différentes propositions en vue de renforcer le processus et la structure de ses consultations et de son dialogue avec la société civile.

\* \* \* \* \*

## ANNEXE 2

## DECLARATIONS ECRITES\*

**POINT 198 : MESURES EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA COHESION SOCIALE**  
**ITEM 198: POLICIES FOR GROWTH AND SOCIAL COHESION**

AUSTRALIE / AUSTRALIA .....	35
AUTRICHE / AUSTRIA.....	35
BELGIQUE / BELGIUM.....	38
COREE / KOREA .....	39
ETATS-UNIS / UNITED STATES.....	40
JAPON / JAPAN.....	43
JAPON / JAPAN.....	44
PAYS-BAS / NETHERLANDS .....	48
TURQUIE / TURKEY.....	50

**POINT 199 : PRINCIPES DIRECTEURS A L'INTENTION DES ENTREPRISES MULTINATIONALES**  
**ITEM 199: GUIDELINES FOR MULTINATIONAL ENTERPRISES**

AUTRICHE / AUSTRIA.....	52
PAYS-BAS / NETHERLANDS .....	53
REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC.....	53
SUISSE / SWITZERLAND.....	54

**POINT 200 : LES PROGRES DE LA TECHNOLOGIE : DEFIS POUR LA GOUVERNANCE**  
**ITEM 200: ADVANCES IN TECHNOLOGY : CHALLENGES FOR GOVERNANCE**

AUSTRALIE / AUSTRALIA .....	55
BELGIQUE / BELGIUM.....	56
FINLANDE / FINLAND .....	57
ISLANDE / ICELAND .....	60
JAPON / JAPAN.....	61
PORTUGAL / PORTUGAL.....	61
REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC.....	62
SUISSE / SWITZERLAND.....	64

**POINT 201 : RENFORCER LE SYSTEME MULTILATERAL**  
**ITEM 201: REINFORCING THE MULTILATERAL SYSTEM**

AUTRICHE / AUSTRIA.....	65
BELGIQUE / BELGIUM.....	66
COREE / KOREA .....	68
FINLANDE / FINLAND .....	69
ISLANDE / ICELAND .....	71
JAPON / JAPAN.....	72
REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC.....	73
SUEDE / SWEDEN.....	75
SUISSE / SWITZERLAND.....	76
TURQUIE / TURKEY.....	77

---

\* Déclarations remises au Secrétariat au cours de la réunion [voir CES(2000)12, §§ 18 et 20].

**POINT 198 : MESURES EN FAVEUR DE LA CROISSANCE ET DE LA COHESION SOCIALE**  
**ITEM 198: POLICIES FOR GROWTH AND SOCIAL COHESION**

**AUSTRALIE / AUSTRALIA**

**Mr. Mark Vaile, Minister for Trade, Department of Foreign Affairs and Trade**

We strongly welcome the Growth Project along with the OECD work before us at this MCM. There is a lot of OECD work before us at this MCM that are important deliverable policy products, such as in the tax area. But, we should not lose sight of the fact that the OECD is also very strong on policy analysis as well. The Growth Project is an example of that, as was the Jobs Study.

Australia is one of the countries identified in the first report as having lifted its trend GDP growth per capita in the 1990s, compared with the 1980s. We are now into our 9<sup>th</sup> consecutive year of strong low inflation growth. There has been a clear lift in trend productivity growth, and our fiscal house is in order. We powered through the Asian crisis, even though we were one of the OECD countries that was most trade-exposed to that region.

We draw a simple lesson from this. Countries which progressively implement deep and comprehensive structural economic reforms, and run sound macroeconomic policies perform better economically. And those countries, which undertook the reforms early, reap the benefits early as well.

Now is this just an old economy story ? Clearly not. In fact, we do not see the old economy and the new economy being put into separate boxes. Not all countries are going to be or should be big producers of information and communication technology. The law of comparative advantage tells us that. We are not big producers of information and communications technology, but we are very big users of it, including in traditional industries. The investment share of ITC has grown remarkably and progressively, as it has in many countries. And the effects of this are beginning to be felt.

As we see it, the new economy is not just a technology story. It is an innovation and productivity story that flows from learning how to use the technology to transform production processes at the grass roots level. That raises a central policy question for the Growth Project. What is the best policy framework to achieve that ?

Not all the answers are in yet, as has been evidenced by the discussion today. But we do know that it is a rich story that includes stable macro-policies, and broad and deep structural reform in product labour and capital markets. That makes markets more open and increases competition, and helps to make the economy adaptable and innovative, so that it can adjust to and take advantage of the productivity benefits flowing from more intensive use of ICT. There are other more specific things as well, relating to entrepreneurship, education and research policies, and we certainly look forward to the final report to weave that story together.

**AUTRICHE / AUSTRIA**

**Public Governance in the New Economy**  
**The Role of the State in the Knowledge-Based Economy**  
**Alfred Finz, Deputy Minister of Finance**

***New Economy or Old Economy within a New Framework?***

The remarkable success of the U.S. economy during the past decade is based on a return to high rates of productivity growth. Estimates of total factor productivity growth show that around two thirds of the increase are due to the production and use of new information and communication technologies (ICT). The widespread applicability of ICT in nearly all economic and social fields have led to characterisations of ICT as a new "basic or universal" technology, similar to the introduction of the electric motor or the railroads.

While ICT has gained recognition as the major driving force of growth and productivity, other technological developments in the fields of biotechnology, material sciences and nano-technology have similar potential to revolutionise the way in which our economies and societies function. Their respective roles have not been documented sufficiently, in part because developments are still too young to have been able to exert their influence. Literature on the history of technological developments also shows that gestation periods of around 40 years are not uncommon for such multi-purpose technologies to gain acceptance and to make their decisive breakthroughs in applications around the world.

All this goes to show that a focus wider than on ICT is necessary in order to gain some insight on the future possibilities of technological developments and their concomitant organisational and institutional changes. The lives of our children and our grandchildren will be far different from ours, but not only because of new possibilities in ICT, but also in the other areas mentioned above. This means that what they will eat, build, how their health will be maintained, where they will work and how they will get to work (if at all), how they will spend their leisure time – all these will be very different from today.

While further development of these new technologies will change our lives significantly, a number of economists have maintained that they will also revolutionise the way our economies work: they talk of long-term sustained growth without business cycles, about the insignificance of large-scale current account imbalances, of the ever-rising value of assets – in short they maintain that the usual restrictions on growth have disappeared.

I would like to take exception to these forecasts. While I agree that we are in the middle of significant changes in the way we live and work, I see no evidence whatsoever that the basic rules of economics are outdated. The framework remains the same, the internal functioning has changed and will change even more.

### ***Policy Action Needed***

The result of this recognition is that the usual tasks of the economic policy maker will still be around for a long time to come. The "New Economy" has not made us superfluous. It has changed some of our tasks, but we still have to take care that business cycles are not disruptive, that a sort of balance is maintained with respect to savings and investment, with our current balance and we must make sure that we fight increasing signs of a "bubble economy" wherever they occur. Only in this way will the macroeconomic environment allow our citizens and enterprises to fully participate in the New Economy.

In addition to these macro-economic policy tasks we need to make our supply side, the factor and goods markets, more competitive by increasing flexibility, abolishing obsolete restrictions and by creating a market environment which is competitive and provides a fair playing ground for all participants and for those who would like to enter the markets.

While for us in Europe macroeconomic policy is carried out by the European Central Bank, the Finance Ministers and the Social Partners (with respect to wage setting), and their respective co-ordinating bodies, structural policies are our own domestic task.

### ***New Government for the New Economy***

Let me make a special point about a specific aspect of structural policy, i.e. the role of the State in the New Economy. It seems very clear to me that with the change in the relations between business firms and between them and consumers, the third "player" in the economic game, namely the government, must also change its ways.

These changes must occur at several levels. For one, we must realise that most continental European countries have expenditure share in GDP which are 10 to 15 percentage points higher than those of our major international competitors. While part of this higher share is due to higher quality of public services, most of it goes back to higher European preferences for state provision of public services. But tastes change and more and more Europeans are realising that with economic development, with more differentiated societies, and also with increasing wealth, the usual demand patterns change. The post-war economies of the 50s and 60s conditioned a high demand for (relatively uniform) public services, the rich societies of the turn of the century, however, require less public provision, more differentiated goods (also public and merit goods), and rather higher quality than more quantity.

This recognition has only recently started to penetrate the thinking of European policy makers. I think we must build on that and ask ourselves very seriously, which functions a modern state still needs to provide, at which regional level, in what amount and in which quality. It has become quite obvious that a further increase in the revenue share – which in a number of countries hovers around 50% - is not politically palatable. And public deficits are set on a consolidation path.

While the tasks of the State are different from the ones private agencies (enterprises) provide, the confines of what delineates the public from the private sector have started to blur. This implies that more and more co-operation between public and private agencies are feasible (and desirable), the respective weights given by the specific task. The public sector can learn a lot from the private one about customer orientation, organisation, efficiency, personnel management, etc.

One of the most important tasks is the installation of effective budget controlling instruments at the government level, a task for which I am personally responsible in Austria. This project involves a large-scale reform of the way in which the budgeting process is carried out, performance is being measured, responsibilities are distributed and controlled.

We are in the process of installing global budgeting for all departments where decisions on substance and financing are lodged within the same units. We are designing instruments to get a grip on future costs of legislative measures. We must put more focus on the longer-term dynamics of expenditures.

We have initiated a process whereby all tasks the federal government performs (and this exercise must be extended to the other layers of government) are being evaluated as to their further need, their most efficient provision and their cost structure.

One of the projects with a lot of value added for citizens and enterprises is the installation of a "virtual public office", essentially a computer point where all necessary contacts with public authorities can be carried out electronically. This is complemented by the "one stop shop" principle which enables enterprises and citizens to obtain all necessary licences and other dealings with government at one central focus point, instead of having to contact around 30 different offices in case of an application for the establishment of a new business. These developments should result in significant time (and cost) savings to the "customers" of public services.

Also in the future the government will maintain its very unique and separate identity and form of organisation. Personally, I do not like the term "Austria Incorporated" which some politicians are fond of

using, implying that government should be run like a corporation. The general service idea, the need to balance interests of different parties, the macroeconomic tasks, its commitment to the welfare of all the country's citizens – all these distinguish government activities from private ones. But this distinction virtually requires that government uses the best methods available, that changes in the business and households sectors are mirrored by the government, in order to supply best value at lowest cost. And in the field of method and organisation, government has a lot to learn from the private sector.

Only if government realise that not only enterprises are under increasing competition, but that there is also intensifying competition among systems (states) where foreign and domestic firms and consumers compare services and costs across borders and make their locational investment or purchasing decisions accordingly, will government be put in a position to see its services of part of the (immaterial) infrastructure which the country needs for its citizens to flourish.

The new initiatives at the EU level, the pioneering work of the OECD in the field of government innovation – all these have to be implemented speedily. The political task is to find acceptance for these ideas among the citizens, the firms and – most difficult – the public employees. We in Austria are taking this task very seriously. Our objective is to streamline the public sector, to set the right incentives and to make it more efficient – in the interest of our citizens and enterprises.

## ***BELGIQUE / BELGIUM***

### **M. Pierre Chevalier, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur**

Je serai très bref dans mon intervention. J'ai quatre points.

Le premier, c'est que le Gouverneur belge souhaite, par son action qui tranche avec le passé, moderniser son système de protection sociale et augmenter les opportunités d'emploi. C'est ce que nous appelons en Belgique l'Etat social actif. En menant cette nouvelle politique, mon Gouvernement se situe dans la logique qui s'est dégagée des travaux de l'OCDE, en même temps qu'il s'insère dans les objectifs pris dans la stratégie de l'Union Européenne. Le Gouvernement a élaboré un plan d'action pour leur transposition sur le plan interne. Par ailleurs, le Gouvernement a conçu un accord avec les partenaires sociaux - syndicats et patronat - en vue de garantir leur soutien à la mise en oeuvre des conclusions du Conseil Européen de Lisbonne.

Mon deuxième point concerne l'investissement dans les ressources humaines. Certes, les nouvelles technologies présentent des risques - ce que nous appelons "le fossé numérique" en est un, mais en Belgique nous sommes fermement convaincus que les opportunités l'emportent largement sur les risques. C'est la raison pour laquelle nous réaffirmons en Belgique l'importance des politiques d'éducation et de formation aux nouvelles technologies. Dans ce cadre, nous avons d'ailleurs adopté un programme destiné à donner à chaque école l'accès Internet. Notre philosophie est claire : les nouvelles technologies, par leur effet d'entraînement, peuvent et doivent créer un cercle vertueux qui passe par la hausse des niveaux de vie, l'amélioration du capital humain et le renforcement de la cohésion sociale.

Mon troisième point est le suivant. Le Gouvernement belge est d'avis que l'emploi et la sécurité sociale restent les meilleurs instruments pour lutter contre l'exclusion sociale. Dans ce contexte, je souhaiterais souligner que, pour le Gouvernement belge, l'emploi n'est pas une masse fixe de volume de travail qu'il faut partager entre un nombre de travailleurs et d'employés mais une donnée qui évolue de façon dynamique pourvu qu'on élimine les obstacles structurels et fonctionnels qui empêchent le développement socialement justifié du marché du travail. La Belgique s'est engagée avec ses partenaires de l'Union Européenne à renforcer l'échange des meilleures pratiques, les "best practices", sur la base d'indicateurs arrêtés de commun accord.

Mon quatrième point concerne le rôle des PME (petites et moyennes entreprises) dans nos efforts de promouvoir la cohésion et l'intégration sociale au niveau européen et, partant, dans chaque Etat Membre de l'OCDE. Dans une économie comme celle que nous connaissons en Belgique, les PME jouent un rôle absolument moteur par leur ouverture à l'innovation dans un environnement de compétitivité et de dynamisme croissants. A cet égard, la Belgique se félicite de la tenue, à Bologne, à l'initiative de l'Italie, d'une conférence de l'OCDE. sur les PME dont les résultats sont significatif pour la reconnaissance de l'importance des PME pour la croissance, l'innovation, la création d'emplois, le développement régional et local ainsi que la cohésion sociale.

Permettez-moi enfin d'encourager l'OCDE à poursuivre ses analyses approfondies et de réaffirmer l'importance de son processus d'évaluation par les pairs. Dans mon pays les travaux de l'OCDE ont grandement contribués au concept de l'Etat social actif, concept dont nous sommes fiers en Belgique.

### ***COREE / KOREA***

#### **Mr Rak-Yong Uhm, Vice Minister of Finance and Economy**

I would like to begin by commending the OECD Secretariat on its first report for the Growth Project. We, the Korean government, believe that this Project will be instrumental in identifying new trends in the global economy as well as the driving forces of sustainable growth.

I understand the final report, which will be prepared next year, will provide greater factual evidence on network effects and specific research findings on elements that may make the "New Economy" possible. I expect that the report will provide important guidelines for sustaining economic growth and social cohesion in the new global age.

Mr Chairman, please allow me to say a few words to provide the Korean government's perspective on the topic at hand.

As well documented by OECD reports on my country, the Korean economy is in the later stages of overcoming economic crisis, which has been achieved in a short time by pushing forward a wide range of economic reform policies.

In doing so, our aim is not just to return to our pre-crisis status, but to elevate our economic structure to a higher level of efficiency and soundness. Accordingly, we are also initiating and implementing a national development strategy for a knowledge-based economy which targets knowledge as a new major growth source. We are making efforts to raise multi-factor productivity by incorporating knowledge into the traditional factors of production.

Prospects are encouraging in this regard. During the past year or two, we have witnessed a spectacular growth of the knowledge-based sectors. In particular, the ICT related sectors grew by 22%, accounting for 38% of the Korean economy's overall growth rate of 10.7 % in 1999. Such growth has been associated with the opening up of a new world of exciting opportunities for small and medium-sized venture enterprises, which have been concentrated in these sectors.

In order to ensure a smooth transition to the knowledge-based economy, we are also developing a digital divide solution policy in parallel with our digital promotion policy.

The policy is being implemented with a view to safeguarding the disadvantaged sectors of society most at risk of succumbing to the digital divide and, thereby, improving income distribution and enhancing social cohesion. The key features of this policy include:

- Providing high-speed internet service in farming and fishing villages,
- Supporting the supply of free PCs and internet access for low-income students, and
- Providing digital education for homemakers, farmers and fishermen, the elderly and the handicapped.

Finally, I would like to briefly mention the historic inter-Korean summit talks that took place two weeks ago in the North Korean capital of Pyongyang.

The successful conclusion of the summit created momentum for the easing of tensions on the Korean Peninsula and paves the way for a new era of reconciliation and co-operation between South and North Korea. We believe that the talks will be a major step towards lasting peace and stability in Northeast Asia.

My government also believes that pursuing balanced development of the economies of the South and North will be essential in fostering long-term social cohesion for the entire Korean Peninsula.

In this regard, we plan to pursue economic cooperation with North Korea, on a gradual, step-by-step basis, and at a level commensurate with our capacity.

As we reflect upon the recent summit talks, I would like to emphasize the crucial role the international community played in helping bring about this historic event. My government deeply appreciates the support of the international community, in particular those countries represented here at the Ministerial Council Meeting.

We very much hope that the fellow Member countries of the OECD would continue to lend their interest and support in encouraging development of the North Korean economy and helping it become a more active member of the international community.

## ***ETATS-UNIS / UNITED STATES***

### **Mr. Martin N. Baily, Chairman, Council of Economic Advisers**

*Why are we talking about a new economy in the U. S.?*

The first reason is that productivity growth has accelerated from about one and a half percent a year 1973-95, to about 3 percent a year 1995-99.

This acceleration is heavily related to technology, both the investment in IT hardware and software (i.e., the use of the technology), and also the extraordinary productivity of the industries producing the technology.

Some part of this acceleration is surely temporary, the result of unusual growth in demand, and it is only about four years in duration. But a substantial fraction appears to be structural and hence, potentially, will result in a sustained improvement in productivity performance. Moreover, the signs of information technology as an enabler of business system change have been visible for much longer than just four years.

The second reason is that there has been a dramatic increase in the stock market valuation of U. S. corporations. The rate of increase was 16 percent a year from January 1993 through May of 2000,



resulting in nearly \$18 trillion of wealth held by shareholders. The increase in market valuation has been oriented to the high-tech sector. NASDAQ and Internet stocks accounted for a large fraction of U. S. market capitalization in March of 2000.

I am not going to comment on whether the market today is overvalued, undervalued or just right. But I note that even if someone (not me) believed that only a half of the growth in the market since 93 were just speculation, there would still have been trillions of dollars of stockmarket wealth added due to fundamentals.

The third reason is that there are direct signs of acceleration in the accumulation of knowledge and intangible capital. R&D spending has soared, so has the number of patents, and the number of trademark registrations. Use of the Internet and the Web is exploding. This type of evidence reflects only the tip of an iceberg, but it all points in the same direction.

#### *Size and Innovation in the New Economy*

The increased importance of information and intangible capital results in two countervailing trends with respect to size. There are centrifugal and centripetal forces at work.

First, since information has high fixed costs and low marginal costs of production, there are economies of scale and scope. Large firm size and first mover advantages become important, and the advantages of size are accentuated by globalization.

But, at the same time, lower costs of communication and interaction allow small companies to compete by entering a market at a narrow point in the value chain. This can force large companies to outsource activities or downsize, to focus on core competencies. They may choose to globalize on only a sliver of their overall business. As one would predict from the work of Nobel Prize winner Ronald Coase, the boundaries of firms and industries are being changed by developments in IT. In the end, new competition will determine how the boundaries of firms and industries are changed.

One activity being outsourced is technology development. In large companies, burdensome review processes can stifle innovation, in part because innovation undermines existing vested interests within the firm. In the past, lack of financing has provided a barrier to innovation in small firms, but today's venture capital industry, and the active IPO market, have reduced this barrier and encouraged innovation by small firms. Through stock options, the market has provided tremendous incentives to successful innovators.

Another facilitator of innovation in the U. S. has been access to talent. Higher education provides a flow of new-trained graduates. Immigration has also been important. Twenty-nine percent of the new start-up firms in Silicon Valley 1995-98 had CEOs from India or China.

#### *The Interaction of the Old and the New Economies*

*The new economy is dramatically affecting the old economy.* Farmers can use the Internet to check meteorology and soil forecasts based on satellite information. Nurses carry Palm Pilots that contain patient information from all parts of the hospital. Truckers get street directions from the GPS system and are tracked by their companies. They use the Internet to seek out new loads and avoid empty return trips.

These impacts may not always be visible in macro data. Productivity is poorly measured in many old economy industries. And the innovations companies are adopting may not boost market value when industry competitors are all doing the same thing. As Schumpeter noted years ago, excess profit come from innovating ahead of competitors.

*The old economy is driving the new economy.* The interaction is two-way. For example, a dynamic evolving retail industry is using the new technology to communicate and coordinate its value chain from marketing and design, to customer check out, to transportation, to wholesaling, to purchasing and manufacturing. This creates demand for hardware, software to improve business systems. The same story applies over and over as traditional industries become the customers and end-users for the information sector.

It is appropriate to talk of a new economy. But recall that most of the jobs and most of the GDP remain in traditional industries. These are driving the new economy as they themselves are being changed by it.

### *Policy in the New Economy*

We know from the macro data that investment has been a major part of the acceleration of productivity. Fiscal discipline and sound monetary policy have been vital parts of the low-interest-rate high-investment U.S. expansion of the 1990s.

I mentioned the strong higher education system in the U. S. It is important that students from all backgrounds have the opportunity to take advantage of the system. Moreover, in a world where steelworkers sit at computer consoles controlling giant machines, computer skills are often needed by high school graduates. Companies are looking for workers at all levels that can keep records, understand instructions and solve problems. These are skills that schools must teach in order that workers not be left behind.

Right now, some workers are struggling in the new economy. Old skills have become obsolete. Jobs have been lost. To deal with this problem, access to training and retraining is vital, plus a safety net that encourages work, including adjustment assistance and programs such as the Earned Income Tax Credit.

The private sector is the heart of the new technology. But at critical points the government has played a central role through support for basic and precommercial research. And while the new technologies have prospered in a freewheeling, free-market culture, there are times when government must set rules of the game—intellectual property protection, international trade rules, privacy, anti-trust policy, labor protections. Government has a key role in the establishment of the infrastructure of the new economy.

Finally, however, I want to stress policies toward competition, open markets and change. New firms, new technologies and new business systems are springing up. The nature and pace of technology are new, but the importance of change is not. Studies of manufacturing plants and studies of industries in different countries have revealed that productivity growth depends on the entry of new establishments and firms, the expansion of the most efficient operations and the reduction or closure of the less efficient—in short, it depends on productive evolution.

To offer an analogy: At 4° Celsius water and ice remain in equilibrium. The proportions of each remain the same. But in actuality the ice is continuously melting and the water is continuously freezing. The apparent equilibrium conceals massive change at the micro level.

Similarly, an economy may appear to be growing steadily. But underneath there is massive change. Jobs are being created and destroyed. New firms are entering and old firms leaving. New technologies are developed that gain competitive advantage for a period, and then are overtaken.

Policies and regulations that encourage flexible labor and product markets, competition and openness are the policies that support economic evolution and change. These can and must be given a human face. They promote leading edge performance in traditional industries, which, in turn, drive innovation in the new economy.

One final comment on the spread of the new economy to other countries. Many of them have more to gain from the new economy because their traditional industries have not evolved as far, and the potential for performance improvement is greater. But the potential for social disruption is also greater. The adjustment to the new economy may be harder to manage in economies that have traditionally been more tightly regulated.

## **JAPON / JAPAN**

### **Mr Hisamitsu Arai, Vice-Minister of International Trade and Industry**

#### ***Policies for Growth and Social Cohesion***

Information technology (IT) has brought about a new and ever-expanding global market and transformed the economic system, as witnessed by the rapid growth of the knowledge-based economy. With the emergence of this new economy, which differs substantially from the traditional economy, we need to establish an environment in which each participant in the market is able to realise the potential of and take full advantage of the benefits of a knowledge-based and globalised economy.

From this point of view, I would like to emphasise, in particular, the importance of intellectual property rights policy and competition policy.

Let me first say a few words about intellectual property rights policy. As the soft-economy advances, the value of ideas takes precedence over that of goods. It is essential to create a mechanism that gives appropriate incentives to engineers, scientists and researchers as innovators to actively engage in innovative research and development activities. Therefore, appropriate intellectual property rights protection is needed as a catalyst for innovation, helping to “add the fuel of interest on the fire of genius.”

A tremendous amount of varied information is freely flowing throughout the world. At the same time, there has been a substantial increase in intellectual property rights infringement. It is clear that in order to realise a trustworthy information society, we need a system that prevents such abuses and gives appropriate rewards to efforts and talents devoted to inventions.

Let me now touch upon the creation of a pro-competitive policy. In the information society, the major industries will be those whose marginal production costs are very low compared to the costs of developing products. Therefore, we are apt to witness dramatic changes in the competitive style between companies and between markets such that innovators and early market entrants swiftly get the lion's share or that new markets instantaneously overtake old markets. Therefore, competition in such markets tends to be stymied, which in turn can lead to a dominance or monopoly through a network effect, the power of which can be abused on a global scale. International co-operation is needed to deepen discussions on pro-competitive rules that can respond appropriately to the features of the new economy.

I know that it is not an easy task to respond in a timely and appropriate manner to the new economy which is rapidly expanding by dog year. In concluding my intervention, I would like to stress the importance of urging the Organisation to help us engage in ambitious discussions on appropriate policies and co-operation.

**JAPON / JAPAN**

**Mr Taichi Sakaiya, Minister of State, Economic and Planning Agency**

**1. *Preface: The Japanese Economy and the Future Policy Tasks***

The Japanese economy is presently overcoming a long recession phase and simultaneously accomplishing major structural reforms toward the realization of a “knowledge value” society.

As I first contended in a book written in 1985, the “knowledge value” society is now becoming the dominant paradigm in the post-industrial society. At that time, I defined the “knowledge value” society as “a society where the value of knowledge is the primary source of economic growth and corporate profits.” This is now being achieved in North America and several European and Asian countries via the IT revolution. It can be said that the so-called “New Economy” has been brought about by a momentous change in social systems triggered by the IT revolution and that it represents the initial phase of a new stage of the historical development. The U.S. economy appears to be already in the midst of this process. However, Japan—which built up the consummate industrial society for the mass-production of standardized goods—has vacillated at the advent of this great change. This vacillation was a major cause of the stagnation of the Japanese economy during the 1990s.

**2. *The Japanese Economy over the Past Two Years***

*i. Overcoming the Greatest Recession in the Postwar Era*

From 1997 through 1998, the Japanese economy experienced its most serious recession in the half century since the end of the World War II. To counter this recession, the administration led by Prime Minister Keizo Obuchi, which took office in late July 1998, implemented policies in every field including fiscal, tax, and financial measures, and struggled to prevent Japan from falling into a deflationary spiral.

First, the Obuchi Administration introduced market principles into the financial industry, with thorough adherence to the process of selection and elimination. Second, the administration worked to prevent bankruptcies of small and medium-sized enterprises by creating a special credit-guarantee framework for these firms. Third, the administration expanded demand via large-scale public works expenditures and tax reductions. Meanwhile, the Bank of Japan has adopted the so-called “zero interest rate” policy since February 1999 to help underpin the economy via monetary policy. As a result of these efforts, since the summer of 1999, confidence in the outlook for the Japanese economy has been recovering, albeit slowly, leading to a rise in stock prices and a recovery in capital investment.

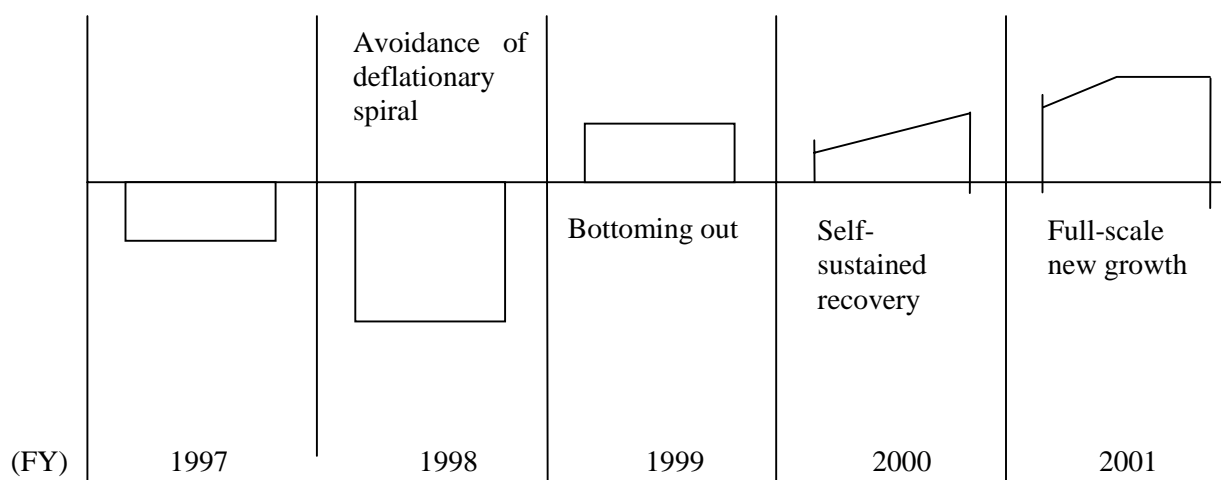
*ii. Achievement of Positive GDP Growth in Fiscal Year 1999*

In the fiscal year 1999, the Japanese government gradually shifted the relative emphasis of its policies toward projects for the next century and began to focus its efforts on implementing structural reforms and preparing the foundations for new development, as well as on stimulating the economy via aggregate demand expansion. Consequently, in fiscal year 1999, the Japanese economy achieved a positive real GDP growth of 0.5 percent, essentially attaining the government’s target.

**3. *The Present Conditions of the Japanese Economy***

Although the Japanese economy is still facing a severe situation, the movement toward economic recovery has become clear. The government has positioned fiscal year 2000 as “the year of self-sustaining economic recovery,” and aims at putting the economy on a self-sustained recovery path led by private demand.

## Roadmap of Japan's Economic Rebirth



Note: The heights of the bar charts in the diagram do not necessarily correspond to growth rates.

The government's Economic Outlook released last December forecasts a real GDP growth of 1.0 percent for fiscal year 2000, but at present many private research institutes and international organizations are predicting higher growth rates in their recent projections.

### Real GDP Growth Projections by private research institutes and international organizations

Private Research institutes (as of 23 June)					
(After 1-3 QE)	Average of projection	FY 2000	1.7%	FY 2001	1.9%
	Highest projection		2.5%		3.5%
	Lowest projection		0.9%		0.7%
OECD (May 2000)		CY 2000	1.7%	CY 2001	2.2%
IMF (April 2000)		CY 2000	0.9%	CY 2001	1.8%

The policy issue in Japan henceforth is to enhance qualitative changes, or structural reforms.

#### 4. *The Outlook for the Japanese Knowledge Value Revolution*

Over the past two years, the Japanese economy has achieved rapid structural reforms, the purpose of which is to change various systems and customs established to achieve an industrial society for the mass-production of standardized goods toward ones more appropriate for the knowledge value society.

##### i. *Progress Toward the Knowledge Value Society*

The first attempt has been to change the financial system. In 1998, the Japanese government abandoned its traditional policy of protecting financial institutions across the board and implemented a strict market-oriented policy by enhancing selection and elimination. This policy change has resulted in a

major restructuring of the financial sector. Japan's 17 major banks will be reorganized into four large banking groups by next April.

The rearrangement of the financial institutions is shaking the "keiretsu" corporate groupings that have been organised around large financial institutions. Moreover, the business custom of placing and receiving orders based on "keiretsu" affiliations is also in the process of collapse in some fields, and transactions over the Internet are on the rise.

Employment customs are also changing and the practice of lifetime employment is weakening.

Furthermore, policy direction toward small and medium-sized enterprises has shifted from protection to an emphasis on the establishment of new businesses, by which the government is striving to attain a low-cost structure throughout Japanese economic society.

*ii. New Developments*

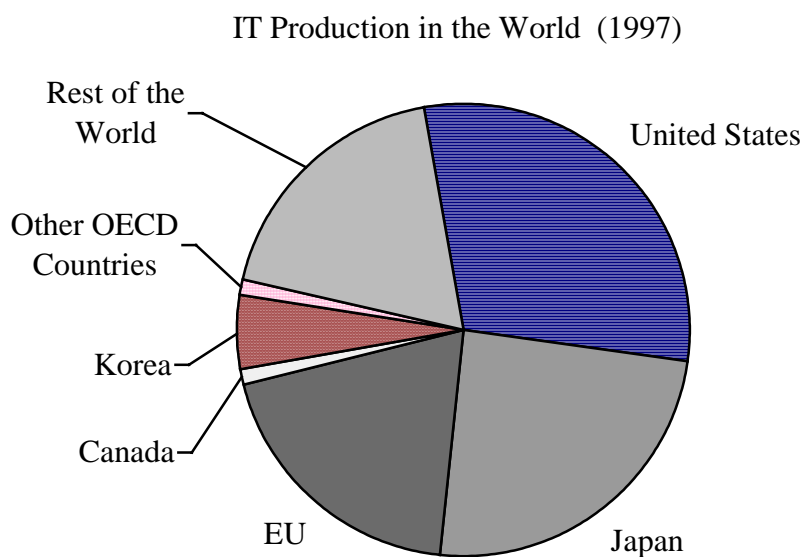
Private capital investment has been increasing since the fourth quarter of 1999. It is said that a central role has been played by IT-related investment. The spread of information equipment in the household sector has also been remarkable. The number of mobile phones has already reached 50 million units, surpassing the number of fixed telephone lines. Particularly, the number of "i-mode" units, which have larger screens and provide access to the Internet, is projected to exceed 10 million units within fiscal year 2000. This has the potential of completely changing the life and the information environment of the Japanese people.

The nursing care insurance system, which was launched in April 2000 to address the aging of the society, is expected to lead to expanded employment through the market entry of private firms into the elderly care business and the expansion of services.

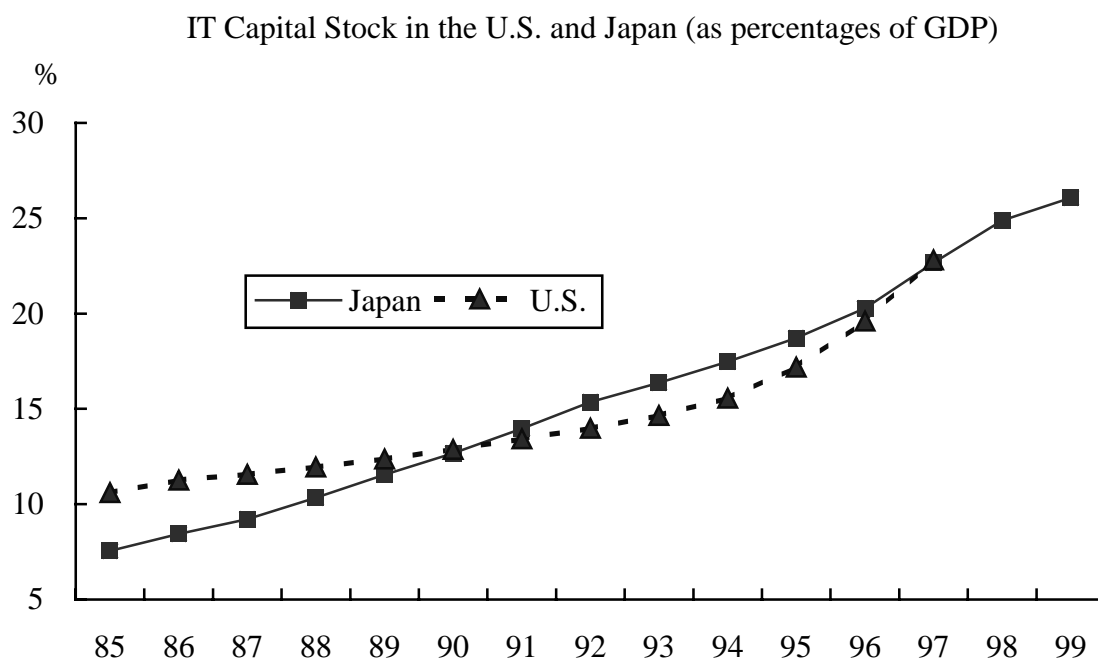
In the environmental field, Japan has now begun earnest efforts towards reducing, reusing and recycling of goods following the enactment of the basic law for the promotion of recycling society.

*iii. Issues to Realize the IT Revolution*

Japan's IT activities can be comparable to those in the U.S. in terms of production capability of IT-related equipment. However, the acceleration of economic growth and improvement of productivity resulting from the IT revolution has not yet been realized. Japan is particularly behind the U.S. in development of software and in the creation of versatile content. Japan has the outstanding advantage of creating content in the fields of animated cartoons and software for games. However, the financial system and the social evaluation system are not sufficient to develop them.



Source: OECD, "IT-OUTLOOK 2000"



##### 5. *Conclusion: The Rebirth of Japan and the IT Revolution*

As noted in the OECD Secretariat's "Growth Project" report, promoting the IT revolution to improve productivity throughout the economy will be an imperative factor for the revitalization of the Japanese economy, or for the realization of a Japanese knowledge value revolution. I have great expectations for the OECD's final report, which includes policy recommendations by the Secretariat.

I believe that three fields—IT, the environment, and the response to the aging of society—will be the key areas for rapidly achieving a Japanese renaissance. Although Japan is facing extremely harsh fiscal conditions, it also has massive savings that surpass the fiscal deficit, and I am convinced that Japan has sufficient strengths to complete a knowledge value revolution within two to three years.

***PAYS-BAS / NETHERLANDS***

**Gerrit Ybema, Minister for Foreign Trade, Minister of Economic Affairs**

I would like to thank you for giving me this opportunity to present my views on the policy consequences of the New Economy.

In my view, the new economy is not an isolated phenomenon. I would say that we are experiencing a broader, more structural change in social-economic conditions. The three main features of this change are, firstly, the information revolution, secondly, the trend towards individualisation of our societies, and thirdly, the ongoing internationalisation of our economies. We are not just faced with the fact that companies make more and more use of information and computers in their production processes. For businesses and governments alike, the whole world is becoming more demanding. On the one hand we are faced with ever more fierce international competition, on the other hand we are faced with more critical and demanding citizens and consumers. In my view, the requirements of this modern knowledge based society translate into four policy objectives. Firstly, to create an adequate framework for the internet economy. Secondly, to create a climate for excellence in education and R&D, thirdly, to create a flexible and entrepreneurial society, and fourthly, to implement the transition from a welfare state to an enabling state, that supplies both opportunities and incentives for investment in employability. Let me briefly give you my thoughts on each of these objectives.

Firstly, the IT-revolution will have to penetrate into the very veins of our economies. IT has the potential to become a breakthrough technology, and like earlier breakthrough technologies, it may herald a new era of social and economic progress. An important prerequisite for this to materialise is the presence of adequate 'framework conditions' for the Internet economy. Issues like safety, privacy, and harmonisation of technological standards will have to be settled, if the Internet economy is to blossom. Furthermore, competition in telecommunications over and between infrastructures must be fostered, and telecommunications services must be broadly and cheaply accessible to consumers. Additionally, the modern knowledge-driven economy may also have implications for competition policy. The production of knowledge-intensive goods and services is characterised by high fixed and low marginal costs, and by network externalities. Consequently, markets for such goods may well contain monopolistic tendencies. On the one hand, dominant market positions may be attained more easily than in the old economy. On the other hand, loss of a dominant market position may imply that firm is driven off the market. In short, markets may become 'winner-takes-all-markets'. Competition policy must be equipped to deal with these issues, if and when they arise.

The second policy objective is related to knowledge in a broad sense. R&D will become more important in a knowledge-driven economy. Technological progress will take place ever faster. In such an economy, the need to develop new technologies, and the need to apply these technologies in new products and production processes, will pose ever more stringent demands on the climate for R&D. Governments will have to stimulate the production of knowledge in top-class universities, research centres, and technologically advanced firms. Furthermore, the link between development and application of technology will have to be improved. This requires transparent market places for technology, where firms with specific technological needs may come in contact with suppliers of technological know-how.



Competing in a knowledge-driven economy will also require an excellent system of education. Therefore, we will have to evaluate whether the institutional structure of current education systems stimulates the development, accumulation, and diffusion of knowledge. It is my firmly held belief that by and large it does not, and that market forces and initiatives will be needed to make our education systems more dynamic. Schools and universities must be and will be faced with competitors at home and abroad, both for students and for teachers. They will have to prove themselves in this competitive environment.

Thirdly, our economies will have to become more entrepreneurial. As a result of the lower search costs associated with the Internet, consumers will find it cheaper and easier to compare prices and product characteristics, and to find products that meet their specific demands. National economies can only survive in this competitive world, if they themselves are competitive. They must be conducive to entrepreneurship and competition. Regulatory burdens must be lowered, and it must become easier to set up firms. This will require a broad range of policy initiatives, aimed at for instance cutting unnecessary regulation, but also at prices and availability of venture capital. Furthermore, it is important to realise that firms in the new economy will operate in a new, more risky environment. Knowledge and technology are less tangible than old-economy assets like plants and equipment, and the return on investment in technology may become more difficult to assess beforehand. This effect must be compensated for by raising the incentives to invest in technology, for instance by lowering the corporate tax burden, but also by adequate protection of intellectual property rights.

Another way in which our economies may become more competitive is by opening up new markets. Let me explain. The dynamics of the modern economy will also have implications for governments. Consumers, or rather citizens, that demand high-quality, tailor-made goods and services from private firms, will not be satisfied by public service providers that do not meet the same standards. In most western countries, however, public services are supplied by inefficient bureaucracies. Consequently, there is the risk of a social divide: those that have the opportunity to do so will turn to private, high-quality suppliers of for instance health care and education, simply because bureaucracies are not equipped to deliver tailor-made high-quality services. Therefore, governments will have to redefine their role in public service provision. Their task should be not to supply public services themselves, but – again - to leave room for market initiatives and market forces. The government should only set and enforce standards, in other words become supervisor, instead of supplier. And many of these services like health care and education, will form new markets with new opportunities for private initiative.

There is yet another aspect to the entrepreneurial society that I would like to highlight. A modern knowledge-driven economy will have to be characterised by flexible institutional arrangements. When someone wants to make the step from being unemployed to becoming employed, his institutional environment should accommodate, and indeed stimulate such a step. The same holds true when a worker wants to become an entrepreneur. Speaking for my own country, there are many examples of situations where choices made in the past tend to lock people in, and inhibit their development in later stages. It is not easy to undo a choice once made between following an education and working, or between working and taking care of children. For instance, if someone goes to college right after school, he gets financial support from the government. If he goes to college after having worked for a couple of years, he does not. By institutional arrangements such as these, choices made in the past may become permanent. However good the intentions were when we devised them, many of our institutions will become barriers to the development of human capital, and will prevent talents from being exploited. Therefore, transitions between working and setting up your own a company, between working and following an education, should become more fluid.

The fourth policy objective is the transition from a welfare state to an enabling state that supplies both opportunities and incentives for investment in employability. In the modern knowledge-driven economy, social security arrangements will change in nature. Policy should be aimed at stimulating people

to work, and at stimulating those who do not work to reintegrate into the labour force as quickly as possible. People should get both the opportunities and the incentives required to keep up with developments in the labour process. In the modern economy knowledge and education will be crucial. Adequate levels of training and education form the best guarantee for job security. If someone becomes redundant in the new economy, he will have to improve his training and education in order to get back to work. This will require a shift in emphasis within social security arrangements. Social security should not be aimed primarily at providing stability of income, but at offering incentives and opportunities for earning income.

Governments themselves will have to concentrate on their core competences. A government's core competence is not the provision of goods and services, but setting standards and enforcing rules. Clearly, the level at which most rules are determined will change. In some cases, national governments will decentralise responsibilities to local governments. In many other cases, national policy will have to be embedded in international agreements. Apart from the obvious examples such as environmental policy, this also holds true for many of the challenges that will be posed by the new economy. Harmonisation of technical standards, and of the legal framework for e-commerce, the creation of a European area for R&D, removing the remaining barriers to international trade, these are all issues that will have to be addressed at the international level. That is why meetings like these are so important.

## ***TURQUIE / TURKEY***

### **M. Recep Önal, Ministre d'Etat chargé des affaires économiques**

Nous nous félicitons, conformément aux décisions prises par le Conseil des Ministres de l'OCDE de l'an dernier, qu'une nouvelle étude en matière de croissance ait été entreprise par le Secrétariat.

Nous constatons que les effets de la dernière crise intervenue en 1997 et 1998 ont pratiquement disparu. Ceci dit, la question de savoir ce qui doit être fait pour avoir une croissance économique qui soit en accord avec l'environnement et qui ne porte pas atteinte à la stabilité des prix est toujours d'actualité.

Nous estimons qu'il serait opportun de bien analyser le phénomène de la croissance afin de renforcer les mécanismes susceptibles de prévenir la répétition des crises.

La croissance se poursuivra-t-elle dans la zone OCDE ? Ces opportunités de croissance créeront-elles de nouvelles demandes et de nouvelles productions pouvant contribuer à une meilleure répartition des revenus ? Quelles sont les politiques que les décideurs doivent mettre en œuvre ? Bien qu'il soit difficile de trouver une réponse à toutes ces questions, nous avons l'espoir que l'étude en cours permettra de dégager de nouvelles pistes.

Par ailleurs, outre les facteurs traditionnels de production tels que la main-d'œuvre, les capitaux et les ressources naturelles, la croissance de la productivité globale de l'ensemble des facteurs a acquis beaucoup d'importance. Dans le cadre de la nouvelle économie, la production du savoir et l'accès à la connaissance ont désormais un caractère incontournable.

L'OCDE, est chargée de rechercher les moyens permettant à ses Membres de renforcer leurs structures économiques et de rendre possible une croissance stable et durable, et à ce titre d'orienter nos gouvernements. Ceci dit, à notre sens, tout en nous préoccupant de la prospérité de nos propres sociétés, la bonne approche consisterait à multiplier le nombre d'analyses tenant compte des efforts économiques des pays pauvres afin de leur apporter un soutien technique. Il sera peut-être difficile d'enregistrer des progrès immédiats mais, parallèlement à la progression du budget de l'OCDE, nous pourrions accroître les études concernant les économies des pays défavorisés et la réduction de la pauvreté. Dans le contexte de la

globalisation, outre le développement, nous pourrions contribuer d'avantage à l'amélioration de la répartition des revenus et à la consolidation de la paix sociale.

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais à ce stade résumer la situation économique dans laquelle se trouve la Turquie.

Toutefois, je tiens à remercier l'ensemble des pays Membres de l'OCDE qui ont apporté leur appui moral et matériel suite au terrible séisme qui a frappé notre pays l'année dernière et qui a également bouleversé notre économie. Je voudrais également exprimer ma gratitude au Secrétariat de l'OCDE d'avoir entrepris sans délai les études techniques sur le sujet.

Une mission d'inspection technique de l'OCDE s'est rendue en Turquie au lendemain du tremblement de terre ainsi qu'au mois de mai 2000, afin d'analyser la situation économique suite au séisme. Je sais que le rapport qui a été préparé sera inclus dans l'évaluation économique annuelle de mon pays au mois de novembre. Il est indéniable que ces études de l'OCDE contribueront grandement aux évaluations de nos propres entreprises publiques et privées.

Dans le cadre de l'accord signé entre notre gouvernement et le FMI, le programme de stabilité économique et de lutte contre l'inflation a déjà produit de très bons résultats dans ses grandes lignes quatre mois après sa mise en oeuvre. Nous avons déjà constaté de très bons signes notamment au sein des marchés financiers.

La lettre d'intention additionnelle qui a été remise au FMI au terme de l'évaluation du premier trimestre du programme, a été examinée à l'occasion de la réunion du FMI au mois d'avril confirmant que la Turquie poursuivait son programme avec succès et a conduit au déblocage de la seconde tranche du financement prévu.

La productivité de l'économie turque a repris de la vigueur après le retrécissement de l'an passé. Comparé au premier trimestre de 1999, nous constatons notamment que l'industrie manufacturière du secteur privé est à nouveau dans une phase de croissance positive. Sous l'effet de la hausse des prix du pétrole et de la reprise économique le déficit des opérations courantes au cours du premier trimestre 2000 s'est creusé. Cela étant, il est de nature à pouvoir être maîtrisé.

Malgré la reprise de la production et de la demande on note une diminution de la hausse des prix. Cette diminution, qui s'est précisée au début du mois de février cette année, s'est poursuivie au mois de mars et au mois de mai. L'indice des prix de gros ainsi que l'indice des prix à la consommation enregistrent les valeurs les plus basses des huit dernières années.

Un autre volet du programme de lutte contre l'inflation réside dans la poursuite avec succès de la politique de change dont le but est de stabiliser durablement la monnaie turque. Les réserves en devises sont toujours au-dessus des minimas convenus avec le FMI. Parallèlement à cette évolution nous constatons une amélioration des notations attribuées à la Turquie par les organismes internationaux d'évaluation. 5,1 milliards de dollars ont été obtenus des marchés financiers internationaux par le biais d'émissions obligataires.

L'effet le plus notable du programme de lutte contre l'inflation sur les marchés financiers a été la baisse des taux d'intérêts. Les taux d'intérêts des émissions du trésor public au cours de l'année 2000 sont largement en dessous de ceux de l'année précédente, d'où un prolongement de la durée de l'endettement. Bref, la confiance des marchés s'est accrue.

L'un des éléments du programme économique que nous mettons en œuvre a consisté en la création d'un conseil supérieur bancaire de régulation et d'inspection totalement indépendant afin de mieux surveiller ce secteur et de consolider sa structure concurrentielle.

En matière de sécurité sociale, d'importantes réformes ont été entreprises, le régime de sécurité sociale a été doté d'une structure plus rationnelle contribuant à diminuer ainsi le poids des organismes de sécurité sociale sur le budget.

Dans le domaine du secteur agricole très sensible pour de nombreux pays, beaucoup d'efforts ont été déployés pour entamer des réformes visant un soutien direct au revenu en remplacement du système en vigueur afin de rationaliser le soutien à l'agriculture.

Par ailleurs, et en ce qui concerne les privatisations qui sont d'une importance vitale pour la réussite du programme de stabilité, 5 milliards de dollars ont été obtenus au cours des quatre premiers mois de l'année, ce qui nous montre que nous atteindrons l'objectif de 7,6 milliards de dollars que nous nous étions fixé pour l'année en cours.

Parallèlement à ces développements, quand nous comparons les évolutions hors intérêts du budget entre janvier-mai 1999 et janvier-mai 2000, nous voyons que l'excédent budgétaire qui était de 900 millions de dollars l'année dernière a atteint aujourd'hui 6,6 milliards de dollars.

En conséquence, nous constatons que notre programme économique se déroule de façon satisfaisante. Notre économie qui avait connu une régression de 6,4% en 1999, espère atteindre une croissance maîtrisée de 5,5% en l'an 2000.

***POINT 199 : PRINCIPES DIRECTEURS A L'INTENTION DES ENTREPRISES  
MULTINATIONALES  
ITEM 199: GUIDELINES FOR MULTINATIONAL ENTERPRISES***

***AUTRICHE / AUSTRIA***

**Mr Martin Bartenstein, Federal Minister for Economic Affairs and Labour**

Austria supports recent OECD efforts to improve public and corporate governance in international economic affairs: the OECD Convention against Bribery and Corruption signed in 1998, the OECD Principles of Corporate Governance adopted last year and the just finished review of the OECD Guidelines for Multinational Enterprises. By addressing important concerns raised in the public debate on the effects of globalisation, these efforts perfectly complement the long-standing OECD work on the benefits of crossborder trade and investments.

I am convinced that the newly revised OECD Guidelines for Multinational Enterprises, effectively and responsibly implemented, can help to secure the public consensus necessary for further improvements of the international framework for investments.

The Guidelines review also highlighted the benefits, both in terms of substance and of efficiency, of an active approach towards collaborative, multidisciplinary work through increased co-operation among Committees and Directorates and, more generally, of increased transparency and openness towards all interested parts of society and towards non-member countries. These positive developments should be explicitly recognised and further strengthened.

***PAYS-BAS / NETHERLANDS*****Mr Gerrit Ybema, Minister for Foreign Trade**

By adopting the revised Guidelines for Multinational Enterprises, the OECD will once again provide testimony of its added value. In 1976, the OECD Guidelines appeared as the first comprehensive code of conduct for international business. And it is still the only one. It was not a question of governments imposing rules on business. That would never work. In drawing up the Guidelines, business and labour have been consulted all along the way. The aim was to create a voluntary engagement. This tripartite set-up has ensured continued respect for the Guidelines.

In reviewing the Guidelines the same concept has been retained, except that we have included NGOs in the consultations. That is only logical, given that most of us now consult NGO's on questions of trade and investment. The review has reaffirmed the soundness of the original Guidelines. Although the changes are important, they are not revolutionary. Most of all, they reflect the important progress made by international business itself. It is business which has set itself higher standards in corporate responsibility. As governments we should acknowledge that progress.

Corporate responsibility is an important part of my political agenda at home. In my view restoring political consensus on free trade and investment requires an engagement by business. I do not believe that corporate responsibility is a fad or a hype. Most major firms understand perfectly well that they need a licence to operate in today's world of critical and well-informed consumers.

As governments we should assist business in providing an adequate international framework of recommendations. Such a framework is an indispensable tool for firms with major international operations. It is an equally indispensable tool for governments in answering questions from the public as to how firms are expected to behave. With the new OECD Guidelines we now have an adequate international framework.

I am pleased to give my full support to the new Guidelines. And I am proud of the fact that the review has taken place under Dutch chairmanship. I salute my colleagues from Argentina, Brazil and Chile for their countries' participation in the review process. I am confident that all of you will join me in adopting these new Guidelines.

***REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC*****Mr Pavel Mertlik, Vice Prime Minister and Minister of Finance**

My authorities do appreciate the result of the revision of the Guidelines for Multinational Enterprises in the field of investment. We share together with governments of other countries adhering to the Guidelines the set of values newly incorporated into them. We understand that the text, which we are endorsing today, represents a delicate balance of views and interests of all parties involved. I mean OECD Member states and adhering non-Members, representatives of business and trade unions as well as some NGOs.

As a recommendations of non-binding nature, which our governments do address to multinational enterprises operation in our countries or from them, the Guidelines, if accepted by the business community and well implemented, would play indispensable role in promoting appropriate investment and business behaviour and stimulate investment flows in line with sustainable development.

We find it important that new chapters on environment and consumer interests were introduced into the Guidelines and that the provisions on core labour standards and human rights were strengthened.

Compared with our concrete domestic situation, framework which the Guidelines do establish goes sometimes beyond what the current legislation requires from domestic enterprises. We hope that high standards of business behaviour set up by foreign investors will serve as an example of conduct to the domestic firms.

As far as the implementation procedure is concerned, we in the Czech Republic are in the process of mobilising the functions of the National Contact Point. Up to now, our NCP was not exposed to any problem arising from foreign investment. The need to promote the revised Guidelines becomes now actual. As life in other Member countries showed, when the number of cross-border investors is growing, different kinds of conflicting issues, related in substance to the Guidelines, can easily arise and we should be prepared for smoothing them. The Guidelines provide us with a good framework to do so.

We believe that the Guidelines will well serve their purpose.

## **SUISSE / SWITZERLAND**

### **Monsieur Pascal Couchepin, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'économie**

La révision des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales marque l'aboutissement de négociations longues et ardues. Ce que nos négociateurs sont parvenus à accomplir au terme des dernières séances marathons peut être qualifié de bon compromis. Avec les Principes directeurs révisés, nous avons atteint notre but : proposer un cadre moderne de référence aux entreprises multinationales, encouragées à continuer à faire preuve de comportements responsables, à agir en « good corporate citizens ».

Le résultat de cette révision doit d'abord être apprécié à la lumière des développements récemment intervenus dans l'environnement économique global. A cet égard, je relèverai :

*Premièrement* : une mise à jour des Principes directeurs s'imposait face à une série d'évolutions marquantes depuis la dernière révision de 1991. Citons, dans le domaine de l'environnement, la Déclaration de Rio et l'Agenda 21, ou, dans celui de la lutte contre la corruption, les instruments pertinents de l'OCDE.

*Deuxièmement* : les controverses sur l'élaboration de règles appropriées pour une économie qui se mondialise ont gagné en importance. Je me réfère ici principalement à l'arrêt des négociations en vue d'un accord multilatéral sur l'investissement, l'AMI, et à l'échec du lancement, à Seattle, d'un nouveau cycle de négociations multilatérales.

*Troisièmement* : la mondialisation de l'économie suscite de nombreuses inquiétudes, dont les entreprises multinationales sont rendues responsables.

Le résultat de cette révision n'est, à mes yeux, pas le seul motif de satisfaction. Le processus de révision, en tant que tel, en est un autre. Pour la première fois, en effet, des représentants de nombre d'organisations non gouvernementales ont été régulièrement consultés, puis, sur les questions importantes, véritablement impliqués dans les négociations.

Autre aspect appréciable, nos partenaires traditionnels à l'OCDE, je veux parler des organisations d'employeurs – le BIAC – et d'employés – le TUAC –, n'ont pas ménagé leurs efforts dans la défense de leurs intérêts, ce qui donne un relief particulier au compromis réalisé.

Pourtant, Monsieur le Président, il conviendra de veiller à ne pas laisser le résultat de nos négociations se diluer dans l'autosatisfaction. A nous, responsables politiques, il incombera d'agir avec détermination.

*Tout d'abord, en relation directe avec les Principes révisés*, notre tâche consistera à contribuer activement – par les points de contact nationaux – à la promotion des Principes directeurs. Ces points de contact devront aussi assumer plus de responsabilités lorsqu'il s'agira d'aplanir les divergences pouvant surgir dans les domaines couverts par les Principes. Cela exigera d'adapter en conséquence les ressources mises à leur disposition. En outre, le Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales – le CIME – devra intensifier ses efforts pour informer les pays non membres de l'OCDE sur les objectifs et la nature des Principes, et pour les encourager à y adhérer. Nul doute que l'OCDE saura alors ajuster son programme consacré aux relations avec les pays non membres.

*Dans la lancée de la présente révision des Principes*, et pour être à même de relever les défis auxquels, à plus long terme, nous n'échapperons pas en matière d'investissement international, nous devons d'urgence nous atteler à la révision d'autres instruments de la Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales. Au premier rang de ceux-ci, je citerai l'Instrument relatif au Traitement national et la Recommandation sur les stimulants et obstacles à l'investissement international. Le CIME est donc invité à intensifier les travaux préparatoires y relatifs, afin de nous permettre d'aborder sans tarder la phase concrète des travaux.

Je conclurai en soulignant, d'un point de vue politique et économique plus large, le rôle important qui revient aux Principes directeurs révisés : celui, en quelque sorte, de préparer la voie à des négociations multilatérales à lancer ultérieurement dans les enceintes appropriées en vue de doter l'économie mondiale d'un cadre réglementaire multilatéral dans le domaine de l'investissement international.

***POINT 200 : LES PROGRES DE LA TECHNOLOGIE : DEFIS POUR LA GOUVERNANCE***  
***ITEM 200: ADVANCES IN TECHNOLOGY : CHALLENGES FOR GOVERNANCE***

***AUSTRALIE / AUSTRALIA***

**Mr. Mark Vaile, Minister for Trade, Department of Foreign Affairs and Trade**

Australia supports increased international understanding of the benefits associated with biotechnology, and we agree with a number of the comments that have already been made with regard to the impact it is likely to have on economic growth, particularly in those countries that have substantial capacities as far as agricultural production is concerned.

We also note that international trade in biotechnology products must be kept open and fair, and that access to markets for biotech products should be on the same basis as for any other products. We would also stress the need for a science-based, rules-based approach to international trade in products of biotechnology, built on existing WTO rules and international standard setting frameworks such as the Codex Alimentarius Commission.

We would also say the work that has been undertaken by the OECD on biotechnology and related aspects of food safety has been very helpful in terms of adding value to a lot of the broad range of work that has already been done in these areas by the FAO and the WHO. We certainly believe that they are the appropriate international fora for broad policy dialogue on biotechnology and food safety. We would strongly argue for the continuation of ongoing work within the OECD, but not the continuation of the ad hoc group that has been working on food safety beyond the mandated date of the 31<sup>st</sup> July this year.

**BELGIQUE / BELGIUM**

**M. Pierre Chevalier, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur**

Monsieur le Président, Chers collègues,

Je voudrais saisir l'occasion qui nous est offerte de partager nos vues sur les questions liées à la sécurité alimentaire et aux biotechnologies.

A la suite des récentes crises alimentaires, la Belgique s'est engagée résolument dans une réforme en profondeur de son système de sécurité alimentaire, avec notamment la mise sur pied d'une Agence de sécurité alimentaire pour le contrôle de l'ensemble de la chaîne alimentaire – "de la fourche à la fourchette" selon une formule désormais consacrée. Il s'agit donc de l'établissement d'un système de traçabilité tout au long des filières de productions et de commercialisation.

J'aimerais également insister sur l'importance accordée à l'aspect « surveillance » et « action préventive ». A cet égard, tirant les leçons de la crise de la dioxine, la Belgique a notamment développé un système de surveillance unique en Europe en vue de la détection des PCB et dioxines. Ce système - appelé CONSUM - permet de remonter de manière extrêmement rapide à l'origine de la contamination et d'éviter sa propagation à la chaîne alimentaire.

Mon pays plaide également pour une harmonisation accrue au niveau de l'Union européenne et la mise en place rapide d'une Agence européenne de la sécurité alimentaire. Une harmonisation des règles, notamment sur les limites maximales de contamination, nous paraît nécessaire et nous sommes heureux que des progrès aient été enregistrés au récent Conseil européen sur ce point.

La Belgique se réjouit de ce que la Commission européenne a été invitée par le Conseil européen, sur proposition belge, à présenter des propositions pour harmoniser les limites maximales de contaminants.

Dans le même temps, je constate que nous sommes très engagés, avec les spécificités qui sont les nôtres dans nos pays respectifs, dans une réforme et au renforcement de nos systèmes et réglementations en matière de sécurité alimentaire.

Ce que nous faisons n'est rien d'autres que d'intégrer les nouveaux défis qui nous sont posés sur le plan scientifique. En agissant ainsi, nous essayons de répondre aux attentes de nos sociétés civiles et de nos consommateurs. Le défi auquel on nous demande de répondre est donc triple : scientifique, politique et au niveau de nos opinions publiques.

Le défi scientifique d'abord.

Afin de chercher à accroître le consensus scientifique et de répondre aux nouveaux développements technologiques, mon pays soutient l'initiative prise par le Président de la Conférence d'Edimbourg et relayée par les autorités britanniques d'un panel d'experts scientifiques sur l'évaluation des OGM : autonomie, transparence, multidisciplinarité des experts scientifiques nous semblent être les éléments essentiels qui devraient fonder une telle initiative. A ceci s'ajoute la nécessité d'associer, dans un second cercle plus large, les "stakeholders" à la discussion.

Le défi politique ensuite.

Clairement, c'est aux pouvoirs publics qu'il revient, dans la transparence et en dialogue avec la société civile, de trouver le juste équilibre entre les exigences de précaution, les demandes de nos



concitoyens en matière d'information et de choix tout en évitant les mesures discriminatoires et les restrictions injustifiées aux échanges commerciaux de produits alimentaires.

Il me semble que l'OCDE pourrait utilement continuer à travailler sur ces thèmes et contribuer à l'établissement d'un climat plus serein. Au plus nous aurons l'occasion de communiquer nos expériences nationales et de les comparer, au mieux nous serons sans doute à même de faire progresser les approches communes au niveau international. Je soutiens la poursuite de discussions sur ce thème à l'OCDE, J'ai aussi en tête l'approche multidisciplinaire de cette Organisation et le large degré de consensus déjà atteint entre ses Membres, comme le rapport au G8 l'a établi.

Je voudrais souligner que ces travaux devraient, dans notre optique, être menés sans préjudice et en coordination avec les travaux réalisés dans d'autres enceintes. Je pense en particulier au Codex Alimentarius dont le renforcement est un souci commun à tous nos pays.

Et enfin un mot sur nos opinions publiques et nos sociétés civiles.

Les scientifiques ne peuvent répondre seuls aux défis qui nous sont posés. La science évolue et avec se développe de nouvelles incertitudes scientifiques. Les différences s'approche sur le niveau acceptable du risque au sein de nos différentes sociétés est un autre élément qu'il nous faut prendre en considération.

Il faut donc ajouter que les préoccupations de nos concitoyens, souvent relayés par nos Parlements et par les organisations de la société civile, peuvent aller au-delà du seul aspect de l'innocuité alimentaire pour toucher à des questions telles que les impacts sur l'environnement et la biodiversité, les méthodes de production, la santé, etc.

Il n'est pas trop d'efforts pour répondre à l'ampleur des défis qui nous sont posés et qui dépassent largement le cadre des pays Membres de cette Organisation. Le dialogue avec les pays en développement - qu'il soient producteurs ou consommateurs de produits alimentaires - relève également d'une très forte priorité. Tous ces travaux et efforts doivent à notre estime tendre à un processus de « confidence-building measures » et de prévention des conflits.

## ***FINLANDE / FINLAND***

### **Mr Kimmo Sasi, Minister for Foreign Trade**

Since our last year's meeting here in Paris, issues related to biotechnology and food safety have become object to increasing public attention and policy debate. I am sure that as politicians we all have felt that public interest and often also concern.

For OECD, biotech and food safety have not been any unfamiliar issues. Even prior to the 1999 Ministerial there was already an on-going extensive working program on biotechnology within various committees of the OECD. However, it is since last year that biotechnology has been among the top priorities of this organisation. In my view quite rightly so. I am very happy that today we are making already a kind of an interim audit on how these matters stand today.

As we know, the world leaders - G- 8 - had such a trust in OECD's capacities, that they requested it to explore biotechnology and other aspects of food safety. It was a great challenge to assume. These issues are extremely difficult and complex. Addressing them clearly calls for a multidisciplinary approach.

Let me mention that in my own administration, the question involves six ministries and a number of national central agencies. As for myself, I am in charge of foreign trade policy at the Ministry of Foreign Affairs, and at the same time responsible for food policies as well as consumer affairs at the Ministry of Trade and Industry.

The multidisciplinary and horizontal nature of the work makes the OECD especially suitable to come off with good performance. The OECD has been able to organise and process work which calls for expertise from a number of administrative sectors and scientific disciplines. It has also been able to gather the best experts from member countries and to create a constructive working atmosphere.

In Finland, we attach great value to food safety. To that end, we see that engaging also the whole food production chain is absolutely necessary to ensure a successful outcome. On the European level, Finland is attaching great attention to these matters. The European Commission adopted earlier this year a White Paper addressing Food Safety Issues. The Paper is currently discussed amongst the Member States of the Union. The Paper identifies a number of key elements for a comprehensive and integrated approach to food safety. It calls for improvements in food safety legislation, controls and consumer information. Furthermore, the Paper includes a proposal to establish an independent European Food Safety Authority. The Authority would be entrusted with a number of key tasks embracing independent scientific advice on all aspects relating to food safety, operation of rapid alert systems, communication and dialogue with consumers as well as networking with national and international agencies and scientific bodies.

But, let me return to the works of this house. The OECD report, now at hand, is a remarkable piece of work. It consists of the contributions of three working groups and two important meetings. The report does not yet solve many of the problems we are facing, but it certainly is the necessary first step on a right track. It might be well characterised as a kind of basic mapping of all the issues involved. For a policy-maker, this is important; to have a general picture of the whole; to know where various points of controversy may stand and; to indicate directions where to go.

But, as the report itself illustrates, much remains to be done. Today, we should discuss, how the OECD should forge ahead from this point and what the role of other relevant international organisations should be in this context. In my view the OECD still has an important role to play.

I would see several questions related to the tasks of this organisation:

First, the two existing working groups have their well-defined fields of work, which should self-evidently continue. Also, there are certain other parts of the organisation where biotech-related work is carried out. These activities have their place in their respective programs of work.

Second, we have to find, rather soon, a common view on the continuation of the work of the Ad Hoc Group on Food Safety, which has accomplished its presently mandated task. The Group has proven its capability to discuss important and difficult issues, in a productive manner. I cannot imagine that any other international organisation would have been able to produce such a report in such a tight time schedule. The time and the mandate did not allow the group to go further, but it identified issues where the work should continue.

It has been mentioned that the work could continue elsewhere as well. I do not disagree. It goes without saying that the work will continue in such organisations like WHO and Codex Alimentarius. My understanding is, however, that the real issues here are not only scientific or technical, but interwoven to a large extent with non-scientific problems and they certainly have significant economic and social and political dimensions.

Therefore, Finland would support a new mandate for the Ad Hoc Group, a clearly defined, time-limited mandate. As to the contents of a new mandate, some proposals are identified in the report, dealing with kinds of questions where the OECD has its proven capacity, especially multidisciplinary socio-economic analysis and the so-called peer review of policies. But we also need a high-level policy discussion, in which the OECD has its reputation and merits. The OECD also has the means to involve key non-member countries to its work. It is also able to create a dialogue with different parts of the civil society in an organised manner.

Third, the chairman of the very successful Edinburgh Conference, Sir John Krebs, has made a proposal to establish a new international Forum or Panel. The proposal seems to have gained considerable backing. The Forum or the Panel - the beloved child has many names - would gather scientists, business community, interest groups, people from developing world - and naturally government officials - on a round table discussion about questions of biotechnology and food safety. Its task could even be extended to a larger scale of today's concerns stemming from the rapid development of life sciences.

We feel that the proposal merits a closer look and consideration. Especially in the field of biotechnology and food safety, we necessarily need consultation, co-operation and involvement of larger circles of the society. Important details, like, how and where the proposed Panel would be organised, naturally need to be discussed. It might even be a task for the Ad Hoc Group, to consider the possible organisation of such a Panel. We also have to find the means how to ensure that the results of such panel discussions are channelled to the ongoing food policy processes in relevant fora.

Fourth, I would like to mention an aspect, to which ministerial meetings often put attention only reluctantly. Namely, financing of all these useful activities. We have to ensure, that the OECD, as well as other organisations, have the necessary means to respond to the challenges we address to them.

Finally, Chairman, a few words about the issues behind. We are witnessing an era of dramatic technological development. In the recent history of feeding the world, only the green revolution some thirty years ago can be compared with recent development of modern biotechnology. The Green Revolution has proven to be largely a great success.

Now, the new modern biotechnologies promise nearly unlimited possibilities, not only in the field of food production but also in the health sector and others. In fact, certain new food products are going to have medical characteristics and vice versa. The so-called functional foods are an interesting and promising area of development. We must not deny these fruits of modern science. On the other hand, the human kind may be tampering with fundamentals of life, where not everything is known. Therefore, my approach is somewhat prudent. In Europe, we call it the precautionary principle.

Thus - on one hand - in order not to unnecessarily obstruct the development of these technologies, and - on the other hand - in order to ensure public health and environmental security, we do need a good legislative framework both on national levels and on the international level. We also need better common understanding on the potential positive and negative impacts of the application of these technologies. However, we do not wish to speak about precaution in a vacuum. As important is to link it to a rules- and science- based approach.

In this OECD circle it is fair to say, that we are privileged to have rather well functioning food safety systems in our countries. We have to keep on paying special attention to this, in order to maintain a good level of confidence amongst our fellow citizens. Food is such a basic commodity, that the existence or inexistence of confidence in food is easily reflected to people's thinking about society at large. Therefore, we as politicians are responsible food safety policies, both on national and international levels.

Risk assessment, risk management and risk communication are all essential elements of such policies. I am convinced that the OECD is well equipped to assist us in responding to these challenges.

## *ISLANDE / ICELAND*

### **Mr Geir H. Haarde, Minister of Finance**

The increasing public concern over science- and technology- related issues and natural and man-made risks in an increasingly complex and interconnected world puts a whole new set of challenges to public governance across the globe. On the one hand there are rising expectations towards the possibilities offered by scientific discoveries, such as in bioscience and material sciences and their application in biotechnology and information technology. On the other there is fear with respect to the possible misuse of new knowledge or its unforeseen consequences for nature and human society.

Iceland believes the OECD has a particularly important role to play as a forum for objective and scientifically based assessment of the real opportunities and the real risks associated with the application of advanced and complex technologies. The danger of special interest groups pursuing a political agenda of creating public mistrust is certainly very real, and this can impede technological advancement and negate potential benefits deriving therefrom. The OECD can play a major role in helping governments formulate appropriate policies, generate scientific evidence to inform public opinion and develop appropriate tools of governance to meet the new challenges.

Government response to these challenges is only credible if it is founded on solid science and experience, taking due account of precautionary approaches where applicable. Work deriving from the exchanges of our best qualified experts and administrators is a particular advantage of the OECD which has served us well over several decades.

This applies not least to the recent work completed by the OECD on biotechnology and food safety in response to a G8 request. We consider the reports flowing from this work to be of immense value as we collectively strive to meet the governance challenges of technological advancement in a highly dynamic sector.

We remain broadly satisfied with our food safety systems and their capacity to adapt to new technologies. But what is certain is that the future implications of these new technologies - whether those implications be economic or trade-related, ethical or social, environmental, food safety or otherwise - will make those confronting us today seem insignificant by comparison. This calls not only for the continuous review and constant development of domestic regulatory frameworks but for intensive international cooperation, communication and consultation if our endeavours to proceed responsibly and in harmony with public faith are to be successful.

In this light, Iceland considers it vital that the OECD, as a unique multidisciplinary forum, continue along the path it has pursued through further work of the bodies it has established to deal with biotechnology and food safety issues, including the Ad Hoc Group on Food Safety. The Group could usefully look into issues of policy coherence through comparative analysis of national food safety systems, examine the socio-economic implications of regulatory measures and seek a common understanding of the application of precautionary approaches to risk assessment.

Iceland also sees considerable merit in the thoughtful ideas put forward by Sir John Krebs, Chairman of the Edinburgh Conference, with respect to the establishment of an international forum of experts, to be nominated by governments and other stakeholders, to inform policy and public debate through the best available scientific knowledge of the food and environmental safety of GM technology.

The OECD could usefully seek to flesh out these ideas. The key challenge is to lead through science, knowledge and reason, not follow in the wake of misguided special interests.

## ***JAPON / JAPAN***

### **Mr Hisamitsu Arai, Vice-Minister of International Trade and Industry**

In the coming century, which is sometimes referred to as “the century of life science”, biotechnology will be an essential instrument in humankind’s prosperity and will have a dramatic impact in a number of fields, including medicine, agriculture and environment.

In order to maximise the benefits of biotechnology for humans, research and development should be promoted, based on a fair appraisal of the enormous possibilities that the development of biotechnology could have.

The Human Genome Project, whose major objective is to elucidate human genome sequencing, is reaching its final phase; henceforth the focus of research will shift to the identification of gene functioning. Given that the research into the functions of the gene is sophisticated and requires highly professional knowledge, it will call for an even more efficient and deliberate effort than in the case of the Human Genome Project.

An OECD meeting was held in June at the researcher level. In Japan, we also plan to hold an international meeting of researchers in November, organised jointly by the industrial, academic and government sectors. The momentum towards strengthening research co-operation is growing.

Mr Chairman, I would like to emphasise that in this area the time is now ripe to consider the possibility of embarking on a “Post-Human Genome Project”, with international co-operation among scientists throughout the world. The possibility of the OECD, which has expertise in many areas relevant to biotechnology, taking the lead in this area should be considered.

In closing, I would like to express our determination to positively participate in all such activities.

## ***PORTUGAL / PORTUGAL***

### **Mr Francisco Seixas Da Costa, Secretary of State for European Affairs of Portugal**

The increasing role of information and communication technologies (ICT) is undeniably affecting all dimensions of our daily life, both private and professionally.

There are new and renewed challenges that must be given appropriate answers. In fact, the implications of the new economy are of a cross-cutting nature having to do with social, educational, environmental dimensions. Without following this horizontal approach, we run the risk of perverting the positive effects of globalisation.

Education has, in this context, a central role to play, promoting skills and abilities, rising levels of involvement, contributing to the accumulation of knowledge and human capital with direct effects on productivity. Besides that, human capital accumulation is directly connected to better health, greater civic engagement which promotes all dimensions of citizenship, lower crime and enhanced social cohesion. Consequently, human capital and new technology require governments to assume an increasing role in the educational systems, significant spill-overs to society.

Specific concerns, such as data privacy, consumer protection, intellectual property rights or taxes related to new technologies, cannot be ignored. The recent EU/USA summit pointed out that the European Union and the United States of America share many of these concerns and are strongly committed to find appropriate solutions to deal with these problems from a legal point of view, both at national and international level.

Let me now also express our view on the specific topic of biological technology, namely as regards its potential contribution to the promotion of sustainable development and in particular of public health. Protecting these values will foster consumer confidence and help develop biotechnology as a potential benefit of economic development.

This central concern is the basis of the precautionary principle. We strongly support this principle as well as the use of objective, transparent, science-based risk assessment procedures along with risk management procedures for its implementation. An appropriate and safe biotechnology must be cautiously explored in order to enhance food security. Only by assuring this can we guarantee the public's right to choose.

During the last months, the European Union made considerable steps on the food safety issue. The European Commission published a white paper and the Council of Ministers analysed the matter in the context of four different formations which are at the same time, particular ways to look at the matter: internal market, consumers, agriculture and health.

The recent European Council in Feira approved a detailed report on this issue, prepared at Ministerial level, and further work is planned for the future.

In this context, we strongly support the need to intensify our bilateral and especially multilateral debate on this issue in order to find adequate approaches. Taking this into account, the establishment of a consultative forum on biotechnology in the European Union/United States summit meeting in Portugal, was a significant achievement. Its action will be relevant, trying to prevent divergencies and fostering consensual approaches. Therefore, international co-operation among governments concerning food safety systems must be further developed. In this regard, the World Trade Organisation has also an important role to play. Concerning the concrete role of the OECD in this domain, my delegation fully supports the continuation of the Organisation's involvement in this area. The work done up till now brings credit to the Organisation and consolidates its role as a forum for high-level debate, that we sincerely desire to see developed.

## ***REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC***

**Mr Michael Vit, State Secretary, Ministry of Health**

The desire for knowledge as well as the endeavour of making life easier are all incident to man. The present generation has become not only an involuntary but also active witness to the amazing increase of human knowledge and its direct impact on our everyday life. If a peasant living at the beginning of the Christian era found himself in the same surroundings after a thousand years, he probably would not, by a wide margin, be as surprised as his descendant from the nineteenth century who could become for a while our contemporary.

Among the events that significantly moved human knowledge forward during the last half-century, we can name as an example the discovery of the DNA structure, the penetration of men into space or the utilisation of satellites in information transfer. However, the development of human civilisation has been tainted during last decades with such undesirable experiences, bearing witness to the vulnerability of

the achievements of science, as the breakdown of the Chernobyl nuclear power station or the tardy ascertainment of the cumulative toxic effects of the persistent chlorinated organic pollutants.

As early as 1974 the Internet started to be used; the first gene transfer from one species to another came one year later. Both fields of activities, in which these exciting discoveries can be included, i. e. information technology and modern biotechnology, score an intensive development namely in the last decade, as if they announced at the turn of millennia what would have a decisive impact on the development of science, technology and economy in the next century.

Unlike information technology, which can be either accepted or refused by consumer, gene technologies seem to enter our lives and get on our tables inconspicuously, covertly, unnoticed and often also unwanted. Their arrival appears to be more rapid than the ability of governments to always adequately react, although until now, national food safety systems have been doing an effective job of protecting public health. As a consequence, governments are often criticised for only justifying the introduction of modern biotechnologies without taking into account possible negative effects that these technologies could have for instance on the equilibrium of ecosystems or human health. On top of that, consumers in different countries have different experiences with outbreaks of food-borne diseases, individual countries have different health care approaches including food safety systems and, overall, consumers are not very well informed. For example, 56 per cent of respondents of the recent representative study in our country do not have enough information about what genetically modified organisms are, 25 per cent call for mandatory labelling, 12 per cent would never buy GM food and only 3 per cent have no fear of buying it.

Nevertheless, it is very difficult, in a more and more globalised world, interconnected through information nets and trade, to localise and separate the negative experience by destroying its reason in germ. What has negative impacts in only one country one day could be felt as very unpleasant another day in another country on the opposite hemisphere. That is why it is so important to attempt to deepen international co-operation and strive for harmonisation of approaches between different countries.

In this connection, we highly appreciate regional integration and prepare ourselves thoroughly for future EU membership. At present, regulations stipulating the protection of consumers and defining frameworks for producers are being elaborated with a view of harmonising their vast majority with EU regulations by the end of this year.

As well, we also very much support the international co-operation in the field of food safety. International co-operation has to be further deepened as the utilisation of recombinant genetic technologies advances. This implies in our opinion strengthening of the Codex Alimentarius technical activities and at the same time studying different aspects of GMOs utilisation from economic, environmental, regulatory, ethical and other viewpoints.

It should be noted that there have been great advances in international efforts during the last several months, thanks to OECD involvement in food safety activities. The OECD, thanks to its analytical capacity, could in our view play a further role in this area by assessing economic parameters of introducing new biotechnologies, since convincing economic data are absolutely necessary for policy makers to make relevant decisions. We have submitted our concrete proposals for OECD follow-up food safety related activities in our statement to the G8. I would like to underline the proposal for the OECD to compare individual national food safety systems in the "peer review" process with a view to providing assessment of their performance and drawing lessons for their improvement to respond better to changing conditions.

OECD, compared to other international organisations, provides an unconflictual, impartial and relatively politically independent environment to help countries understand each other and find better consensus in areas such as precaution, risk assessment or trade disputes encompassing consumer

protection. To this end, involvement of both developed and developing countries and continuous, extended dialogue with all stakeholders, including scientists and consumers, is necessary. Namely, transparency of regulatory processes and increase of public confidence can in our view only be achieved through open dialogue with the public and improvement of its access to relevant information.

## ***SUISSE / SWITZERLAND***

### **M. David Syz, Secrétaire d'Etat à l'économie**

Les orateurs qui m'ont précédé et plus particulièrement mon collègue de la Finlande ont couvert de manière exhaustive la problématique de la biotechnologie et de la sécurité alimentaire. Je serai donc assez bref. Je peux souscrire d'ailleurs à la plupart de ce qui a été dit.

Permettez-moi avant tout de rappeler quelques considérations plus générales que nous ne devons pas - me semble-t-il - perdre de vue.

Dans notre session précédente, nous avons évoqué l'émergence d'une nouvelle économie et avons, entre autres, reconnu l'impact des technologies de l'information et de la communication sur la croissance. Nous aurions très bien pu parler dans ce même contexte de la biotechnologie.

Cette technologie connaît déjà de nombreuses applications :

- elle touche bien sûr le secteur de la santé humaine, et particulièrement le secteur pharmaceutique ;
- elle est appelée à jouer un rôle important dans les secteurs agricole et alimentaire ;
- elle connaît des applications fort intéressantes dans des processus de productions industrielles et de dépollutions environnementales, etc.

Les experts prédisent d'autres développements prometteurs : la biotechnologie comme les technologies de l'information sont des axes importants pour la croissance et donc pour la prospérité de nos économies.

C'est bien cet espoir d'une contribution en faveur de la régénération de l'environnement et du développement d'autres technologies qui établit la complémentarité entre la biotechnologie et le développement durable (équilibre de l'économie, du social et de l'environnement).

Nos gouvernements - individuellement et collectivement - ont saisi l'urgence de mettre sur pied un cadre réglementaire clair, stable et cohérent, car les investissements dans les nouvelles technologies sont gigantesques et tolèrent mal l'incertitude. Nous avons tous conscience que ces cadres réglementaires doivent bien sûr permettre les ajustements imposés par l'évolution des connaissances.

D'autre part, certains développements en matière de biotechnologie suscitent des interrogations ou des inquiétudes de la part de nos concitoyens. Nous devons répondre à ces inquiétudes légitimes.

J'en viens maintenant plus spécifiquement sur le thème du mandat et du rôle de l'OCDE en matière de biotechnologie et de sécurité alimentaire. Je voudrais avancer deux éléments de réflexion.

Les rapports de l'OCDE en matière de sécurité alimentaire montrent qu'il existe à l'intérieur de la zone OCDE des différences dans l'analyse et dans la gestion des risques. L'origine de ces divergences se



situé dans la manière de percevoir, de définir et d'appliquer des concepts de base, tels que celui de l'équivalence en substance de l'OCDE et celui de la précaution. Ces principes sont aussi utilisés dans les discussions dans d'autres fora, ainsi qu'avec la société civile. Il est important de clarifier - au moins au niveau de la zone OCDE - leur portée et leur signification actuelles. A cet effet, les organes du Codex Alimentarius sont tout à fait appropriés. Mais il subsiste un débat de nature plus politique qui pourrait être mieux approfondi au sein de l'OCDE afin de faciliter l'avancement des travaux scientifiques et techniques au sein du Codex Alimentarius. Je n'exclue certainement pas que nous invitons un certain nombre de pays non membres de l'OCDE à ce dialogue. A cet égard, je soutiens la proposition fort utile de Sir John Krebs. L'OCDE est déjà parfaitement équipée pour mettre en œuvre l'idée de Sir John Krebs.

Enfin, le compendium rédigé sous l'égide de l'OCDE à l'occasion de la réalisation du mandat confié par le G7/G8 constitue une source inestimable d'informations qu'il s'agit maintenant d'exploiter à travers un recours judicieux à la méthode de l'OCDE des examens par pays - les « peer reviews » -. Ce type d'exercice pourrait très bien améliorer la compréhension mutuelle et donc faciliter les négociations techniques dans d'autres fora (Codex, etc.)

Je suis conscient que nous n'arriverons pas à régler aujourd'hui toutes les questions institutionnelles liées à la poursuite des travaux portant sur la biotechnologie et la sécurité alimentaire. Je souhaite néanmoins vivement que nous parvenions à délimiter le cadre général à l'intérieur duquel devra s'inscrire le programme de travail futur de l'OCDE au titre notamment de la sécurité alimentaire. Si nous parvenons à ce résultat, nous aurons fait un progrès important qui donnera un juste signal à nos opinions publiques.

L'OCDE ne possède pas l'exclusivité de ce dossier, mais elle s'en situe à l'avant-garde. Elle a donc une responsabilité toute particulière, non seulement pour nos pays Membres, mais pour l'ensemble de la communauté internationale.

***POINT 201 : RENFORCER LE SYSTEME MULTILATERAL***  
***ITEM 201: REINFORCING THE MULTILATERAL SYSTEM***

***AUTRICHE / AUSTRIA***

**Mr. Martin Bartenstein, Federal Minister for Economic Affairs and Labour**

I appreciate this occasion to present to you Austria's points of view concerning the most important features of multilateral trade policy:

Austria continues to support comprehensive multilateral negotiations to be launched as soon as possible in order to usefully complement the sectoral negotiations recently started on the basis of the built-in agenda in Geneva and thereby contribute to securing economic growth, employment and sustainable development. Priority should be given to the new trade issues.

The failure of Seattle has created an overall difficult situation for well-balanced negotiations regarding liberalisation in highly important sectors. However, the fact that negotiations in the fields of agriculture and services started without delay and the decision taken recently in Geneva on the implementation package including improved market access for LDCs have already created a more positive atmosphere.

We must continue to make every effort to convince developing countries that the envisaged results of a comprehensive round including many important subjects will also be beneficial to their economies.

We have also to increase transparency about the measures taken or envisaged; a continuous dialogue with the public is a precondition for gaining general acceptance for the multilateral system. In Austria consultations with all interested NGOs are being held on a regular basis. The efforts regarding confidence and capacity building vis-à-vis the developing countries and the broader engagement vis-à-vis the general public are of paramount importance and will create the necessary atmosphere for further trade liberalisation in the era of globalisation.

OECD has an important role to play in the context of maintaining the momentum of trade liberalisation, particularly in the crucial preparatory period before a new round is launched.

Thus I support all efforts to build bridges in areas where differences remain.

The research activities of OECD are extremely helpful also in this respect: They provide a balanced analysis of the most important issues policy makers are facing on the multilateral agenda. I wish to highlight the excellent OECD study on trade, employment and core labour standards which broadens and deepens considerably the knowledge in this sector. Also in the field of trade and investment we can largely benefit from the OECD experience.

Valuable inputs provided also the analysis of the links between trade and the environment and trade and competition. Austria fully shares the opinion that hard core cartels are a serious threat to world trade. The fight against anti-competitive practices therefore has to form an important part of economic policy both on national and international levels.

Useful policy conclusions can be drawn out of OECD's analysis of the forces driving globalisation, the reasons behind investment decisions and how these have changed recently (and are likely to change further), mainly due to technological developments.

Furthermore I wish to welcome the outreach activities foreseen which are of particular importance in providing a practical contribution for the preparatory process as a whole by maintaining the trade dialogue with NGOs and increasing the transparency vis-à-vis the general public.

Austria welcomes the role OECD has taken with respect to the so-called "Pact for Reform, Investment, Integrity and Growth in South East Europe". It is this region in which OECD's and its members' experience with good governance, capital movements and private sector development can make a difference.

I am convinced that the rules-based multilateral system, providing the best framework for meeting the challenges and opportunities of the global economy, has to make indeed a contribution to growth, poverty reduction and sustainable development.

## ***BELGIQUE / BELGIUM***

### **M. Pierre Chevalier, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur**

Monsieur le Président,

Je commencerai par l'évocation d'un paradoxe. Dans le contexte de perspectives macroéconomiques les meilleures que nos pays aient connues depuis une génération, on constate des éléments qui contrarient la poursuite de la libéralisation :

- premièrement du côté des pays en développement, la libéralisation est perçue à l'avantage des pays industrialisés. C'est pourquoi, certains PED / PMA prônent le statu quo en matière de nouvelles règles et disciplines de l'Organisation mondiale du commerce.
- deuxième élément, certains acteurs de la société civile ne voient pas l'utilité d'un round global. Ils perçoivent la mondialisation en termes négatifs par ses effets sur l'environnement, la sécurité alimentaire et par des ajustements structurels douloureux dans nos sociétés.

Dans un contexte porteur, les technologies nouvelles bénéficient à une économie basée sur la société de la connaissance et sont un atout majeur. L'Europe pourrait devenir ainsi un bloc économique ultra performant et très compétitif. A cette fin, la Belgique entend mettre en oeuvre de façon exemplaire les conclusions du Conseil européen de Lisbonne.

On constate donc des éléments de tension entre certains freins à la libéralisation et le contexte ambiant favorable à la croissance. Réconcilier ces tensions sera déterminant pour l'avenir du prochain cycle.

En ce qui concerne le round, la Belgique est favorable à un agenda large comprenant les sujets allant au coeur des préoccupations du citoyen et ouvert sur l'intégration des PED / PMA dans l'économie mondiale. En ce qui concerne le programme incorporé de l'OMC, nous préconisons une approche dynamique et constructive pour les négociations en cours.

Il nous paraît qu'une société mondialisée requiert de nouveaux cadres de règles et disciplines économiques. Nous plaçons à cet effet pour un ensemble de règles non discriminatoires et basées sur le traitement national pour l'investissement qui respecteront la souveraineté de tous les partenaires.

Les mêmes raisons conduisent à préconiser un cadre de règles concernant la concurrence.

Nous avons toujours été en faveur du respect des normes fondamentales du travail et une approche prudente progressive, consensuelle et rejetant toute idée de sanctions me paraît la seule solution pragmatique. On peut penser à des mesures incitatives en faveur du respect des droits sociaux fondamentaux.

Si on ne parvient pas à résoudre les contradictions entre arguments en faveur et contre la poursuite de la libéralisation, l'OMC risque d'être fragilisée voire rendue impuissante dans sa vocation qui est essentiellement d'être un forum de négociations et de création de régies de droit. Sa seconde mission est évidemment de régler les conflits commerciaux. Depuis quelque temps, le rôle de l'OMC comme tribunal du commerce occulte sa fonction de négociation. Il y a là une dérive légalistique qui peut compromettre les efforts faits pour donner confiance aux PVD. Nous devons recentrer l'activité de l'OMC sur la création de nouvelles règles encadrant la mondialisation.

La société civile doit être étroitement associée aux négociations futures de même que les Parlements. Il faudra faire preuve d'imagination à cet égard. La proposition US d'un nouveau comité consultatif pour la société civile mérite considération.

Dans beaucoup de ces domaines, l'OCDE peut entreprendre ou continuer un travail d'analyse avec comme ambition un rapprochement des opinions sur des thèmes controversés comme ceux du commerce plus en appui des négociations prochaines de l'OMC.

**COREE / KOREA**

**Dr. Han Duck-soo, Minister for Trade**

**1. Strengthening the System**

Governments are currently standing at a crossroads. After many efforts at the Seattle Ministerial, many national governments may be wondering whether the march forward in trade liberalization is justified and whether there is any chance of a breakthrough.

In this regard, I agreed with the view that the multilateral trading system is like a bicycle. Unless you pedal your way up the slope, the bicycle loses its motion, stops, and falls down. At first glance, that analogy may sound a little simplistic. But it does reflect an essential truth. As the globalization proceeds, new trade issues are emerging at an alarming speed, and they require the trading system to remain adaptable to them. Competition problems caused by international mergers and acquisitions, the ever-growing link between trade and investment, e-commerce, and new developments in sectors such as biotechnology are all examples of such emerging issues. But if the status quo prevails in our trade regime and we fail to agree on overhauling its mechanisms, new realities may very well render the system obsolete and eventually inoperable.

Another reason why the maintenance of a momentum is essential in the trade regime pertains to the presence of protectionist forces. To prevent the damage that new trade-restricting measures would inevitably do to our multilateral trade regime, it is vital to strengthen discipline and minimize legal loopholes in WTO agreements, such as the ones on anti-dumping and safeguards, so as to limit the unhealthy leeway available to vested interests.

In my view, these factors are all justifications for a reinforcement of the multilateral trade system. Now, how do we go about doing this? Members failed to agree on an agenda of the new round during the Seattle Meeting. Should we then conclude that the prospects for a round are gloomy and that we should consider an alternative approach to a new round?

**2. A Comprehensive Approach**

I do not think so. A round in a comprehensive form has proven to be a superior option compared to any other form of negotiation. The first reason for this is that the comprehensive approach best allows for issue-linkages. It is generally recognized that linking issues and negotiating them as a package facilitate a mutually agreeable balance of concessions. This could pave the way for the conclusion of talks, particularly in a multilateral setting.

While the comprehensive approach may perhaps delay the entry into force of some sectoral agreements agreed upon at an early stage in the overall negotiations, it helps to avoid situations where problematic “sticky issues” are left unresolved. Some issues with sector-by-sector negotiations would certainly require more time to resolve and necessitate linkages.

**3. Actions Needed to Launch the New Round**

Some people argue that the political context for the launch of a new round is not ripe enough. However, one should keep in mind that we are part of a dynamic process in which, with patience and good faith, concrete steps can be taken to move the process forward and put into place favorable conditions.

We may take some concrete steps for that purpose.

First, we need to build greater confidence among Members. Indeed, WTO Members have entered into dialogue at the WTO and started to take actions to heal the scars left by the Seattle battle. In this respect, Korea welcomes the recent moves in the WTO on confidence building measures, and will do its best to help ensure that such measures bear fruit. Even outside the realm of the WTO, Members should now be engaged in as much dialogue as possible among themselves through various formal and informal contacts. For its part, Korea will also actively participate in other international trade fora, including APEC, ASEM, and ASEAN+3, and use bilateral channels to exchange views with other countries.

The second step that should be taken is addressing developing countries' concerns. They complain that a hasty liberalization of their markets will incur unbearable costs to their economy and the frail social cohesion. Another problem developing countries must confront is the lack of resources that plague many of them when negotiating trade agreements, implementing these agreements, or using the multilateral rules to their advantage, i.e., reaping the benefits from the WTO. To convince these countries that further trade liberalization is mutually beneficial, we must offer them a fair balance of concessions.

The last step needed to create winning conditions relates to civil society. Concerns about job security, living standards and environmental protection are now being voiced by many NGOs, including consumer, environmental, human rights and other interest groups. These NGOs are articulate and well-organized. As a result, they wield increasing power within the policy-making process at the national level, with an impact on trade policy at the international level.

Responding to the interests and concerns of the civil society is crucial to securing the support of our citizens for the WTO system. Without domestic support, our efforts would be in vain. It is important for civil society to grapple with the fact that trade agreements are not ends in themselves; they are a valuable means to important ends such as alleviating poverty and malnutrition, widening the circles of development, sharing technological progress, sustaining the health of our planet, and advancing the cause of peace. It is imperative that the civil society understands this, and the WTO's initiative to enhance cooperation with different agents of civil society, including NGOs, is, in this sense, warranted.

However, I believe that the primary responsibility for maintaining effective channels of dialogue with civil society rests with the national government. The need to maintain active interaction with NGOs should always be balanced against the built-in requirement of preserving the inter-governmental nature of the WTO.

#### **4. Conclusion**

In conclusion, I would like to briefly highlight the important role the OECD can play to strengthen the multilateral trading system.

One significant role that the OECD must play is in regards to public relations. In order to rally support from the public, it is vital that we effectively publicize the benefits of trade liberalization. In this regard, the various activities within the OECD could help meet this end and I encourage their intensification.

I would also like to suggest closer cooperation between the OECD and other international organizations, especially the WTO. Greater coordination and coherence is bound to benefit everyone, particularly in the field of policy advice and economic research.

*FINLANDE / FINLAND*

**Mr Kimmo Sasi, Minister for Foreign Trade**

The Ministerial provides us with an opportunity not to be missed. We have to give both to non-members and the civil society a clear signal of our commitment towards the multilateral trading system. But to be credible, we must also make it clear that we are serious in our efforts to tackle the problems of developing countries. Furthermore, we cannot overlook the anxieties expressed by our civil societies, albeit they are in many cases unfounded.

As the study published recently by the WTO (19.6.2000) once again confirmed, "openness to trade helps developing countries catch up with the rich ones and that the poor generally benefit from the faster economic growth that trade liberalisation brings". Still, as WTO's Director General Mike Moore stated in his article to the Financial Times, "trade alone may not be enough to eradicate poverty, but trade is essential if poor people are to have any hope of a brighter future". We would add that naturally also the correct national policies need to be in place; investing in education, health care etc.

Those that have opened up their markets have succeeded. The simple brilliance of the multilateral trading system is that all participants open up their markets - of course the more developed and aggressive economies profit most in the beginning - but the others will follow. The success story of one of our members, South Korea, is an encouraging example for others. The about 30 or so countries, that are currently applying to become Members of the WTO show firm belief in the multilateral trading system and positive effects of trade liberalisation. And one should not forget that an old and influential member of the WTO, the United States also just reaffirmed its belief in WTO(!)

But admittedly, WTO and its more developed members could take the concerns of the developing countries better into account. Without being a development organisation, WTO can give e.g. effective technical assistance on its special field of competence: the multilateral trade rules and how to use and follow them. And there may be provisions of the special and differentiated treatment awarded to the developing country members that have not been fully used. But still, the most powerful tool for addressing the concerns of all WTO members, are multilateral trade negotiations. Only in an inclusive negotiations package can everybody get something. That is also the only way we can deal with the trade related issues worrying our civil societies. WTO is not alone able to shape or manage the globalisation process but by continuously developing and strengthening international trade rules we can at least increasingly harness it. I don't think that the world would be a better place without WTO for any country, the least for small countries and developing countries.

We welcome the on-going efforts to improve coherent functioning of the multilateral system to address different dimensions and effects of globalisation. The OECD has a role to play in this by providing rigorous, objective, and multidisciplinary analysis in furtherance of trade and investment liberalisation and in finding arguments in favour of them.

In OECD's work, we welcome the importance attached to openness and a regular dialogue with non-governmental organisations on issues related to the multilateral trading system and globalisation in general. It is essential to try to deepen public understanding of different aspects of the globalisation agenda in order to maintain broad public support for the multilateral trading system and further trade and investment liberalisation. To that end, we need an on-going engagement and consultation with the general public, particularly at the national level.

We consider the added emphasis on the development dimension in OECD's work on trade issues especially relevant and a useful element in the confidence-building process in Geneva. We feel that capacity building for trade is an important element in that context and we are also underlining that in our development co-operation policy. We appreciate the work of DAC on this score and think that it should continue to put emphasis on these issues.

In our view, OECD has a valuable role in helping build bridges in areas where differences remain. Such are especially public concerns on trade liberalisation and insufficient policy coherence. We think that in the prevailing situation, it is all the more essential to share OECD's sound analysis and argumentation with non-member economies and engage ourselves in an on-going dialogue on these issues with them.

To conclude, Mr Chairman, we see an important role for the OECD in contributing to reinforce the multilateral trading system and strengthen the WTO.

## ***ISLANDE / ICELAND***

### **Ambassador Sverrir H. Gunnlaugsson, Permanent Secretary of State, Ministry for Foreign Affairs**

While much attention has been devoted to the failure of the Seattle Ministerial in recent months, our faith in the multilateral trading system remains as strong as ever. The WTO is quite simply of irreplaceable value to Iceland and indeed to the world economy as a whole. Contrary to some of its vocal critics, the multilateral trading system is the true engine of global economic growth and prosperity and its well-being is fundamental to that of all the world's people. That message must be broadcast loud and clear. The challenges and opportunities confronting the system in an era of ever-increasing globalisation must be met, harnessed and exploited to the shared benefit of all, developed and developing alike.

Iceland wishes to stress that a broad-based, balanced and inclusive New Round would be the best way of moving forward to sustain the momentum of liberalization, promote economic growth and development and meet the diverse challenges of globalisation. Our efforts in Geneva and other fora will aim to build consensus on a balanced package with no *a priori* exclusions. Our ambition to move expeditiously has, however, to be tempered by the recognition that we can ill-afford a second failure. We should use the available time wisely to build a solid and realistic platform from which to launch a New Round in the course of next year. Meanwhile, work on the built-in agenda should proceed as planned.

The lessons to be drawn from Seattle are many, but not least that far more needs to be done to address the legitimate concerns of the developing world as well as those of our respective civil societies. Effective communication and consultation strategies, inside and outside of Government, have to be pursued vis-a-vis the gamut of public interests and greater transparency achieved without placing at risk the core nature of the WTO as a forum for intergovernmental negotiations. A careful balance has to be struck. The OECD can play a key role in informing public debate and in this respect the timely initiative on FORUM 2000 is to be applauded.

Open trade and investment policies are key ingredients to sustained growth and development, but fall short when not accompanied by a coherent set of economic, financial, structural, environmental and social policies administered under sound public governance. This fundamental truth has to be kept in mind and effectively taken into account in our efforts to forge a consensus for a New Round.

We strongly support the confidence-building measures initiated by the Director-General of the WTO to address developing countries' concerns, including measures in favour of LDCs, capacity-building through technical cooperation and the range of implementation issues that require urgent attention. We also endorse fully all OECD work on trade and development issues, which plays a vital role in moving the process forward.

From Iceland's point of view, a fundamental objective of a New Round should be to incorporate the objective of sustainable development fully into the multilateral system. It would surely be difficult to identify a greater contribution towards alleviating the concerns that have burdened the multilateral system

of late. In this respect we look forward to the OECD's Policy Report on Sustainable Development and the Environmental Outlook and Strategy in 2001.

We remain particularly concerned about resource use and management. Each country has its priorities in this respect based on its economic interests and acquired expertise. In Iceland's case - as is well known - this is to be found in fisheries. Fisheries subsidies are widely recognized to be the most important contributor to overfishing, to say nothing of their trade-distorting effects.

Iceland has along with other like-minded WTO Members proposed that future negotiations should aim to reduce and eliminate fisheries subsidies that distort trade, harm the environment and undermine sustainable development. We will continue with our partners to lead work in the WTO and other relevant fora with the realization of this important objective in mind. We urge others to take on the same challenge in their own respective areas of expertise, so that we may collectively advance the sustainable development agenda through the next WTO Round.

## **JAPON / JAPAN**

### **Takashi Fukaya, Minister of International Trade and Industry**

As we approach the 21<sup>st</sup> century, we need appropriate social and economic systems if we want to respond to the demands of the new century. In this regard, Japan strongly supports a new WTO round and is making all possible efforts to ensure its early launch, in co-operation with our trading partners.

It is crucial that the new round should reflect the interests of all participating countries. As such, the negotiations should be comprehensive and include improvements not only in market access but also in the existing rules. The introduction of new rules would enable countries to harness the effects of globalisation, to respond appropriately to the new challenges of the 21<sup>st</sup> century and to ensure a more balanced distribution of benefits to developing countries.

Based on these thoughts, I would like to focus on the following two issues, the WTO and IT.

First, it is important to establish new mechanisms so that developing countries can fully benefit from the WTO system. The outcome of the Ministerial meeting in Seattle substantially weakened international confidence in the multilateral trading system. There is a lesson to be learned from this. I believe that it is of critical importance to "do steadily what we can do now" to rebuild confidence in the WTO. In particular, we must put in place mechanisms to allow developing countries to truly benefit from the WTO system.

At the recent APEC Trade Ministers Meeting in Australia, Japan proposed efficient and strategic capacity building measures for implementation of WTO Agreements by developing countries. The proposal includes identifying the needs of the respective developing countries, drafting strategic plans for capacity building, and responding to these individual needs, implementing capacity building measures with the support of relevant international organisations. These capacity building measures will focus, *inter alia*, on i) expanding knowledge and skills for implementation of WTO Agreements, ii) developing a legal framework for domestic implementation, iii) enhancing the related infrastructure for domestic implementation, and iv) strengthening negotiating skills or building capacity so as to improve participation in the international dispute mechanism of the WTO.

This framework, broadly supported in the APEC, could usefully be expanded into a WTO-wide proposal. At the same time, we look forward to a strengthened co-ordination among relevant international organisations and to enhanced trade-related assistance by these organisations, in order to make capacity



building activities more effective. It is also vital to reinforce the on-going “Integrated Framework” and to appropriately co-ordinate the “Integrated Framework” with regional or bilateral capacity building measures. We are determined to actively contribute to the above initiatives.

Concerning the second issue, I would like to propose the creation of IT-related international rules responding to new frontier issues in the 21<sup>st</sup> century. In this regard, I would like to stress the need for balance in the IT revolution in the following three areas. First, the information technology revolution will provide enormous opportunities not only for developed countries but also for developing countries. Second, great opportunities exist for enterprises as well as consumers. And third, with a view to ensuring these opportunities, rule-making as well as liberalisation of e-commerce should be addressed.

Concerning the creation of rules on e-commerce, I believe that the following four points are essential. First, further liberalisation of domestic regulations that hinder the development of e-commerce should be undertaken. Second, basic principles on e-commerce regarding domestic regulation, minimising the introduction of new regulations, should be established. Third, a pro-competitive environment in the e-commerce related markets should be created. And fourth, the WTO and other relevant international organisations should co-operate as appropriate.

To this end, I would like to propose the establishment of a horizontal working group in the WTO in which a wide range of related issues are discussed. For example, liberalisation of domestic regulations, so necessary for development of e-commerce, could hinder new business opportunities when combined with the market dominance or monopoly of a particular company. Another example would be to find a balance between the protection of intellectual property or network privacy and the responsibility of internet-service providers for their violation. Therefore, rules in the IT area should be discussed horizontally from various points of view.

The OECD can play an important role in this area. I believe that the OECD should make ambitious proposals on international rule-making in the information technology field, taking full advantage of its expertise in such areas as authentication, protection of privacy, and consumer protection.

In closing, may I simply add my earnest expectation that the OECD Council at Ministerial Level will send a strong message for the early launch of a new round, and that it will give meaningful input to the G8 summit in Kyushu-Okinawa.

## ***REPUBLIQUE TCHEQUE / CZECH REPUBLIC***

### **Mr Jiri Maceška, State Secretary for Trade**

The importance of this meeting stems from the fact that it is the first major gathering of its kind since our collective failure in Seattle to reinforce the multilateral system through a new WTO Round.

Unsurprisingly, today’s discussion is not only about a new Round but also, and in particular, about the functioning of the multilateral system and about the importance we all attach to its core values and to the case of open, rules-based trade. Definitely the multilateral system is not dead and it continues to deliver considerable benefits. But, and it is also true, more than ever before, we have to throw our weight behind this system and be more convincing in explaining its role in promoting sustainable economic growth and stable economic relations.

As to a new Round, it is encouraging to see that there is a modest shift worldwide towards backing new global trade talks and that all OECD Members, including the Czech Republic, are firmly committed to its early launch and to the concept of a sufficiently broad based agenda.

However, the experience from and after Seattle clearly shows that our individual and collective support to the pursuit of multilateral trade negotiations is far from being sufficient to get a new Round under way if an agreement on its exact nature, scope and agenda is lacking. What is, therefore, needed is a clear commitment pledging all of us to be sufficiently flexible and to work harder with a view to narrowing the gap on many of the key issues that led to the failure in Seattle.

Indeed, none of us has ready-made recipes how to build a consensus necessary for a new Round and how to reconcile diverging positions. But there seems to be a widely shared perception that the best way to proceed is to move the steps one by one and restore mutual confidence and confidence in multilateral system represented by the WTO.

As many have already said, we are progressing, both in Geneva and elsewhere, although not as fast as we all would wish. But the atmosphere seems to have improved. We do have a good start to the agriculture and service talks. Everyone is likely to be ready to engage in good faith and prepare a solid technical ground for future bargaining in the broader context. We have a good resumption of discussions on investment, competition and transparency in government procurement. We hope these discussions will allow us to better understand each others' position and will pave the way for appropriate decisions regarding the ways of handling these issues in the WTO.

We are particularly pleased to have been able to contribute to the steps taken recently in Geneva in order to respond to the needs of developing and least-developed countries and their aspirations to participate more fully in the multilateral system.

At the same time, we remain realistic and we are well aware that a lot remains to be done to restore developing countries' confidence in free trade. Suffice to mention rather negative reactions of least-developed countries to the package of market access measures in their favour. Although being successful in establishing a special mechanism to address the issues arising from implementation of existing WTO agreements, we all know how difficult a task lies ahead of us to find appropriate solutions to developing countries' concerns. It also remains to be seen what impact will have a number of legal complaints launched recently against measures which developing countries consider to be a part of a confidence building process.

When talking about confidence building, we should avoid any hypocrisy. Apparently, one of the reasons of the failure in Seattle was lack of conviction on the part of the traditional driving forces in the developed world as well as insufficient support of the general public and business for the idea of a new Round.

This gives rise to some concern and we are of the view that, in the OECD, much more time could and should be devoted to the exchange of views on the increasing role played by civil society in the multilateral system. What steps have to be taken to better convey the benefits of open trade and the costs of protectionism? How to deal with demands for more active involvement of the WTO in labour and environmental issues and how to reconcile them with concerns about their possible impact on the existing market access?

Another issue that deserves our attention has to do with business interests in the WTO and more specifically in a new Round. Is it true that these interests are now somewhat lower compared to the Uruguay Round? And when the answer is affirmative, why it is so? Is it because of proliferation of regional or bilateral approaches? Is it due to modest results achieved so far by the WTO in some areas or has it to do with disbelief in the WTO ability to deliver meaningful results in a short period of time?

These are the issues which, according to our view, deserve the OECD's greater involvement. The OECD has a critical role to play in restoring confidence in the multilateral system and in bringing a new Round into life. Needless to say that the Czech Republic remains ready to assist the OECD in performing these demanding duties.

***SUEDE / SWEDEN***

**Mr Leif Pagrotsky, Swedish Minister for Trade**

Mr Lamy made the case that we must argue for and explain globalisation and the need for rules. He talked about a gap between public opinion and the views of trade politicians, and asked the OECD for help in bridging that gap. He asked us to provide the political ammunition needed to rally support for further negotiations.

Mr Lamy was worried time is not on our side, that time is working against us. I agree with that analysis, but it depends on us, on how we use the time as it passes, if we use it productively to build respect for and confidence in how we are working to shape globalisation.

I, too, think, the OECD has an important role to play by producing analyses and contributing to a deeper understanding of how trade promotes growth and prosperity.

But I also see a need – or an opportunity – for the OECD to bridge that gap that Mr Lamy mentioned by showing action.

The credibility gap between us around this table and public opinion is due in part to a lingering suspicion that more trade actually means less rules. We agree that that is not true. That is not what we want.

But let us not just say so. Let us show it. Let us show that when we say that we want more competition, we mean fair competition.

We can manifest this at this meeting by including language in the communique, saying that we want to put an end to harmful – and by harmful I mean discriminatory – competition between our countries for investment.

I ask for your support on this.

We should mark that we do not accept the possibility that globalisation produces a race to the bottom. We should effectively put that suspicion to rest. And we can take a first step towards doing that here today. We should prove that politicians can take charge over the direction of globalisation, and that big global companies are not the only drivers of this process.

Mr Lamy said that time is not on our side, as opposition to trade and globalisation is on the rise.

That is exactly why we should use this organisation to make use of our time.

Our decision this morning on Guidelines for Multinational Enterprises is a good example of how we should work. How we as politicians address the new challenges of the globalised economy.

Another good example is the measures we took yesterday on the Report on Harmful Tax Competition.

Yet another such credibility raising activity would be to provide enough funding to make OECD work against corruption continue to produce good results.

We need to keep the aim of bridging the credibility gap in mind when we determine the agenda for work in the OECD this coming year.

We can show by our actions that we are serious about trade and investment liberalisation being fair and on our terms. Let us do that. Let us show that we are working on globalisation with a human face, not only talking about it.

## ***SUISSE / SWITZERLAND***

### **M. Pascal Couchepin, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral de l'économie**

La Suisse réitère son soutien à la libéralisation progressive des échanges et au renforcement des règles dans le cadre du système commercial multilatéral de l'OMC. De plus, elle attache de l'importance à réaliser une meilleure cohérence entre la politique commerciale et les autres politiques (développement, environnement, finance, aspects fondamentaux des droits des travailleurs, etc.) et à assurer la complémentarité des accords régionaux avec le système commercial multilatéral. La Suisse soutient également la poursuite des nombreuses procédures d'accèsion à l'OMC en cours qui attestent l'attrait du système commercial multilatéral.

Après l'échec de la Conférence ministérielle de Seattle, l'objectif principal de la Suisse, à l'instar d'autres pays, est de créer un climat de confiance afin de nouer un consensus en faveur du lancement d'un cycle de négociations en 2001. Le programme de négociations devra être suffisamment large pour que l'essentiel des intérêts des Membres soient couverts. Pour la Suisse, ceci signifie que le prochain cycle de négociations devra non seulement porter sur les questions traditionnelles d'accès au marché mais également sur l'adaptation du système commercial aux réalités économiques contemporaines. Dans cette optique, nous concevons que les négociations actuellement en cours sur les services, l'agriculture et les indications géographiques constituent des travaux sectoriels utiles qui devront s'insérer dans un contexte plus large : celui d'un authentique cycle de négociations. Nous estimons également que les prochaines négociations devront apporter une réponse tangible aux préoccupations des pays en développement. C'est là l'unique moyen de gagner leur acquiescement à la poursuite de la libéralisation des échanges. De plus, étant entendu que le programme de négociation devra refléter les intérêts de tous les membres de l'OMC pour que notre plaidoyer en faveur de l'ouverture des marchés soit crédible aux yeux des pays en développement, il faut accepter d'approfondir la libéralisation du commerce des textiles et de mieux discipliner les instruments de défense commerciale comme les mesures antidumping.

A plus court terme, la Suisse se félicite des mesures de confiance prises envers les pays en développement au début de mai par le Conseil général de l'OMC. Nous sommes conscients que la mise en oeuvre de certains engagements pris à Marrakech est difficile pour une partie des pays en développement et des pays en transition. Nous devons donc soutenir les efforts que ces pays font pour respecter leurs engagements.

Pour certains, il sera nécessaire d'accorder une prolongation des délais de transition tout en posant des conditions précises afin de s'assurer que les engagements pris soient honorés *in fine*. Une approche au cas par cas nous semble être la voie la plus prometteuse. De plus, l'octroi d'une assistance technique appropriée devrait servir de mesure d'accompagnement.

La Suisse se réjouit que l'OMC soit devenue l'objet d'une attention particulière. Toutefois, ceci implique d'intensifier le dialogue avec le public et les milieux non gouvernementaux. La Suisse est d'avis

que c'est en premier lieu la tâche des membres de l'OMC d'améliorer la transparence et l'information sur l'OMC tout en saluant les efforts entrepris au sein de l'OMC à ce sujet.

L'OCDE a un rôle important à jouer en soutenant les efforts en faveur d'une libéralisation progressive des échanges et un système fondé sur des règles multilatérales. Par ses travaux analytiques, l'OCDE contribue - grâce à son expérience et à son vaste champ d'activités - à améliorer la compréhension des liens qui existent entre la politique commerciale et les autres politiques. Ces activités constituent un travail préparatoire essentiel en vue du lancement d'un nouveau cycle de négociations.

## ***TURQUIE / TURKEY***

### **M. Recep Önal, Ministre d'Etat chargé des Affaires économiques**

La Turquie a toujours soutenu le système commercial libéral fondé sur des règles élaborées par l'OMC. A ce titre, la Turquie est favorable au lancement d'un nouveau cycle de négociations de large portée. Elle soutient également les mesures visant à instaurer un climat de confiance. Dans ce contexte, la Turquie se félicite des efforts déployés à Genève après la réunion de Seattle. En outre, s'agissant du lancement d'un nouveau cycle de négociations elle croit en la nécessité de poursuivre les travaux visant à parvenir à une identité de vue politique tout d'abord entre les différents pays développés.

L'échec de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle n'est pas une première dans l'histoire du système commercial international. En fait, l'expérience de Seattle nous a permis d'identifier clairement les différences d'appréciation fondamentales existant tant entre les pays en développement et les pays développés qu'entre les pays développés eux-mêmes.

Afin que le prochain cycle de négociations puisse être couronné de succès, il faudra veiller à choisir attentivement les autres thèmes liés aux questions commerciales. Il est important que les nouveaux thèmes permettent de s'adapter aisément et durablement aux conditions qui sont l'objet de changements rapides au sein du système commercial international. Les efforts visant à inclure des sujets tels que les normes fondamentales du travail qui relèvent du domaine de compétence d'autres organisations internationales et qui au plan politique font l'objet de controverses sont de nature à mettre à nouveau en péril la réussite d'un nouveau cycle.

D'autre part, il y a lieu de prendre en compte les besoins spécifiques des pays en développement. A cet effet, les nouvelles négociations commerciales multilatérales devraient, sans discrimination aucune, être conduites en tenant compte des intérêts et approches divers de l'ensemble des pays concernés.

Par ailleurs, la Turquie attache une grande importance aux travaux entamés récemment au sein d'organisations internationales concernant les problèmes relatifs aux pays en développement et la réduction de la pauvreté. Elle souhaite que des travaux allant dans ce sens puissent être entamés dans ce nouveau cycle.

Avant de lancer un nouveau cycle de négociations de large portée, je voudrais également insister brièvement sur la nécessité de procéder à l'élaboration de stratégies générales concernant les priorités du programme incorporé. Le fait que les négociations concernant les services et l'agriculture aient débuté tel que prévu initialement est satisfaisant. Néanmoins, alors que des préparatifs en vue d'un nouveau cycle se poursuivent, il convient de ne pas négliger les secteurs essentiels contenus dans le programme incorporé.

ANNEXE 3

LISTE DES PARTICIPANTS

**Présidence / Chair**

**Australie / Australia**

Mr. Peter COSTELLO MP

*Treasurer  
The Treasury*

**Allemagne / Germany**

Mr. Caio KOCH-WESER

*State Secretary  
Federal Ministry of Finance*

Mr. Wedige VON DEWITZ

*Director General  
Federal Ministry of Economics and Technology*

Dr. Werner KAUFMANN-BÜHLER

*Ambassador, Permanent Representative  
Permanent Delegation*

Mr. Helmut HERRES

*Head of Division  
Federal Ministry of Finance*

Mr. Knut BRÜNJES

*Head of Division  
Federal Ministry of Economics and Technology*

Mrs. Margarete WENZEL-WECKMANN

*Head of Division  
Federal Ministry for Economic Cooperation and Development*

Mr. Willi Erich POMPE

*Counsellor  
Federal Ministry of Food, Agriculture and Forestry*

Mrs. Daniela MEIER

*Second Secretary  
Federal Ministry of Economics and Technology*

Mr. Jürgen WENDEROTH

*Second Secretary  
Federal Ministry of Finance*

Dr. Markus MAURER

*Deputy Permanent Representative  
Permanent Delegation*

Mr. Wolfgang STÖCKL

*First Counsellor  
Permanent Delegation*

Mr. Joachim HACKER

*First Counsellor  
Permanent Delegation*

Mrs. Ute MINKE-KOENIG

*Counsellor  
Permanent Delegation*

Mr. Peter KREUTZBERGER

*Counsellor  
Permanent Delegation*

Mr. Helmut SCHNEIDER

*Counsellor  
Permanent Delegation*

Mr. Eduard WESTREICHER

*Counsellor  
Permanent Delegation*

Mr. Harald KOTSCH

*First Secretary  
Permanent Delegation*

Mr. Martin RÖSCH

*First Secretary  
Permanent Delegation*

Mrs. Birgit HOFMANN	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Stephan BÖHM	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mrs. Heidrun SIEGESMUND	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mrs. Karen WEIDMANN	<i>Attaché Permanent Delegation</i>
Mr. Oliver PROKSCH	<i>Attaché Permanent Delegation</i>

### **Australie / Australia**

Mr. Mark VAILE MP	<i>Minister for Trade</i>
Dr. Ken HENRY	<i>Executive Director, Economic Group The Treasury</i>
Mr. David SPENCER	<i>Deputy Secretary Department of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Tony HINTON	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Graeme THOMSON	<i>Senior Adviser Department of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Mike CALLAGHAN	<i>Chief of Staff Office of Treasurer</i>
Mr. Owen JOHNSTONE-DONNET	<i>Chief of Staff Office of Minister for Trade</i>
Mr. Michael PRIEBE	<i>Trade Adviser Office of Minister for Trade</i>
Ms Peta FURNELL	<i>General Manager, International Economy Division The Treasury</i>
Mr. Terry O'BRIEN	<i>Specialist Adviser, International Finance Division The Treasury</i>
Mr. Christopher LANG	<i>Director, OECD Section Department of Foreign Affairs and Trade</i>
Ms Niki SAVVA	<i>Senior Adviser, Media Office of Treasurer</i>
Mr. Robert NEWTON	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. David PARKER	<i>Minister-Counsellor (Economic) Permanent Delegation</i>
Mr. Keith CROKER	<i>Minister-Counsellor (Industry, Science, Resources) Permanent Delegation</i>
Mr. Craig BURNS	<i>Minister-Counsellor (Agriculture) Permanent Delegation</i>
Mr. Chris FOSTER	<i>Minister-Counsellor (Social Policy) Permanent Delegation</i>
Mr. Paul COWAN	<i>Counsellor (Employment, Education and Training) Permanent Delegation</i>

Mr. Robin DAVIES  
*Counsellor (Development Cooperation)  
Permanent Delegation*

Mr. Robert STURGISS  
*First Secretary  
Permanent Delegation*

### **Autriche / Austria**

M. Martin BARTENSTEIN  
*Ministre Fédéral de l'Economie et du Travail*

M. Alfred FINZ  
*Secrétaire d'Etat au Ministère Fédéral des Finances*

M. Karl SCHRAMEK  
*Ambassadeur, Représentant Permanent  
Mission permanente*

M. Ulrich STACHER  
*Directeur Général  
Chancellerie Fédérale*

M. Heinz HANDLER  
*Directeur Général  
Ministère Fédéral de l'Economie et du Travail*

Mme Henrietta EGERTH  
*Cabinet du Ministre Fédéral de l'Economie et du Travail  
Ministère Fédéral de l'Economie et du Travail*

Mme Ingrid NEMEC  
*Porte Parole du Ministre Fédéral de l'Economie et du Travail  
Ministère Fédéral de l'Economie et du Travail*

M. Gerhard UNGERSBOECK  
*Chef de Cabinet du Secrétaire d'Etat au  
Ministère Fédéral des Finances*

Mme Ulrike MAGLOTH  
*Directeur  
Chancellerie Fédérale*

M. Kurt BAYER  
*Directeur  
Ministère Fédéral des Finances*

M. Helmut HOEPFLINGER  
*Directeur  
Ministère Fédéral de l'Economie et du Travail*

M. Michael HAAS  
*Directeur  
Ministère Fédéral de la Sécurité Sociale et des Générations*

M. Norbert FAUSTENHAMMER  
*Ministre Plénipotentiaire  
Mission permanente de l'Autriche près l'OMC*

M. Rainer KALTENBRUNNER  
*Conseiller  
Ministère Fédéral de l'Economie et du Travail*

M. Günter STICKLER  
*Conseiller  
Ministère Fédéral des Affaires étrangères*

Mme Doris BERTRAND  
*Représentant Permanent Adjoint  
Mission permanente*

M. Reinhard KNORRECK  
*Ministre Plénipotentiaire  
Mission permanente*

M. Robert STOEGER  
*Conseiller  
Mission permanente*

Mme Christa BAUER  
*Attaché  
Mission permanente*

Mme Andrea KLEINSASSER  
*Attaché Scientifique  
Mission permanente*

M. Konrad PESENDORFER  
*Attaché Financier  
Mission permanente*



M. Wolfgang MUELLER *Attaché, Liaison Officer  
Délégation permanente*

### **Belgique / Belgium**

M. Pierre CHEVALIER *Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur*

Mme Régine DE CLERCQ *Ambassadeur, Représentant permanent  
Délégation permanente*

M. Jan GRAULS *Directeur Général  
Ambassadeur  
Ministère des Affaires étrangères*

M. R. CHARLIER *Directeur Général honoraire  
Ministère des Affaires économiques*

M. Jan LUYKX *Chef de Cabinet adjoint  
Adviser  
Cabinet du Commerce extérieur*

M. Philippe HARVENGT *Conseiller  
Ministère des Affaires étrangères*

M. Charles GODART *Premier Conseiller  
Ministère des Affaires économiques*

M. Pierre FRANCOTTE *Conseiller  
Cabinet des Affaires étrangères*

M. Hubert COOREMAN *Porte-Parole  
Cabinet du Commerce extérieur*

Mme Angélique BROUX *Attachée  
Cabinet du Commerce extérieur*

M. Paul FRIX *Représentant permanent adjoint  
Questions de la Coopération au Développement  
Délégation permanente*

Mme Marielle VER ELST *Représentant Permanent adjoint  
Délégation permanente*

Mme Véronique PETIT *Secrétaire d'Ambassade  
Délégation permanente*

M. Luc RIFFLET *Conseiller à la Représentation  
Délégation permanente*

M. Jozef BLOMME *Conseiller Budgetaire et Fiscal  
Délégation permanente*

M. Dirk SLAATS *Conseiller Economique et Financier  
Délégation permanente*

M. Xavier HAWIA *Conseiller Financier  
Délégation permanente*

Mme M.-P. VERLAETEN *Conseiller  
Ministère des Affaires économiques*

### **Canada / Canada (Vice-Présidence / Vice-Chair)**

Mr. Pierre PETTIGREW *Minister for International Trade  
Minister of the Crown, Member of Parliament*

Mr. Jim PETERSON	<i>Secretary of State (International Financial Institutions) Minister of the Crown, Member of the House of Commons</i>
Ms Suzanne HURTUBISE	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Jonathan FRIED	<i>Assistant Deputy Minister Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Mr. Francis LEBLANC	<i>Executive Assistant, Office of the Minister for International Trade Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Mr. Anthony BURGER	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Sébastien THÉBERGE	<i>Legislative Assistant, Office of the Minister for International Trade Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Ms Liz YONG-LAFLÈCHE	<i>Special Assistant Department of Finance</i>
Mr. Alex MCNIVEN	<i>Deputy Director Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Ms Beth WOLOSKI	<i>Deputy Director Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Ms Sheila MACDONALD	<i>Chief Department of Finance</i>
Ms Deborah PAUL	<i>Economic Policy Officer Department of Foreign Affairs and International Trade</i>
Mr. Mario LESSARD	<i>Protocol Officer, Visits Officer (MINT Travel Abroad)</i>
Ms Pamela DEACON	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Ms Margaret MILLER	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Francois NADEAU	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Scott WADE	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Gregory GALLO	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Ms Marie-Josée LAVOIE	<i>Programme Assistant Permanent Delegation</i>

### **Corée / Korea**

Dr. Duck-Soo HAN	<i>Minister for Trade</i>
Mr. Rak-Yong UHM	<i>Vice Minister of Finance &amp; Economy</i>
Dr. Soogil YOUNG	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Hong-jae IM	<i>Deputy Director General Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Sang-ki PARK	<i>Minister, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>

Mr. Jinsik YOON	<i>Minister Permanent Delegation</i>
Mr. Kwang-woo JUN	<i>Special Advisor to the Minister, MOFE Ministry of Finance &amp; Economy</i>
Mr. Jong-Gap LEE	<i>Director Ministry of Economy and Finance</i>
Mr. Sang-Kyoon PARK	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Jung-Hwan LEE	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Suk-bum PARK	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Sang-Jung NAM	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Cha-Dong KIM	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. In-gyun CHUNG	<i>Assistant to Minister for Trade Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Hae-ryong KWON	<i>Deputy Director Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Won-sik LEE	<i>Deputy Director Ministry of Economy and Finance</i>
Mr. Kwang-Hae CHOI	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Kyung-Tae OH	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Sang-Hwon JEON	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Sang-mok SHIN	<i>Deputy Director Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>

### **Danemark / Denmark**

Mr. Niels Helveg PETERSEN	<i>Minister for Foreign Affairs</i>
Mrs. Marianne JELVED	<i>Minister for Economic Affairs Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Flemming HEDEGAARD	<i>Ambassador Permanent Delegation</i>
Mr. Michael DITHMER	<i>Permanent Secretary Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Klavs HOLM	<i>Head of Department Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Christoffer BERTELSEN	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Jørgen LOTZ	<i>Minister Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Thomas BECKER	<i>Energy Counsellor Permanent Delegation</i>

Mr. Jakob FRIIS *Private Secretary to the Minister  
Ministry of Economic Affairs*

Mrs. Vibeke ROVSING *Private Secretary to the Minister  
Ministry of Foreign Affairs*

### **Espagne / Spain**

M. Rodrigo RATO Y FIGAREDO *Vice-Président du Gouvernement et Ministre de l'Economie*

M. José Luis FEITO *Ambassadeur, Représentant Permanent  
Délégation permanente*

M. Miguel Angel SANCHEZ *Chef de Cabinet du Vice-président du Gouvernement  
Ministère de l'Economie*

M. Luis DE GUINDOS *Secrétaire Général de Politique Economique et  
Défense de la Concurrence  
Ministère de l'Economie*

M. Francisco UTRERA *Secrétaire Général du Commerce Extérieur  
Ministère de l'Economie*

M. Antonio SANCHEZ BUSTAMANTE *Directeur Général  
Direction Générale des Relations Economiques  
Internationales - Ministère des Affaires Etrangères*

Mme Belen ROMANA *Directeur Général de Politique Economique  
Ministère de l'Economie*

M. Juan BURDIEL *Conseiller Sous-Direction Générale Politiques  
Macroéconomiques  
Ministère de l'Economie*

M. Luis CARDERERA *Conseiller  
Ministère de l'Economie*

M. Fernando JIMÉNEZ LATORRE *Sous-Directeur Général de Politiques Macroéconomiques  
Ministère de l'Economie*

M. Ricardo LOPEZ DE HARO WOOD *Sous-directeur Général des Relations Agraires Internationales.  
Ministère de l'Agriculture*

Mme Pilar MORAN *Sous-directeur Général des Investissements Extérieurs  
Ministère de l'Economie*

M. Alvaro NADAL *Cabinet du Ministre.  
Ministère de l'Economie*

Mme Begoña NIETO GILARTE *Sous-directeur Général de Planification Alimentaire  
Ministère de l'Agriculture*

Mr. Francisco OCHOA *Chef de Presse  
Ministère de l'Economie*

Mme Christina TEIJELO *Sous-directeur Général du Commerce International de Services  
Ministère de l'Economie*

M. Guillermo CEBRIAN VALVERDE *Représentant Permanent Adjoint  
Délégation permanente*

M. Jesús Miguel SANZ ESCORIHUELA *Conseiller  
Délégation permanente*

M. Valentin LAISECA *Conseiller Economique et Commercial  
Délégation permanente*

M. Angel TORRES TORRES *Conseiller Economique et Commercial  
Délégation permanente*

Mme Susana DE IBARRONDO	<i>Conseiller Economique et Commercial Délégation permanente</i>
M. Modesto OGEA MARTINEZ-OROZCO	<i>Conseiller Financier Délégation permanente</i>
M. José Ramón LOPEZ PARDO	<i>Conseiller pour l'Agriculture Délégation permanente</i>
M. Guillermo UÑA MARTIN	<i>Conseiller pour l'Information Délégation Permanente</i>

### **Etats-Unis / United States**

Ms Charlene BARSHEFSKY	<i>United States Trade Representative Executive Office of the President</i>
Mr. Martin BAILY	<i>Chair, Council of Economic Advisors Executive Office of the President</i>
Mr. Alan LARSON	<i>Under Secretary for Economic, Business and Agricultural Affairs U.S. Department of State</i>
Ms Amy BONDURANT	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Patrick MULLOY	<i>Assistant Secretary for Market Access and Compliance/ITA U.S. Department of Commerce</i>
Ms Dorothy DWOSKIN	<i>Assistant U.S. Trade Representative Executive Office of the President</i>
Mr. Pate FELTS	<i>Assistant U.S. Trade Representative Executive Office of the President</i>
Mr. Mark MOWREY	<i>Deputy Assistant U.S. Trade Representative Executive Office of the President</i>
Mr. Richard BEHREND	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Kelly KAMMERER	<i>Minister Counselor, Representative to the Development Assistance Committee Permanent Delegation</i>
Mr. John WEEKS	<i>Minister Counsellor for Economic &amp; Financial Affairs Permanent Delegation</i>
Mr. Seward JONES	<i>Director for Office of Multilateral Affairs, ITA U.S. Department of Commerce</i>
Ms Linda HORTON	<i>Director, International Agreements, Office of International and Constituent Affairs U.S. Food and Drug Administration</i>
Mr. James HEG	<i>Deputy Office Director, Bureau of European Union and Regional Affairs U.S. Department of State</i>
Mr. Daniel CLUNE	<i>Advisor for Trade Affairs Permanent Delegation</i>
Mr. John ELLIS	<i>Director for OECD and Procurement Affairs Executive Office of the President, USTR</i>
Ms Margaret KESHISHIAN	<i>Advisor for Commercial Affairs Permanent Delegation</i>

Mr. Gary LARSON	<i>Advisor for Manpower, Education, Agriculture, and Social Affairs Permanent Delegation</i>
Ms Breck MILROY	<i>Advisor for Environment Affairs Permanent Delegation</i>
Ms Stephanie MILEY	<i>Financial Economist, Office of International Investment Affairs U.S. Department of State</i>
Mr. Robert WINSHIP	<i>Economic Policy Advisor Permanent Delegation</i>
Mr. Peter THOMAS	<i>Advisor for Science and Technology Permanent Delegation</i>
Mr. Jonathan KESSLER	<i>Special Assistant Office of the Undersecretary for Economic, Business and Agricultural Affairs</i>
Mr. Evan HOUGH	<i>Secretary of the Delegation Permanent Delegation</i>
Mr. Todd GLASS	<i>Office of Public Affairs Executive Office of the President</i>
Ms Lisa TOMLINSON	<i>Trade Specialist US Department of Commerce</i>

**Finlande / Finland**  
**(Vice-Présidence / Vice-Chair)**

Mr. Kimmo SASI	<i>Minister for Foreign Trade</i>
Mr. Ilkka RISTIMÄKI	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Jorma JULIN	<i>Director General, Ambassador Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Taina KIEKKO	<i>Minister Counsellor, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Veijo KAUPPINEN	<i>Deputy Director General Ministry of Trade and Industry</i>
Mr. Eero POLUS	<i>Labour Market Counsellor Ministry of Labour</i>
Mr. Kari VARIS	<i>Financial Counsellor Ministry of Finance</i>
Ms Camilla LOMMI-KIPPOLA	<i>Counsellor (environmental economics) Ministry of the Environment</i>
Ms Pirjo VÄLINORO	<i>Special Adviser to the Minister Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Eija LIMNELL	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Roy ERIKSSON	<i>First Secretary Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Sari COJAN	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Juha PYYKKÖ	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>

Mr. Tuomas TAPIO	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Jyri OLLILA	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Reijo LAUKKANEN	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Tuomas AHO	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Martti KUUSISTO	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>

### **France / France**

M. François HUWART	<i>Secrétaire d'Etat Secrétariat d'Etat Chargé du Commerce Extérieur</i>
Mme Joëlle BOURGOIS	<i>Ambassadeur, Représentant Permanent Représentation Permanente</i>
M. Dominique PERREAU	<i>Directeur des Affaires Economiques et Financières Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Pierre COSTE	<i>Sous-Directeur des Affaires Financières Internationales Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Gilles PECASSOU	<i>Direction des Affaires Economiques et Financières Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Guillaume OLLAGNIER	<i>Sous-direction des affaires financières internationales Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Stéphane PALLEZ	<i>Chef du service des affaires européennes et internationales Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Bruno DELETRE	<i>Sous-directeur Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Benoît COEURE	<i>Chef du bureau E1 Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Jean PESME	<i>Chef du Bureau E2 Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Raymond DE PASTOR	<i>Bureau E1 Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Alain DAMAIS	<i>Bureau E1 Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Olivier FERRAND	<i>Bureau E2 et E3 Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/TRESOR</i>
M. Jean-Philippe COTIS	<i>Directeur Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/PREVISION</i>
M. Alain QUINET	<i>Sous-directeur Synthèse macroéconomiques et financières Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/PREVISION</i>
M. Frédéric GONAND	<i>Bureau des Projections économiques d'ensemble Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/PREVISION</i>

M. Frédéric CHERBONNIER	<i>Chef du Bureau Industrie Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/PREVISION</i>
M. Jean-Luc SCHNEIDER	<i>Sous-directeur Etudes sectorielles Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/PREVISION</i>
M. Jean-François STOLL	<i>Directeur Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. Hubert TESTARD	<i>Chef de service Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. Alain DE COINTET	<i>Sous-directeur de la politique financière Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. David APPIA	<i>Sous-directeur des affaires multilatérales Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. Jean-Paul THUILLIER	<i>Chef de bureau de la politique commerciale et de l'OMC Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. Emmanuel GLIMET	<i>Chef de bureau de l'assurance-crédit Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
M. Etienne DE DAINVILLE	<i>Bureau II-A Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
Mme Souad LE GALL	<i>Bureau VI-A Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie/DREE</i>
Mme Dominique ARBELET	<i>Directrice-adjointe du Cabinet Secrétariat chargé du commerce extérieur</i>
Mme Laurence BLOCH	<i>Conseiller technique Secrétariat d'Etat chargé du commerce extérieur</i>
Mme Anne BOILLON	<i>Chargée de mission Secrétariat d'Etat chargé du commerce extérieur</i>
M. Philippe LEFEVRE	<i>Conseiller presse Secrétariat d'Etat chargé du commerce extérieur</i>
M. Olivier DAMBRICOURT	<i>Chef du secteur OCDE SGCI</i>
M. Jean-Bernard HARTH	<i>Représentant Permanent Adjoint Représentation Permanente</i>
M. Pierre Mathieu DUHAMEL	<i>Ministre Conseiller Financier Représentation Permanente</i>
M. Jean-Pierre DUBOIS	<i>Conseiller Commercial Représentation Permanente</i>
Mme Christiane ARNOULD	<i>Conseiller Représentation Permanente</i>
Mme Roberte AMIEL	<i>Stagiaire ENA Représentation Permanente</i>

### **Grèce / Greece**

Mr. Yannis PAPANTONIOU	<i>Minister of National Economy and Finance</i>
Mr. Spyros LIOUKAS	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>



Mr. George ZARALIS	<i>Deputy Permanent Representative Minister Plenipotentiary Permanent Delegation</i>
Mr. Georges ZANIAS	<i>Chairman &amp; Scientific Director of KEPE Ministry of National Economy</i>
Mrs. Olga DRITSA	<i>Head of Unit Ministry of National Economy</i>
Mr. Petros KONTOS	<i>First Counsellor Permanent Delegation</i>
Mrs. Tarsia MARKOMICHELAKI	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mrs. Alexandra VERGOPOULOS	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Yorgos KLIDONAS	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Dimitris SERRELIS	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mrs. Sofia DIVI	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Dimitris ANDREOU	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>

### **Hongrie / Hungary**

Dr. János MARTONYI	<i>Minister of Foreign Affairs</i>
Dr. Zsigmond JÁRAI	<i>Minister of Finance</i>
Dr. Péter BALÁS	<i>Deputy State Secretary Ministry of Foreign Affairs</i>
Prof. Béla KÁDÁR	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. László VÁRKONYI	<i>Director General Ministry of Foreign Affairs</i>
Dr. Gábor HORVÁTH	<i>Spokesman Ministry of Foreign Affairs</i>
Dr. József SIVÁK	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. György FEHÉR	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Zoltán HORVÁTH	<i>First Secretary Permanent Delegation ECD</i>
Dr. Ágnes JÁNSZKY	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Dr. Csaba KÁKOSY	<i>Attaché, Permanent Delegation</i>

### **Irlande / Ireland**

Mr. Tom KITT	<i>Minister for Labour, Trade and Consumer Affairs</i>
--------------	--

Mr. Patrick O'CONNOR	<i>Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to France, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Cathal O'LOGHLIN	<i>Director General Department of Finance</i>
Mr. David COONEY	<i>Counsellor, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Tony JOYCE	<i>Director Department of Enterprise, Trade and Employment</i>
Mr. Gerry MONKS	<i>Deputy Director Department of Enterprise, Trade and Employment</i>
Mr. John HUGHES	<i>Private Secretary to Minister Kitt Department of Enterprise, Trade and Employment</i>
Miss Cliona MANAHAN LESLIE	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Derek DIGNAM	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. James MCINTYRE	<i>Press Officer Permanent Delegation</i>
Miss Marie FITZPATRICK	<i>Secretariat,, Permanent Delegation</i>

### **Islande / Iceland**

Mr. Geir HAARDE	<i>Minister of Finance</i>
Mr. Sverrir GUNNLAUGSSON	<i>Permanent Secretary of State Ministry for Foreign Affairs</i>
Mrs. Sigridur A. SNAEVARR	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Arni KOLBEINSSON	<i>Permanent Secretary Ministry of Finance</i>
Mr. Stefan JOHANNESON	<i>Director, Ambassador Ministry for Foreign Affairs</i>
Mr. Bolli BOLLASON	<i>Director-General Ministry of Finance</i>
Mr. Thordur FRIDJONSSON	<i>Director-General National Economic Institute</i>
Mr. Gudmundur HELGASON	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Ms Ragnheidur ARNADOTTIR	<i>Political Adviser to the Minister Ministry of Finance</i>

### **Italie / Italy**

Prof. Vincenzo VISCO	<i>Ministre du Trésor</i>
M. Enrico LETTA	<i>Ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur</i>
M. Alessandro VATTANI	<i>Ambassadeur, Représentant Permanent Délégation permanente</i>

M. Roberto SPINELLI	<i>Premier Conseiller Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Pierluigi CONTI	<i>Conseiller Diplomatique du Ministre du Trésor Ministre plénipotentiaire Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
Prof. Mario DRAGHI	<i>Directeur Général Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
M. Giorgio RICORDY	<i>Attaché de presse Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
M. Lorenzo BINI SMAGHI	<i>Chef de la Direction III Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
Mme Silvana CERAVOLO	<i>Division VIII du Département du Trésor Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
M. Flavio PADRINI	<i>Conseil des Experts Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
M. Alessandro DI BATTISTA	<i>Conseiller économique du Ministre du Trésor Ministère du Trésor, du Budget et de la Programmation Economique</i>
M. Giuseppe SCOGNAMIGLIO	<i>Conseiller Diplomatique du Ministre de l'Industrie et du Commerce Extérieur Ministère du Commerce Extérieur</i>
M. Mario GERBINO	<i>Directeur Général de la Politique Commerciale Ministère du Commerce Extérieur</i>
M. Fabrizio PAGANI	<i>Conseiller pour les Affaires Multilatérales Ministère du Commerce Extérieur</i>
M. Andrea BONACCORSI	<i>Secrétariat Technique du Ministre Ministère du Commerce Extérieur</i>
Mme Serena MASSIMI	<i>Adjoint du Conseiller diplomatique Ministère du Commerce Extérieur</i>
M. Gerardo CARANTE	<i>Ministre Conseiller, Représentant permanent adjoint Délégation permanente</i>
Mme Daniela VENERANDI	<i>Premier Conseiller Délégation permanente</i>
M. Guido LA TELLA	<i>Premier Conseiller Délégation permanente</i>
Mme Maria Assunta ACCILI	<i>Premier Conseiller Délégation permanente</i>
M. Andrea PERUGINI	<i>Premier Conseiller Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Michele GIACOMELLI	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Vincenzo ZEZZA	<i>Attaché pour les Affaires Financières Délégation permanente</i>

M. Claudio PADUA

*Attaché, Affaires Commerciales  
Délégation permanente*

### **Japon / Japan**

Mr. Takashi FUKAYA

*Minister of International Trade and Industry*

Mr. Taichi SAKAIYA

*Minister of State for Economic planning  
Economic Planning Agency*

Mr. Kazuo ASAKAI

*Ambassador for International Economic Affairs  
and Global Environment Issues, Ministry of Foreign Affairs*

Mr. Mutsuyoshi NISHIMURA

*Ambassador, Permanent Representative  
Permanent Delegation*

Mr. Hisamitsu ARAI

*Vice-Minister for International Trade and Industry  
Ministry of International Trade and Industry*

Mr. Hideaki KUMAZAWA

*Vice-Minister for International Affairs  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries*

Mr. Seiji SHIMPO

*Vice-Minister for International Economic Affairs  
Economic Planning Agency*

Mr. Hitoshi TANAKA

*Director-General, Economic Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs*

Mr. Akihiko FURUYA

*Minister, Deputy Permanent Representative  
Permanent Delegation*

Mr. Masakazu TOYODA

*Director General, International Economic Affairs Department  
Ministry of International Trade and Industry*

Dr. Takatoshi ITO

*Vice Minister of Finance for International Affairs  
Ministry of Finance*

Mr. Yoshiro NAKAJO

*Deputy Director-General of Coordination Bureau  
Economic Planning Agency*

Mr. Koro BESSHO

*Minister,  
Permanent Delegation*

Mr. Noriki HIROSE

*Director of First International Economic Affairs Division  
Economic Planning Agency*

Mr. Tetsuhiro HOSONO

*Director, International Economic Affairs  
Division, International Economic Affairs  
Department, International Trade Policy Bureau*

Mr. Hiroaki ISOBE

*Director of Multilateral Cooperation Division,  
Economic Cooperation Bureau  
Ministry of Foreign Affairs*

Mr. Junichi IHARA

*Director of First International Organizations  
Division, Economic Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs*

Mr. Masayuki GOTO

*Director of Second International Economic  
Affairs Division, Economic Planning Agency*

Mr. Hisao HARIHARA

*Director, International Economic Affairs  
Division, International Affairs Department  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries*

Mr. Koji TOMITA

*Director of Second International Organizations Division  
Ministry of Foreign Affairs*

Ms Mariko NAGAI	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>
Ms Mitsuko SUMITA	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>
Ms Yoshimi NISHIMURA	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Hiroko OMORI	<i>Interpreter Ministry of International Trade and Industry</i>
Ms Chieko YANO	<i>Interpreter Ministry of International Trade and Industry</i>
Ms Yumiko MORI	<i>Interpreter Economic Planning Agency</i>
Mr. Kaoru IKEDA	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>
Ms Keiko TOMINAGA	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>
Ms Keiko MURASAKI	<i>Interpreter Ministry of Foreign Affairs</i>

### **Luxembourg / Luxembourg**

Mme Lydie POLFER	<i>Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur</i>
M. Jean-Marc HOSCHEIT	<i>Ambassadeur, Représentant Permanent Représentation Permanente</i>
M. Patrick ENGELBERG	<i>Représentant Permanent adjoint Représentation Permanente</i>
M. Serge ALLEGREZZA	<i>Conseiller de Gouvernement 1ère classe Ministère de l'Economie</i>
M. Jérôme HAMILIUS	<i>Conseiller financier Représentation Permanente</i>
Mme Sandra THEIN	<i>Coordination OCDE Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Karin BERNARD	<i>Secrétaire d'Ambassade</i>
M. Serge ALLEGREZZA	<i>Conseiller de Gouvernement 1ère classe Ministère de l'Economie</i>

### **Mexique / Mexico**

Mrs. Rosario GREEN	<i>Minister of Foreign Affairs</i>
Dr. Herminio BLANCO	<i>Minister of Trade and Industry</i>
Mr. Enrique BERRUGA	<i>Executive Director Ministry of Foreign Affairs</i>
Dr. Manuel RAMOS FRANCIA	<i>Vice-Minister, Personal Representative of the Minister of Budget and Finances Ministry of Budget and Finances</i>
Dr. Luis DE LA CALLE	<i>Vice Minister Ministry of Trade and Industry</i>

Dr. Santiago LEVY	<i>Vice-Minister Ministry of Budget and Finances</i>
Mr. Alejandro DE LA PEÑA	<i>WTO Mexican Permanent Representative WTO Mexican Representation</i>
Mr. Jaime ZABLUDOVSKY	<i>EU Mexican Representative European Union</i>
Mr. José Luis SAMANIEGO	<i>Coordinator Ministry of Environment</i>
Mrs. Ma. Elena CARDERO	<i>Director General Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Agustín GARCÍA-LÓPEZ LOAEZA	<i>Director General Ministry of Budget and Finances</i>
Mr. Fernando DE MATEO	<i>Director General Ministry of Trade and Industry</i>
Mr. Gerardo TRASLOSHEROS	<i>Director General of Multilateral Trade Organisations Ministry of Trade and Industry</i>
Mr. Gerardo LOZANO	<i>Deputy Permanent Representative, Chargé d'affaires a.i. Permanent Delegation</i>
Mr. Fernando DE OLLOQUI	<i>Minister Permanent Delegation</i>
Mr. Rogelio ARELLANO	<i>Minister Permanent Delegation</i>
Dr. Germán GONZÁLEZ DÁVILA	<i>Minister Permanent Delegation</i>
Mr. Eduardo PEREZ MOTTA	<i>Minister Ministry of Trade and Industry</i>
Mrs. Norma PENSADO	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Ms Liliana MEJIA	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mrs. Soledad LEAL	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Ms Cipactli CAMERO	<i>Director Ministry of Trade and Industry</i>
Mrs. María del Carmen AGUIRRE	<i>Private assistant of the Minister of Foreign Affairs Ministry of Foreign Affairs</i>
Miss Magdalena DIAZ	<i>Third Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Arturo RAMIREZ-VILLARRUEL	<i>Third Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Oscar VILLARREAL	<i>Attaché Permanent Delegation</i>

### **Norvège / Norway**

Mrs. Grete KNUDSEN	<i>Minister of Trade and Industry</i>
Mr. Karl Eirik SCHJOETT-PEDERSEN	<i>Minister of Finance</i>

Mr. Tore SANDVIK	<i>Political Adviser Ministry of Trade and Industry</i>
Mr. Per Ludvig MAGNUS	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Enok NYGAARD	<i>Director General Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Sten E. RUUD	<i>Assistant Director General Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Jørn GLOSLIE	<i>Executive Officer Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Tore ERIKSEN	<i>Secretary General Ministry of Finance</i>
Mr. Bjarne STAKKESTAD	<i>Deputy Director General Ministry of Finance</i>
Mrs. Anne-Sissel SKÅNVIK	<i>Deputy Director General Ministry of Finance</i>
Mr. Irvin HØYLAND	<i>Minister Counsellor Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mrs. Kari HIRTH	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Ms Mariann MURVOLL	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Jan PERSSON	<i>Economic Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Lars VALDRESBRÅTEN	<i>First Secretary Permanent delegation</i>
Mr. Kjell ANDERSEN	<i>Special Adviser Permanent Delegation</i>
Mr. Espen Barth EIDE	<i>State Secretary Ministry of Foreign Affairs</i>

### **Nouvelle-Zélande / New Zealand**

Mr. Jim SUTTON	<i>Minister for Trade Negotiations</i>
Dr. Richard GRANT	<i>Ambassador Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. John WOOD	<i>Deputy Secretary Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>
Mr. Brian WILSON	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Mark BLACKMORE	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Stephen JACOBI	<i>Senior Private Secretary Office of the Minister for Trade Negotiations</i>
Ms Joanna KEMPKERS	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>

Mr. Chris LANGLEY	<i>Policy Officer Ministry of Foreign Affairs and Trade</i>
Ms Jan COMPTON	<i>Ministry for Economic Development</i>
Mr. Malcolm LAWREY	<i>Liaison Officer Permanent Delegation</i>

### **Pays-Bas / Netherlands**

Mrs. Annemarie JORRITSMA	<i>Deputy Prime Minister Minister of Economic Affairs</i>
Mr. Gerrit YBEMA	<i>Minister for Foreign Trade</i>
Mr. Egbert JACOBS	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Frans ENGERING	<i>Director-General External Economic Relations Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Lud KROESE	<i>Senior Policy Advisor Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Robert HAFFNER	<i>Senior Policy Advisor Ministry of Finance</i>
Mr. Jan HUNER	<i>Deputy Head of Division Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Ron HOGENBOOM	<i>Senior Policy Advisor Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Jan VAN DIEPEN	<i>Ministers' Spokesman Ministry of Economic Affairs</i>
Mrs. Wilma ROMEIJN	<i>Ministry of Economic Affairs</i>
Mr. Rob VAN DER MEULEN	<i>Senior Policy Advisor Ministry of Social Affairs and Employment</i>
Mr. Paul SCIARONE	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Jan Willem VAN DEDEM	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Nils LANGEMEIJER	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Henk DE JONG	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Hans HUIJSMANS	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>

### **Pologne / Poland**

Mr. Jaroslaw BAUC	<i>Minister of Finance</i>
Ms Alicja KORNASIEWICZ	<i>Secretary of State Ministry of the Treasury</i>
Mr. Wojciech KATNER	<i>Under secretary of State National Co-ordinator for Co-operation between Poland and OECD</i>
Mr. Jan WORONIECKI	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Representation</i>



Mr. Jan BIELAWSKI	<i>Director Ministry of Foreign Affairs</i>
Mrs. Bronislaw KOWALAK	<i>Director Ministry of Economy</i>
Mr. Marek WEJTOKO	<i>Plenipotentiary Minister, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Jacek PILATKOWSKI	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Ryszard RYSINSKI	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Robert KRZYSKOW	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Leszek BARTOSZUK	<i>Head of Unit Ministry of Finance</i>
Ms Marta PRUS	<i>Head of Unit Ministry of the Treasury</i>
Mr. Witoslaw ANTCZAK	<i>1st Secretary Permanent Delegation</i>

### **Portugal / Portugal**

M. Francisco SEIXAS DA COSTA	<i>Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes Ministère des Affaires Etrangères</i>
M. Vitor RAMALHO	<i>Secrétaire d'Etat Adjoint au Ministre de l'Economie Ministère de l'Economie</i>
M. Jorge DE LEMOS GODINHO	<i>Ambassadeur, Représentant Permanent Délégation permanente</i>
M. João Pedro SILVEIRA DE CARVALHO	<i>Ambassadeur, Directeur Général aux Affaires Communautaires Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Alda FERNANDES	<i>Sous-Directeur Général aux Affaires Communautaires Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Teresa MOREIRA	<i>Sous Directeur-Général Ministère de l'Economie</i>
Mme Maria Manuel RIBEIRO	<i>Adjoint au Secrétaire d'Etat aux Affaires Européennes Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Cristina ALMEIDA	<i>Représentant Permanent Adjoint Délégation permanente</i>
Mme Maria João BOTELHO	<i>Directeur de Services - Affaires Economiques et Financières Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Joana GALIANO TAVARES	<i>Directeur de Services - Affaires Multilaterales Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Liliana ARAUJO	<i>Directeur de Services Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Ana Maria RIBEIRO DA SILVA	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Duarte B. ALVES	<i>Ministère des Affaires Etrangères</i>
Mme Otilia RIBEIRO	<i>Chef de Division auprès des Organisations Internationales Economiques Ministère de l'Economie</i>

Mme Paula RODRIGUES	<i>ICEP</i>
M. José Carlos SERRAS GAGO	<i>Conseiller Technique Délégation permanente</i>
M. Frederico ALCÂNTARA DE MELO	<i>Conseiller Technique Délégation permanente</i>
M. Cristiano DOMINGUES	<i>Conseiller Technique Délégation permanente</i>
Mme Maria Irene DA SILVA PAREDES	<i>Conseiller Technique Délégation permanente</i>

### **République tchèque / Czech Republic**

Mr. Pavel MERTLIK	<i>Deputy Prime Minister and Minister of Finance</i>
Mr. Jiri MACESKA	<i>State Secretary for Trade</i>
Mr. Michael VIT	<i>State Secretary Ministry of Health</i>
Mr. Jaromir PRÍVRATSKÝ	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Milan HOVORKA	<i>Ambassador to the WTO Permanent Mission of the Czech Republic to the WTO</i>
Mr. Karel ZEBRAKOVSKY	<i>Director of the Department Ministry of Foreign Affairs</i>
Ms Lenka LOUDOVA	<i>Director of Department Ministry of Finance</i>
Ms Drahomira VASKOVA	<i>Director of Department Ministry of Finance</i>
Mr. Jan FINFERLE	<i>Minister-Counsellor, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Pavel KLÍMA	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Bohumil DOLEJSI	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Jiri SVOBODA	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Ms Blanka FAJKUSOVA	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Ms Milena JENIKOVA	<i>Advisor, Ministry of Industry and Trade</i>
Mr. Stanislav BENES	<i>Advisor, Ministry of Labour and Social Affairs</i>
Ms Marketa SMATLANOVA	<i>Adviso, Ministry of Foreign Affairs</i>

### **Royaume-Uni / United Kingdom**

Mr. Richard CABORN	<i>Minister for Trade</i>
Miss Melanie JOHNSON	<i>Economic Secretary Treasury</i>
Mr. Tony HUTTON	<i>Director General of Trade Policy Department of Trade and Industry</i>

Mr. Christopher CRABBIE	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Joe GRICE	<i>Director of Fiscal and Macroeconomic Policy Treasury</i>
Mr. Gabs MAKHLOUF	<i>Director of International Division, Inland Revenue</i>
Mr. Ray KYLES	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Shaun CLEARY	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Steve EVANS	<i>Global Trade and Institutions Treasury</i>
Mr. Nicholas GRIFFITHS	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Paul HAWKER	<i>Head of International Trade Policy Department of Trade and Industry</i>
Mr. Gideon KOCH	<i>Private Secretary to Miss Johnson Treasury</i>
Mr. Andrew MERRITT-MORLING	<i>Private Secretary to Mr Caborn Department of Trade and Industry</i>
Mr. Martyn ROPER	<i>First Secretary Permanent Delegation</i>
Miss Caroline WRIGHT	<i>Press Officer Department of Trade and Industry</i>
Mr. Robert GLADWIN	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>
Ms Rosemary MEACHEM	<i>Head of Registry Permanent Delegation</i>
Miss Natasha SMITH	<i>Assistant to Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>

### **Suède / Sweden**

Mr. Leif PAGROTSKY	<i>Minister for Trade</i>
Mr. Sven HEGELUND	<i>State Secretary Ministry of Finance</i>
Ms Lotta FOGDE	<i>State Secretary Ministry for Foreign Affairs</i>
Mr. Lennart KLACKENBERG	<i>Ambassador Ministry for Foreign Affairs</i>
Mr. Arne RODIN	<i>Deputy Director General Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Marianne ÖSTERLIND	<i>Deputy Director Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Lisbeth HELLVIN	<i>Head of Section Ministry of Finance</i>
Ms Anette NILSSON	<i>Head of Section Ministry for Foreign Affairs</i>

Mr. Andreas TUVESON	<i>Head of Section Ministry for Foreign Affairs</i>
Ms Isabella DE FEUDIS	<i>Head of Section Ministry of Industry, Employment and Communications</i>
Ms Frida WIDMALM	<i>Head of Section Ministry of Industry, Employment and Communications</i>
Mr. Gunnar FORS	<i>Head of Division National Board of Trade</i>
Ms Margareta NORQVIST	<i>Deputy Head of Division National Board of Trade</i>
Mr. Anders FERM	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Ms Marie-Claire SWÄRD CAPRA	<i>Counsellor, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Mattias HECTOR	<i>Counsellor, Permanent Delegation</i>
Mr. Robert CLOAREC	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Ms Marie ROSENCRANTZ	<i>Second Secretary, Permanent Delegation</i>
Mr. David LUNDERQUIST	<i>Second Secretary Permanent Delegation</i>

### **Suisse / Switzerland**

M. Pascal COUCHEPIN	<i>Conseiller fédéral - Chef du Département fédéral de l'économie</i>
M. David W. SYZ	<i>Secrétaire d'Etat - Chef du Secrétariat d'Etat à l'économie Département fédéral de l'économie</i>
M. Jean-Pierre ZEHNDER	<i>Ambassadeur - Représentant Permanent Délégation permanente</i>
M. Pierre-Louis GIRARD	<i>Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, Ambassadeur Secrétariat d'Etat à l'économie / Département fédéral de l'économie</i>
M. Marino BALDI	<i>Ambassadeur Secrétariat d'Etat à l'économie / Département fédéral de l'économie</i>
M. Jacques DE WATTEVILLE	<i>Ministre - Chef du Service économique et financier Département fédéral des affaires étrangères,</i>
M. Harold STINGELIN	<i>Chef du Secteur OCDE Secrétariat d'Etat à l'économie / Département fédéral de l'économie</i>
M. Patrick LEDUC	<i>Chef adjoint du Secteur OCDE Secrétariat d'Etat à l'économie / Département fédéral de l'économie</i>
M. Pascal STRUPLER	<i>Collaborateur personnel du Chef du Département Département fédéral de l'économie</i>
M. Raphael SABORIT	<i>Collaborateur Personnel de Chef du Département, Département fédéral de l'économie</i>

M. William FREI	<i>Ministre - Représentant permanent adjoint Délégation permanente</i>
M. Paul OBRIST	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Philippe FONTANA	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Giancarlo KESSLER	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Beat BÜRGI	<i>Conseiller Délégation permanente</i>
M. Olivier STEUDLER	<i>Premier secrétaire Délégation permanente</i>
Mme Barbara JAKOVITCHOUK-RIEDER	<i>Assistante Délégation permanente</i>

### **Turquie / Turkey**

Mr. Recep ÖNAL	<i>State Minister for Economy</i>
Mr. Akýn ALPTUNA	<i>Ambassador, Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mrs. Fugen OK	<i>General Director, Ambassador Ministry of Foreign Affairs</i>
Mr. Akif HAMZACEBI	<i>Director General Ministry of Finance</i>
Mr. Cavit DAGDAS	<i>Director General State Planning Organisation</i>
Mr. Zafer YUKSELER	<i>Director General Central Bank</i>
Mr. Melih NEMLI	<i>Deputy Director General Undersecretariat of Treasury</i>
Mr. Suha MIRAHUR	<i>Deputy Director General Central Bank</i>
Mr. Husnu DILEMRE	<i>Acting Director General Undersecretariat of Foreign Trade</i>
Mr. Semih OZ	<i>Head of Department Ministry of Finance</i>
Mr. Haydar BOYSAL	<i>Expert State Planning Organisation</i>
Mrs. Cigdem ASLAN	<i>Expert Undersecretariat of Treasury</i>
Mr. Ozgur DEMIRKOL	<i>Expert Undersecretariat of Treasury</i>
Mrs. Hulya AKARTUNA	<i>Head of Private Cabinet State Minister</i>
Mr. Ali KOPRULU	<i>Minister-Counsellor, Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>
Mr. Timucin SANALAN	<i>Deputy Permanent Representative Permanent Delegation</i>

Mr. Hakan AKBULUT	<i>Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Erturk BARLAS	<i>Financial Counsellor Permanent Delegation</i>
Mr. Ýsa COSKUN	<i>Economic Counsellor Permanent Delegation</i>
Mrs. Erksan GUNKUT	<i>Commercial Counsellor Permanent Delegation to the OECD</i>
Mrs. Ozlem EFE	<i>Economic Counsellor Permanent Delegation</i>
Mrs. Yonca GUNDUZ-OZCERI	<i>Third Secretary Permanent Delegation</i>
Mr. Volkan ISIKCI	<i>Third Secretary Permanent Delegation</i>

### **Commission européenne / European Commission**

M. Pedro SOLBES	<i>Commissaire pour les affaires économiques et monétaires</i>
M. Pascal LAMY	<i>Commissaire au commerce</i>
M. Piergiorgio MAZZOCCHI	<i>Ambassadeur, Représentant Permanent Délégation permanente de la Commission</i>
M. Hervé JOUANJEAN	<i>Directeur</i>
Mme Soledad ABAD RICO	<i>Cabinet du Commissaire SOLBES</i>
M. Matthew BALDWIN	<i>Cabinet de Pascal LAMY</i>
Mlle Geneviève CHEDEVILLE-MURRAY	<i>Cabinet de Pascal LAMY</i>
M. Mauro PETRICCIONE	<i>Chef d'Unité – DG Trade</i>
M. Christian GHYMERS	<i>Conseiller</i>
M. Americo BEVIGLIA-ZAMPETTI	<i>Conseiller – DG Trade</i>
M. Jacques BRODIN	<i>Ambassadeur, Chef du Bureau de Liaison du Conseil de l'Union Européenne</i>
M. Benny Berg SORENSEN	<i>Représentant permanent adjoint Délégation permanente de la Commission Européenne auprès de l'OCDE et de l'UNESCO</i>
M. Renaud François MOULINIER	<i>Conseiller Délégation permanente de la Commission Européenne auprès de l'OCDE et de l'UNESCO</i>
M. Francesco CONTESSO	<i>Conseiller Délégation permanente de la Commission Européenne auprès de l'OCDE et de l'UNESCO</i>

### **République slovaque / Slovak Republic**

Mr. Ivan MIKLOS	<i>Deputy Prime Minister for Economy</i>
Mr. Peter BRNO	<i>State Secretary Ministry of Economy</i>
Mr. Vladimír VALACH	<i>Ambassador of Slovakia to France Embassy of the Slovak Republic</i>

Mr. Ján JURSA *Government Plenipotentiary for Negotiation on  
Accession to the OECD*

Ms Katarína MATHERNOVÁ *Advisor to Vice Prime Minister  
Office of Government*

Mr. Stefan MORÁVEK *Director  
Department of International Economic Co-operation*

Mr. Dusan BELLA *Counsellor, Head of OECD Section  
Embassy of the Slovak Republic*

**Association européenne de libre-échange (AELE)**  
**European Free Trade Agreement (EFTA)**

Mr. Kjartan JOHANNSON *Secretary General*

**Banque des Règlements Internationaux (BRI)**  
**Bank for International Settlements (BIS)**

Mr. André ICARD *Assistant General Manager*

**Fonds Monétaire International (FMI)**  
**International Monetary Fund (IMF)**

Mr. Flemming LARSON *Director of IMF Office in Paris  
International Monetary Fund (IMF)*

**Organisation Internationale du Travail (OIT/BIT)**  
**International Labour Organization (ILO)**

Mr. Jean Daniel LEROY *Director  
Paris Office*

Mr. Stephen PURSEY *International Policy Group*

**Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**  
**World Trade Organisation (WTO)**

Mr. Mike MOORE *Director-General  
World Trade Organisation*

Mr. Paul Henri RAVIER *Deputy Director-General  
World Trade Organisation (WTO)*

Mr. Alain FRANK *Director of External Relations*

Mr. Keith ROCKWELL *Director of Media Relations and Information  
World Trade Organisation*

\*  
\* \*

**Comité consultatif économique et industriel (BIAC)**  
**Business and Industry Advisory Committee (BIAC)**

Mr. Jaakko IHAMUOTILA *Executive DirectorFortnum Corporation  
Chairman of BIAC*

Mr. Jacques SAMPRE *Vice Chairman of BIAC  
Ancien Directeur Délégué  
SANOFI*

Mr. Edwin WILLIAMSON	<i>Vice Chairman of BIAC Partner Sullivan &amp; Cromwell BIAC</i>
Mr. Frank FARFONE	<i>Chairman of the BIAC Committee on Trade Vice President, International Affairs Dow Chemical Company</i>
Mr. Bruno LAMBORGHINI	<i>Chairman of the BIAC Committee on International Investment and Multinational Enterprises</i>
Mr. Takaya ISHIDA	<i>Vice Chairman of the BIAC Committee on ICCP Senior Chief Researcher Corporate Research &amp;</i>
Mr. Paul ORTON	<i>Manager Policy Australian Business Ltd BIAC</i>
Ms Joëlle FREUNDLICH	<i>Chargée de Mission E-commerce et Nouvelles Technologies CEGETEL</i>
Ms Sophie LE PALLEC	<i>Chargée de Mission Nouvelles Technologies Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)</i>
Mr. Luis DE LA PENA STETTNER	<i>President Aceitera El Gallo Sa de CV, Representing COPARMEX BIAC</i>
Mr. Sergio SOTO PRIANTE	<i>Director of International Relations Employers Confederation of the Mexican republic (COPARMEX)</i>
Mr. Andrzej MALINOWSKI	<i>Chairman of BIAC Poland President Sava Investment Group SA</i>
Mr. Zbigniew HRYNIEWICZ	<i>President Interpegro Holding Ltd.</i>
Mr. Korkmaz ILKORUR	<i>Director of the Board, Turkish Industrialists and Businessmen Association, BIAC</i>
Mr. Francesco IMPARATO	<i>Lawyer</i>
Mr. Douglas WORTH	<i>Secretary-General, BIAC</i>
Mr. Deniz EROCAL	<i>Manager BIAC Secretariat</i>
Ms Hanni ROSENBAUM	<i>Manager BIAC Secretariat</i>
Ms Vanessa VALLEE	<i>Manager, Communications BIAC Secretariat</i>

**Commission syndicale consultative (TUAC)**  
**Trade Union Advisory Committee (TUAC)**

Mr. Luc CORTEBEECK	<i>TUAC Vice-Président and the President of the CSC in Belgium TUAC</i>
Mr. Bob HARRIS	<i>Chair TUAC Working Group on Education, Training and Employment Policy Representative</i>



Mr. Bob WHITE	<i>Former TUAC President Emeritus President, Canadian Labour Congress TUAC</i>
Mr. René VALLADON	<i>Secrétaire confédéral, Cgt-FO TUAC</i>
Ms Monica ITRI-ARVIDSSON	<i>Chief Economist, Swedish Trade Union confederation TUAC</i>
Mr. Jerry ZELLOEFER	<i>European Representative, American Federation of Labor &amp; Congress of Industrial Relations</i>
Ms Louise WALSH	<i>European Office, TUAC</i>
Mr. John EVANS	<i>Secretary-General, TUAC</i>
Mr. Roy JONES	<i>Senior Policy Adviser, TUAC Secretariat</i>
Mr. David SMITH	<i>Director, Public Policy Department European Representative American Federation of Labor &amp; Congress of Industrial Organisations</i>

### **SECRETARIAT**

Mr. Donald JOHNSON	<i>Secretary-General/Secrétaire général</i>
Mr. Thorvald MOE	<i>Deputy Secretary-General/Secrétaire général adjoint</i>
Mr. Herwig SCHLÖGL	<i>Deputy Secretary-General/Secrétaire général adjoint</i>
Mr. Seiichi KONDO	<i>Deputy Secretary-General/Secrétaire général adjoint</i>
Ms Sally SHELTON-COLBY	<i>Deputy Secretary-General/Secrétaire général adjoint</i>